3,60€ mardi 4 juin 2024 **LE FIGARO** – N° 24 814 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement **Dernière édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY

«CE VOTE PEUT DONNER L'ÉLAN DONT NOUS AVONS BESOIN POUR RECONSTRUIRE LA DROITE» PAGE 6



SANTÉ

DES PROGRÈS MAJEURS CONTRE CERTAINS CANCERS DU POUMON PAGE 14

LE FIGARO ENTREPRENEURS



Comment apprivoiser l'IA

NOTRE SUPPLÉMENT

ROYAUME-UNI
Keir Starmer accusé de «purges» par la gauche du Labour PAGE 8

PROCHE-ORIENT
Le Hezbollah entretient sciemment le flou sur son arsenal PAGE 9

JO PARIS 2024
Les chiffres du «nettoyage social» dénoncés par des associations PAGE 10

D-DAY
Dans les coulisses du labo scientifique qui identifie les héros oubliés de la guerre PAGE 11

MÉDIAS
CNews devient la première chaîne d'info de France et détrône BFMTV PAGE 27

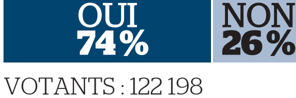
CHAMPS LIBRES

- Un entretien avec Giovanni Orsina
- La chronique de Renaud Girard
- L'analyse de Pierre Avril

PAGES 18 ET 19

FIGARO **OUI** FIGARO **NON**

Réponses à la question de lundi :
Benyamin Netanyahou doit-il accepter l'accord de trêve présenté par Joe Biden?

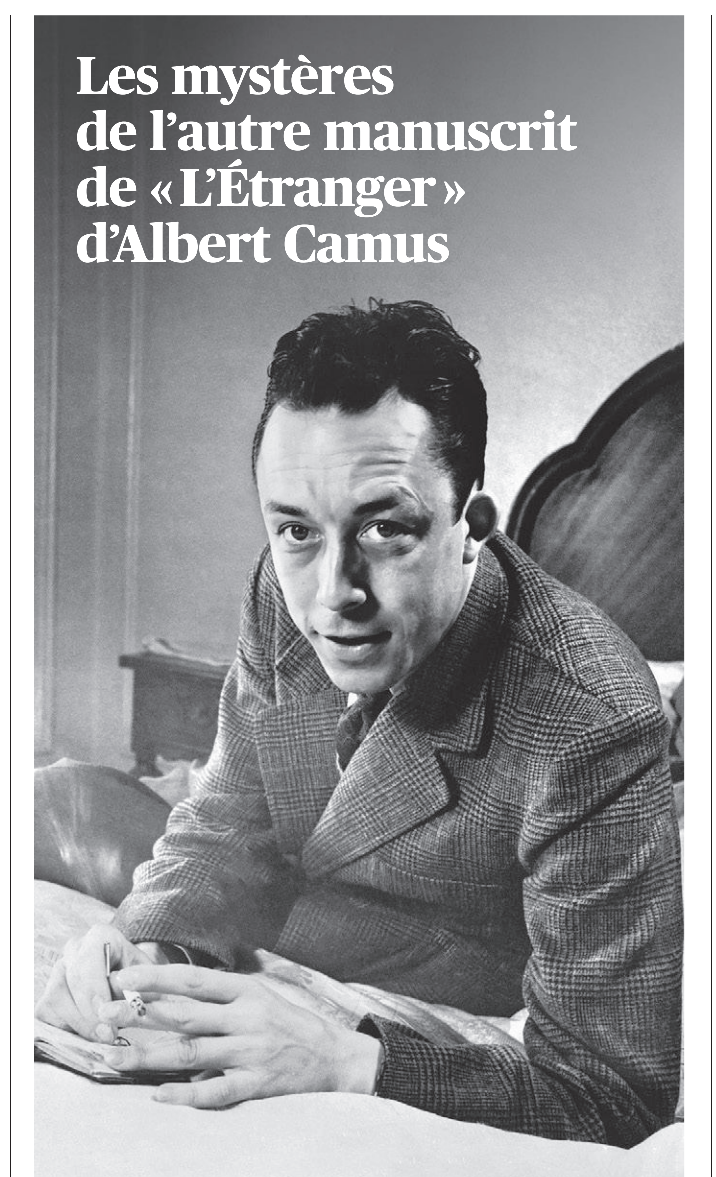


VOTANTS : 122 198

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr
Jugez-vous légitime l'interview d'Emmanuel Macron jeudi, à trois jours du scrutin européen?

SCIENCE PHOTO LIBRARY VIA AFP; FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO; M. BALK/DPA VIA REUTERS CONNECT

Les mystères de l'autre manuscrit de «L'Étranger» d'Albert Camus



WWW.ALAMY.COM/ALAMY STOCK PHOTO

Mercredi 5 juin, à 14 heures, l'étude Tajan met aux enchères l'un des deux manuscrits de *L'Étranger*. Ce document exceptionnel présente la singularité d'avoir été écrit en 1944 par Albert Camus, soit deux années après la publication du plus célèbre de ses romans ! Était-ce une farce ou parce qu'il avait besoin d'argent ? Ce manuscrit n'a été visible que deux fois, en 1958 et en 1991. Mise à prix : entre 500 000 et 800 000 euros. PAGES 16 ET 17

Européennes : le casse-tête de «l'après» agite le camp Macron

Remaniement, coalition, recomposition de la majorité ? Les troupes du président s'interrogent déjà sur les suites politiques à donner à la probable défaite de Valérie Hayer face au RN de Jordan Bardella, dimanche.

Il veut jeter toutes ses forces dans la bataille et saturer l'espace à la veille des européennes : le chef de l'État va multiplier les apparitions médiatiques cette semaine à l'occasion des 80 ans du Débarquement. Avec, comme point d'orgue, une intervention télévisée jeudi soir, décriée par les oppositions. Mais au sein des troupes macronistes, on anticipe déjà une défaite de Valérie Hayer, loin derrière son adversaire du RN, Jordan Bardella. Et l'on spécule déjà sur les scénarios de l'après-élection : si les hypothèses d'un remaniement ou d'un accord de coalition avec Les Républicains semblent s'éloigner, un regroupement des partis de la majorité agite les conversations.

→ À MATIGNON, GABRIEL ATTAL SE PRÉPARE DÉJÀ À FAIRE LE DOS ROND → LES DÉPUTÉS REJETTENT LES MOTIONS DE CENSURE DU RN ET DE LFI → BELLAMY : «AUCUNE MISSION N'EST IMPOSSIBLE QUAND L'AVENIR EN DÉPEND» → MACRON SATURE L'ESPACE MÉDIATIQUE ET AGACE LES OPPOSITIONS
PAGES 2 À 7 ET L'ÉDITORIAL



Transport aérien : le nombre de passagers bat tous les records d'avant-Covid

Le *flygskam*, cette «honte de prendre l'avion» face au dérèglement climatique, née durant la pandémie, a fait long feu. En 2024, les compagnies aériennes s'attendent à transporter près de 5 milliards de personnes, un record absolu. Selon elles, il sera possible de réduire les émissions de carbone sans diminuer l'activité, grâce aux nouveaux carburants d'origine non fossile. **PAGES 22 ET 23**

ÉDITORIAL par Yves Thréard

Coups de force médiatiques

Un président ne devrait pas dire ça, déclarait-on à propos de François Hollande, qui aimait volontiers se confier aux journalistes. D'Emmanuel Macron, on peut maintenant penser qu'un président ne devrait pas faire ça ! Non seulement il s'exprime beaucoup, beaucoup trop, lui qui avait pourtant promis d'avoir la «*parole rare*», contrairement à son prédécesseur. Mais, de surcroît, il s'invite à tout bout de champ sur les écrans. Comme ce jeudi, au journal de 20 heures des deux plus grandes chaînes de télévision. À trois jours des élections européennes, ce fait du prince trahit une fébrilité certaine. Il ne devrait pas, non plus, empêcher le piètre résultat de sa liste, qui sera sans doute conforme aux très mauvais sondages enregistrés depuis des semaines. Le chef de l'État et Gabriel Attal peuvent multiplier les coups de force médiatiques pour sauver les meubles, rien n'y fait : le rejet est profond, la corde macroniste est usée.

Dans ces conditions, la question du jour d'après, après le scrutin du 9 juin, est posée. Dissolution, changement de premier ministre, accord de gouvernement avec LR… Toutes les hypothèses circulent. Aucune n'apparaît pertinente. Une dissolution ? Elle achèverait la majorité présidentielle. Congédier Gabriel Attal ? Ce serait pire que de le garder, car le premier ministre n'est pas impopulaire. S'allier aux LR ? Le parti est plus divisé que jamais et n'a pas intérêt à sortir du bois dans l'immédiat. À quelques jours de l'Euro de football et des Jeux olympiques, deux rendez-vous qui devraient polariser l'attention, le plus probable est que l'Élysée fasse le dos rond. L'après sera donc comme avant, comme si de rien n'était. Après tout, pourquoi donnerait-il des conclusions nationales à des élections européennes ?

> Un président ne devrait pas faire ça

L'heure de vérité pourrait, en revanche, sonner après l'été. Au moment de l'examen du budget, toutes les oppositions serontelles tentées de faire tomber le gouvernement ? Si tel était le cas, le président de la République ne pourrait pas se contenter d'une intervention télévisée pour enjamber l'obstacle… ■

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

M 00108 - 604 - F: 3,60 €

Élections européennes : le camp Macron anticipe un échec et spécule sur l'après

Loris Boichot et **Louis Hausalter**

Alors que le chef de l'État veut saturer l'espace médiatique cette semaine, une bonne partie de ses troupes se projette déjà sur la suite.



DANIEL DORKO / HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

« *C'est l'élection des députés européens. La conclusion sera donc d'abord européenne* », a déclaré, début mai, Emmanuel Macron.

C'est une vieille idée qui ressurgit dans le camp d'Emmanuel Macron, à la faveur des spéculations sur l'après-élections européennes. Alors que le chef de l'État et son premier ministre Gabriel Attal ont décidé de saturer l'espace médiatique dans cette dernière semaine de campagne, toute une partie de leurs troupes a en réalité acté la défaite. Et phosphore déjà sur des scénarios pour la suite. Parmi ces manœuvres, la perspective d'un rapprochement entre Renaissance et le Mouvement démocrate (MoDem) - envisagé puis avorté en 2022 - agite certaines conversations.

« *Ça fait des mois que cette idée tourne de manière plus ou moins dense* », glisse un cadre du parti présidentiel, alors que le retour à un clivage droite-gauche reste une inquiétude existentielle pour une grande partie de la macronie. De son côté, François Bayrou rappelle auprès du *Figaro* qu'il a « *toujours plaidé en faveur d'un grand parti central, démocrate et républicain, qui garderait son identité contre tout détournement* ». Quoi qu'il en soit, le président du MoDem estime qu'« *il y aura des réflexions à conduire* » après le verdict des urnes. Ce qu'a également admis la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, la semaine dernière sur RTL : « *Il faudra que, collectivement, on s'interroge.* »

Des propos qui ont le don d'agacer au sommet de l'État et à la tête de l'équipe de campagne. Officiellement, « *rien n'est joué* », comme l'ont martelé ministres et cadres du camp présidentiel lors de leur dernier meeting national, samedi à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), en appelant au « *sursaut* ». « *Il faut prendre du Guronsan et y aller* », glisse la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot. « *Tout ce qui concerne l'après-9 juin est prématuré* », tranche l'ex-ministre Olivier Dussopt, chargé de préparer le congrès de Renaissance attendu à l'automne.

En coulisses, certains responsables macronistes ont tout de même déjà composé leur argumentaire pour répondre, dimanche soir, à la sévère contre-performance redoutée. Premier point, rappeler que l'abstention est le premier parti de France. Deuxièmement, assurer que les résultats n'ont pas de portée nationale. « *C'est l'élection des députés européens*, avait déjà déminé Emmanuel Macron début mai, dans *La Tribune Dimanche*. *La conclusion sera donc d'abord européenne.* »

Ce discours convainc peu jusque dans son propre camp, où l'on anticipe des conséquences nationales. À commencer par l'appel à la dissolution de l'Assemblée que s'apprête à lancer le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, en cas de victoire - un scénario de plus en plus rejeté au sommet de l'État. Viendra ensuite l'émancipation des prétendants à la succession d'Emmanuel Macron.

« Gabriel Attal sent qu'il y a un problème et qu'il va falloir changer quelque chose, mais le président a plutôt tendance à être sur la pente du déni »

Un cadre de Renaissance

Édouard Philippe a beau avoir reçu lundi la candidate Valérie Hayer dans sa ville du Havre (Seine-Maritime), il prépare la suite. Après le 9 juin, « *on sera moins tenus* », admet un stratège de son parti, Horizons, qui présente la campagne des européennes comme la dernière du quinquennat menée sous bannière commune de la majorité présidentielle. Pour le reste, l'ex-premier ministre n'a pas changé de ligne : faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale, il défend depuis juin 2022 une « *coalition* » avec Les Républicains (LR).

Serpent de mer depuis le début du quinquennat, cette hypothèse est revenue dans les discussions ces dernières semaines. Le nom de Gérard Larcher, qui a dîné le 7 mars avec Emmanuel Macron, est de nouveau cité pour Matignon. « *Je ne suis demandeur de rien* », a assuré fin mai le président du Sénat à l'AFP. Tout en dissertant l'air de rien sur la « *gueule de bois démocratique* » qui attendrait le pays, à laquelle « *il faudra bien qu'on apporte une réponse* ».

Une démarche vue comme une offre de service dans les rangs de la coalition présidentielle, où l'on cherche à parer une potentielle motion de censure déposée par LR à l'automne, lors de la discussion du prochain budget. Mais un ministre issu de la droite est sceptique : « *Ça peut avoir du sens si c'est une coalition à l'allemande qui engage tout LR. Mais ce ne sera pas le cas avec Larcher. On récupérerait 20-25 députés de droite et on en perdrait autant voire plus sur le flanc gauche.* »

François Bayrou, lui, reste frontalement opposé à cette idée : « *On ne peut pas nommer de but en blanc un opposant déclaré à la tête du gouvernement, et donc à la tête de la majorité, qui représente le grand courant central.* » À vrai dire, ceux qui connaissent bien le caractère présidentiel jugent irréaliste une nomination de Gérard Larcher à Matignon, qui ressemblerait à une cohabitation. Dans l'entourage macronien, on exclut de toute façon un remaniement post-défaite. « *Pour quoi faire ? Ça agitera juste Twitter, et encore…* », lâche un conseiller élyséen. « *Ça n'a aucun sens au bout de six mois, ça donnerait une impression de sauve-qui-peut* », abonde un poids lourd du gouvernement.

Reste que la tentation élyséenne de banaliser une défaite fait tiquer une partie de la majorité. « *L'après-9 juin est un sujet très tabou. Ce qui s'annonce, c'est rien, et on est nombreux à penser que c'est dangereux* », peste un cadre de Renaissance, qui pointe une dichotomie dans le couple exécutif : « *Gabriel Attal sent qu'il y a un problème et qu'il va falloir changer quelque chose, mais le président a plutôt tendance à être sur la pente du déni.* »

De fait, s'il existe encore un macroniste croyant dans les chances de la liste Valérie Hayer, c'est bien Emmanuel Macron lui-même. « *La mer est calme, mais on fait le pari qu'elle peut s'agiter soudainement au dernier moment*, entend-on dans son entourage. *Aux dernières européennes, il y a toujours eu de gros bougés à la fin. Quand on regarde des indicateurs comme la sûreté de vote, il y a tout pour qu'il se passe quelque chose.* »

Mais ses multiples interviews et discours pour se présenter, dans une logique binaire, en rempart face à « *la montée des extrêmes droites* », n'ont eu pour l'instant aucun effet sur les sondages. Le président compte tout de même s'activer jusqu'au bout, en s'offrant une interview dans les journaux de 20 h de TF1 et France 2, jeudi, en pleines commémorations du 80e anniversaire du débarquement de Normandie. Un entretien très critiqué par les oppositions.

Et après le 9 juin ? « *Il faut enchaîner* », dit sèchement l'un de ses proches. À l'Élysée, on compte notamment sur les JO de Paris, fin juillet, mais peut-être plus encore sur l'Euro de football, dès le 14 juin, pour que les Français aient plus la tête au divertissement sportif qu'au dénigrement politique. Dans l'immédiat, au lendemain des européennes, Emmanuel Macron se rendra à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) pour commémorer le 80e anniversaire du massacre de 643 civils par des SS.

Alors que le candidat Macron s'y était rendu dans l'entre-deux-tours de 2017, lors de son premier face-à-face avec Marine Le Pen, il ne faudrait cette fois y voir aucune lourde allusion politique aux racines du Front national. Simplement la suite de l'agenda mémoriel du président. Mais il sera compliqué de continuer à s'y réfugier si la correction prédite par les sondages se confirme dimanche dans les urnes. ■

À Matignon, Gabriel Attal se prépare déjà à faire le dos rond

Tristan Quinault-Maupoil

Les deux motions de censure affrontées lundi après-midi à l'Assemblée nationale n'ont été pour Gabriel Attal qu'un avant-goût du gros temps à venir. Le soutien de la droite pour les écarter ne présage pas des turbulences auxquelles s'apprête à faire face le premier ministre dès dimanche soir. Il ne faut pas davantage se fier au gimmick « *Rien n'est joué* » brandi samedi dernier lors d'une réunion publique à Aubervilliers, la défaite contre le Rassemblement national est déjà entérinée à Matignon autant que dans les ministères. Où l'on ne s'interroge plus que sur son ampleur. « *Il n'y a pas un bouton magique sur lequel il reste à appuyer* », se lamente un macroniste.

Gabriel Attal, qui prophétisait dès avril dernier en privé que « *ceux qui veulent (l')affaiblir utiliseront le résultat* » des européennes, se prépare à faire le dos rond. En particulier auprès du président de la République que l'on dit agacé par la campagne de son camp. Son premier ministre, qu'il a nommé en janvier pour créer un électrochoc dans les urnes, redouble donc d'efforts pour atténuer l'écart avec Jordan Bardella. Tant pis s'il estimait auparavant qu'il devait se tenir à distance d'un scrutin dont les « *candidats voudraient (le) pousser dans une forme de piège* ». L'y voici. Sur l'estrade de l'amphithéâtre de Radio France, son irruption improvisée lundi matin au moment de l'audition de Valérie Hayer lui a valu les foudres des oppositions. « *Les femmes ne sont pas des paillassons* », a grincé la chef de file des écologistes, Marie Toussaint. Quand son homologue de LR, François-Xavier Bellamy, a été le premier à déceler un « *côté un peu macho* » dans l'attitude du premier ministre.

Les mêmes, et au-delà, souligneront probablement dimanche prochain que le score de Valérie Hayer sera aussi un peu celui du premier ministre. « *Il va y avoir une attente, comme après chaque élection. Y résister peut générer une onde qui rencontrera une autre échéance* », prévient le président de la Bretagne, l'ex-socialiste Loïg Chesnais-Girard. « *Le président a dit que (ce sont) des élections européennes dont la conséquence est européenne* », s'est rassuré le chef du gouvernement, lundi sur Franceinfo. Mais à l'intérieur même de la majorité, cet argument provoque autant le regard perplexe d'Élisabeth Borne que la dénégation de Yaël Braun-Pivet, qui affirme déjà qu'il faudra « *tirer les leçons* » du scrutin. « *Tous ceux qui donnent le sentiment que cette élection est nationale font le jeu de ceux qui veulent éloigner l'enjeu européen* » de ce vote, a fustigé le premier ministre jeudi dernier sur RTL, interrogé sur les propos de la présidente de l'Assemblée nationale. « *Qu'il ne veuille pas porter le chapeau après un éventuel résultat pas brillant, on peut le comprendre* », résume un eurodéputé de la majorité.

« Tous ceux qui donnent le sentiment que cette élection est nationale font le jeu de ceux qui veulent éloigner l'enjeu européen »

Gabriel Attal Premier ministre

Pas certain des réelles intentions à venir d'Emmanuel Macron, l'entourage du premier ministre anticipe aussi les reproches qu'ils imaginent voir affluer à l'issue du scrutin. Autant d'Édouard Philippe que de François Bayrou, les alliés de moins en moins enclins à être les-tés par le macronisme trois ans avant 2027. Gabriel Attal a récemment déjeuné avec chacun d'entre eux pour anticiper les récriminations. Sacha Houlié, figure de l'aile gauche au Palais Bourbon a été reçu par sa directrice de cabinet. Auparavant, c'est Laurent Wauquiez qui a été invité à dîner à Matignon. Le patron de la région Auvergne-Rhône-Alpes a dit à son hôte son hostilité à la nomination d'un responsable de droite à la tête du gouvernement dans l'hypothèse d'une coalition post-européennes avec LR.

Comme Élisabeth Borne en son temps, le premier ministre veut s'assurer qu'il n'existe pas de majorité alternative à l'Assemblée nationale au moment où l'agitation du patron LR du Sénat, Gérard Larcher, aiguise la méfiance du trentenaire. Pour lui faire barrage, il pourrait compter sur d'improbables alliés de circonstance. Allant de l'aile gauche macroniste - pourtant ratiboisée lors du dernier remaniement - à Laurent Wauquiez, potentiel futur rival mais qui ne veut pas de concurrence nouvelle à droite avant la présidentielle. « *La tectonique parlementaire restera ce qu'elle est* », souffle-t-on autour de Gabriel Attal. Même si l'on admet qu'il faudra préparer une « *initiative politique* » pour accompagner les résultats. Davantage sur l'agencement législatif du second semestre 2024 que sur les ressources humaines à la tête de l'État. Le premier ministre y réfléchira après la clôture de la campagne officielle, vendredi soir, avant de retrouver Emmanuel Macron dimanche à l'Élysée pour prendre connaissance des résultats. Une prise de parole de Gabriel Attal le soir même est envisagée. En attendant la foudre, l'agenda des prochaines semaines reste en suspens. ■





THE i7





100% ÉLECTRIQUE

The = La

Consommation d'énergie électrique de la BMW i7 : 18,5 à 21,7 kWh/100 km. Autonomie en mode électrique : 538 à 624 km. Autonomie en mode électrique en ville : 574 à 695 km. Depuis le 1er septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO_2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. BMW France, S.A. au capital de 2 805 000 € - 722 000 965 RCS Versailles - 5 rue des Hérons, 78180 Montigny-le-Bretonneux.



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

Les députés rejettent les motions de censure du RN et de LFI

Wally Bordas

Sans surprise, les deux motions déposées par les oppositions de gauche et le RN pour contester la gestion des dépenses publiques n'ont pas abouti. Le gouvernement Attal reste en place.

Il n'y avait guère de suspense. Ce lundi après-midi, dans un Hémicycle très clairsemé, aucune des deux motions de censure qui visaient le gouvernement n'a été adoptée. Celle des Insoumis, défendue par le député Matthias Tavel, a obtenu 222 voix, votée par tous les élus de la Nupes et ceux du Rassemblement national. Celle du groupe de Marine Le Pen, présentée par le vice-président RN de l'Assemblée, Sébastien Chenu, n'a, elle, obtenu que ses propres voix - soit un total de 89.

Les deux formations politiques avaient pris la décision, en fin de semaine dernière, d'aller jusqu'au bout de leur démarche en déposant, à quelques jours du scrutin européen, ces deux motions de censure. Objectif : tenter de faire tomber le gouvernement suite au refus de celui-ci de présenter un budget rectificatif pour l'année 2024. Car après un budget adopté par le biais de plusieurs 49.3, fin 2023, l'exécutif n'a pas pris l'initiative d'un projet de loi rectificatif en dépit de l'aggravation du déficit de la France il y a quelques semaines.

Sans conséquence politique pour le gouvernement de Gabriel Attal, l'examen de ces deux motions de censure aura au moins permis aux oppositions de gauche comme du RN d'exprimer leurs forts désaccords avec l'exécutif. *« Ce n'est pas la France qui est en faillite, c'est le macronisme. (…) Vos prévisions budgétaires étaient fantaisistes - ici, une croissance surestimée ; là, un déficit public sous-estimé - et vous persistez car votre plan d'austérité va encore amputer l'activité économique »*, a attaqué l'Insoumis Matthias Tavel.

De son côté, Sébastien Chenu (RN) a raillé *« l'équipe de France de la lose de l'économie »*, s'indignant de la *« gestion lamentable des finances publiques »* par le ministre de l'Économie. *« Vous vous présentiez comme des experts, des Mozart de la finance. Nous avons vu. (…) Rien ne va dans vos prévisions, rien n'est sincère. Rien n'est sérieux dans votre budget »*, a cinglé le vice-président du Palais Bourbon.

Avant de lancer un appel remarqué aux députés Les Républicains. *« Sortez de l'ambiguïté. Vous ne pouvez pas, en campagne, être de toutes les oppositions à Emmanuel Macron, et ensuite être de toutes les majorités. Il n'y a pas d'excuse, ne transformez pas votre groupe en champ de béquilles de la macronie »*, a lancé Sébastien Chenu, sous les applaudissements des élus RN.



La motion de censure présentée par le vice-président RN de l'Assemblée, Sébastien Chenu, n'a obtenu que ses propres voix, soit un total de 89. LUDOVIC MARIN / AFP

Une invitation à laquelle a longuement répondu - par la négative - le président du groupe LR quelques minutes plus tard. Et de manière bien plus offensive qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent. *« Une fois de plus, main dans la main, LFI et le RN déposent une motion de censure »*, introduit Olivier Marleix. Avant d'attaquer lourdement Marine Le Pen : *« On ne peut pas donner de leçon sur la dette quand on fait preuve d'une totale démagogie en proposant la retraite à 60 ans. »* Ou encore : *« Vous n'avez jamais été au rendez-vous du courage politique. Le courage, ce n'est pas de lancer un énième pétard mouillé. »* Et de poser une *« ligne rouge au gouvernement »* : s'il décide de *« faire payer la facture »* aux Français, alors, le groupe LR déposera une motion. *« La censure pour nous n'est pas un jeu politique, ce sera notre arme pour défendre le pouvoir d'achat des Français »*, conclut-il.

> **« La censure pour nous n'est pas un jeu politique, ce sera notre arme pour défendre le pouvoir d'achat des Français »**
>
> **Olivier Marleix** Président du groupe LR à l'Assemblée nationale

Quelques minutes avant, le premier ministre, Gabriel Attal, avait également attaqué députés marinistes et Insoumis, leur reprochant d'agir *« de concert »* pour provoquer le *« désordre »* et de *« semer le chaos »* pour *« en récolter les fruits »*. *« C'est votre quête commune »*, a-t-il ironisé, avant de défendre les choix de l'exécutif pendant la période Covid afin de *« sauver l'économie française »*. *« Votre motion de censure est une inconséquence qui aurait des conséquences dans le quotidien »*, a également tancé Gabriel Attal, évoquant *« l'instabilité »* politique qu'engendrerait l'adoption d'une telle motion.

Comme prévu, ces 33e et 34e motions de censure depuis le début de la législature n'ont donc pas abouti. À l'Assemblée, si le gouvernement n'a toujours pas de majorité pour faire adopter ses lois sans encombre, il n'a toujours pas non plus de majorité pour le faire tomber. Un paradoxe qui dure depuis bientôt deux ans. ■



CONTRE-POINT
PAR **GUILLAUME TABARD**

Pourquoi le statu quo l'emportera après le 9 juin

Vivement le 9 juin ! C'est le slogan du Rassemblement national, impatient d'afficher sa puissance électorale. Vivement le 9 juin, c'est aussi ce que pensent les macronistes. Mais avec un état d'esprit inverse. Leur espoir est de tourner au plus vite la page du scrutin.

Même dans l'hypothèse d'une remontée dans la dernière ligne droite, les 25 % obtenus en 2019 par Renaissance et l'UDI, qui ont fait cette fois liste commune, sont inatteignables. En revanche, le plancher jamais atteint par un parti au pouvoir, 14 % pour le PS sous la présidence Hollande, n'est pas si éloigné des sondages actuels. Bourrasque en vue donc, dont on sait par avance qu'elle ébranle le camp qui la subit. Macron se prépare donc à des commentaires sévères et, surtout, aux affolements internes à sa majorité le sommant de tirer « toutes » les leçons du scrutin.

Or, le chef de l'État déteste se faire dicter ses choix et son calendrier. Son premier objectif sera donc de faire le gros dos et de laisser passer l'orage. L'euro 2024 et surtout les JO de Paris arrivent à point nommé pour polariser l'attention des Français. Pour Macron, tenir, ce n'est pas uniquement renvoyer à plus tard des décisions inévitables, c'est parier que l'impact d'un résultat, même spectaculaire, s'estompe rapidement. De fait, jamais une accélération des échéances ou une recomposition politique n'ont été provoquées par des européennes, même lorsque le parti au pouvoir a été sévèrement défait (l'UMP en 2004 ou le PS en 2014).

Et après ? Le scénario d'un accord avec LR a plus des airs de rustine pour tenir que de socle pour un nouvel élan. Quelle personnalité de droite garantit un vote de confiance d'un nombre de députés LR suffisant, sans entraîner le départ d'autant de députés de l'aile gauche de majorité ? Ou sans provoquer la sécession d'un François Bayrou qui refusera de perdre son statut d'allié privilégié ? Surtout, en croyant élargir son socle à l'Assemblée, la majorité s'exposerait à une double hémorragie électorale. À gauche, avec tous ceux qui, mal à l'aise avec ce qu'ils qualifient de droitisation depuis deux ans (retraites, immigration, assurance-chômage) couperaient définitivement les ponts avec le macronisme. Et à droite avec les électeurs qui, furieux d'une « trahison », rejoindraient Reconquête ou le RN.

Quant à l'idée d'une quasi-fusion de Renaissance et du MoDem, de plus en plus évoquée, afin de *« garantir la pérennité du macronisme »*, comme le dit un poids lourd du gouvernement, elle a pour principale caractéristique d'être conçue sans Horizons, le parti d'Édouard Philippe, si ce n'est contre lui. On peut douter de l'efficacité d'un Meccano politique destiné à préparer la présidentielle pour la majorité, en contournant celui qui en est à ce jour le principal présidentiable.

Le plus probable reste donc la poursuite du cabotage commencé en 2022. Après tout, Emmanuel Macron ne se vantait-il pas de réussir à faire voter ses réformes en dépit de la majorité relative ? Et de pouvoir agir sans passer obligatoirement par la loi ? Son vrai défi n'est donc pas d'avoir des leviers institutionnels pour avancer mais d'avoir des projets forts à porter. ■

Au Havre, Valérie Hayer s'offre une visite sans risque avec Édouard Philippe

Loris Boichot
Envoyé spécial au Havre (Seine-Maritime)

« On va où, maintenant ? - Je t'emmène sur la place du général de Gaulle ! » Édouard Philippe et Valérie Hayer traversent la route. Dans leur dos, le port du Havre (Seine-Maritime) et ses immenses porte-conteneurs. *« C'est quand même des grosses bestioles »*, souligne le maire de la ville, avec l'aisance des maîtres des lieux. Devant eux, un peu plus loin, le Volcan, d'Oscar Niemeyer, un espace culturel *« exceptionnel »*, à l'entendre.

À six jours des élections européennes, ce lundi 3 juin, Édouard Philippe a réservé une visite guidée de sa commune à la tête de la liste du camp présidentiel. *« C'est la première fois que je mets les pieds au Havre »*, lui a-t-elle confié un peu plus tôt, ravie de s'y rendre avec l'un de ses *« illustres colistiers »* - le Normand figure à la 76e place sur sa liste. Cela tombe bien : entre son port de commerce, le développement de son activité maritime, ou encore la lutte contre les trafics de drogue, déclare-t-il, *« Le Havre est un vrai endroit où on a besoin d'Europe »*.

C'est sur le quai de l'Île, où des tables ont été dressées pour un « déjeuner militant », qu'Édouard Philippe a accueilli son invitée du jour. Absent samedi de son dernier grand meeting national, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) - il était retenu à Madrid pour le sommet du très fermé groupe Bilderberg -, il a tenu à se rattraper devant une centaine de sympathisants et d'élus. *« Si l'Europe n'avance plus, si elle freine au point de s'immobiliser, elle se défera »*, a affirmé au micro le président d'Horizons. Un message répété un peu plus tard sur BFMTV, assis sur le bord du quai : *« La France ne sera jamais plus forte si elle est seule. »*

Voilà pour la mise en garde contre une poussée du Rassemblement national (RN) au Parlement européen. Valérie Hayer s'est chargée pour sa part de rappeler les arguments à opposer aux autres candidats dits « proeuropéens », François-Xavier Bellamy à droite, Raphaël Glucksmann à gauche : *« On est les plus influents »*, *« On a tenu 90 % de nos promesses »*. Ou encore, sous les applaudissements : *« Votez pour le sens des responsabilités, pour les vrais proeuropéens. »*

La réalité du terrain

Dans l'assistance, l'inquiétude se répand pourtant. *« Il peut y avoir une tentation de vote anti-Macron »*, craint Alain Lebouc, maire d'Amfreville-les-Champs, à cent kilomètres de là. *On arrive en milieu de mandat, certaines réformes ont été difficilement compréhensibles pour les Français, notamment les retraites, même si l'avenir donnera raison au président. »* Philippe Appriou, adjoint au maire de Déville-lès-Rouen, *« voit bien l'hésitation des gens face aux bulletins »* ; *« C'est la dernière ligne droite, c'est super dur, Valérie Hayer a besoin de savoir qu'elle a l'énergie de ses militants avec elle »*.



Édouard Philippe et Valérie Hayer au Havre, lundi. LORIS BOICHOT/LE FIGARO

La candidate tente de rassurer ceux qui s'alarment des mauvaises enquêtes d'opinion. *« La réalité que je sens sur le terrain est très éloignée de ce que je vois dans les sondages »*, signale-t-elle. Dans les rues du Havre, ce lundi, elle a pourtant croisé peu d'électeurs. Sur son passage, deux militantes, drapeau palestinien en main, l'ont interpellée au mégaphone d'un *« vous faites honte à la France »*. Un rapide salut à la patronne d'un magasin de prêt-à-porter, puis les deux alliés ont pris la route pour la ville voisine de Sandouville, où Renault a inauguré un véhicule 100 % électrique.

Elle et lui se sont quittés en se promettant de se revoir jeudi, à Nice, pour une ultime réunion publique. *« Je ne lâcherai rien, assure Valérie Hayer, jusqu'à vendredi 23h59. »* Quand la campagne officielle se terminera et qu'elle n'aura plus qu'à attendre les résultats. Quant à la suite, objet de spéculations, le « présidentiable » Édouard Philippe refuse de l'évoquer : *« On verra bien, tout ça c'est pour l'après. Ce qui m'intéresse, c'est cette élection européenne. »* ■

Bellamy : « Il y a une relève à droite qui refuse les débauchages et les reniements »

Propos recueillis par **Emmanuel Galiero** et **Claire Conruyt**

Pour la tête de liste des Républicains, les élections européennes doivent permettre de bâtir un « vrai contre-pouvoir ». Très critique à l'égard d'Emmanuel Macron, le candidat se dit « fier » de sa campagne.

LE FIGARO. - À cinq jours du scrutin, qu'avez-vous envie de dire aux électeurs ?
FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY. - Je veux leur dire : malgré toutes les épreuves que traverse le pays, nous avons bien des raisons d'espérer. Les Français que j'ai rencontrés, pendant ces mois de campagne et ces années de ce mandat, ont un courage, une énergie, une volonté qui forcent l'admiration. Et il y a une relève à droite qui a la détermination nécessaire pour redresser le pays. Pour le défendre en Europe, d'abord : dans quelques jours, le parti de la droite européenne auquel j'appartiens deviendra la première force politique en Europe. C'est nous qui aurons enfin les leviers pour agir, pour que l'Europe retrouve un cap clair. Mais l'autre enjeu de cette élection, c'est bien sûr de sortir la France de la crise. Le duel Macron-Le Pen a vécu sur la défiance suscitée par les vieux partis de gouvernement. Je comprends les déceptions passées ; mais l'élection du 9 juin est l'occasion de tourner une page. Je ne me suis pas engagé pour refaire l'histoire, mais pour écrire l'avenir d'une droite renouvelée, sérieuse, cohérente. Votre vote peut donner l'élan dont nous avons besoin pour reconstruire.

N'est-ce pas une mission impossible, de faire campagne pour LR, fortement affaibli par la dernière présidentielle (4,78 %) dans un contexte où nombre d'électeurs de droite restent méfiants à l'égard de votre parti ?
Aucune mission n'est impossible quand l'avenir en dépend. En m'engageant dans cette campagne, je savais parfaitement que je ne faisais pas le choix du confort, du calcul ou de l'opportunisme. Certains changent de camp pour l'intérêt de leur carrière. Pour ma part, je n'ai sans doute pas fait le choix de la facilité, mais le choix dont le pays a besoin : celui de la clarté et de la cohérence. Bien sûr, je mesure la difficulté. Mais je mesure surtout l'attente. Le rôle que nous devons assumer, personne d'autre ne le remplira. Si l'on en croit les sondages, je vois qu'un électorat de gauche veut faire de cette élection l'occasion de reconstruire une proposition socialiste, alors qu'elle paraissait définitivement disqualifiée. Je veux dire aux électeurs de droite qu'ils n'ont aucune raison de taire leurs convictions, de renoncer à défendre leurs idées, de reconstruire leur maison. C'est le moment de refonder cette famille politique qui peut seule répondre aux aspirations du pays.

Quels événements de cette campagne jugez-vous les plus marquants ?
La campagne a commencé par le mouvement de révolte des agriculteurs. Leur colère, je l'ai exprimée depuis cinq ans au Parlement européen. Ils subissent comme tous les Français les conséquences des choix politiques aberrants qui minent notre pays. Cette révolte, je l'ai entendue si souvent : artisans, commerçants, chefs d'entreprise, professionnels de santé, enseignants, policiers et gendarmes… C'est partout le même sentiment d'asphyxie auquel semble condamné tout un peuple qui travaille dur et qui n'arrive plus à s'en sortir. Des Français qui vivent en permanence sous la pression des contraintes, des contrôles, des charges, des normes, et qui disent simplement : laissez-nous travailler ! Laissez-nous faire, laissez-nous vivre. Céline Imart, deuxième de notre liste, a fait partie de ces agriculteurs qui ont crié qu'« on marche sur la tête ». Les Français refusent de se résigner. Nous aurons été les seuls dans cette campagne à dire cette exigence de liberté, que je crois être la première condition pour sortir du déclin.


FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Quels sont les adversaires les plus redoutables ?
Mon adversaire le plus redoutable, c'est la mise en scène une nouvelle fois imposée aux Français pour leur voler cette élection, avec l'idée absurde que le débat opposerait populistes et progressistes. Ce théâtre d'ombres n'a pas d'autre but que de cacher le vrai enjeu de ce scrutin. Au Parlement européen, le clivage oppose les deux forces politiques majeures que sont les socialistes et la droite, le PPE, auquel nous appartenons. Le vrai sujet est de savoir si nous parviendrons à sortir enfin de la majorité de gauche, à laquelle les élus macronistes et les écologistes ont participé pendant cinq ans. La France ne peut pas être condamnée à vivre ce perpétuel deuxième tour de l'élection présidentielle, dont la seule fonction est d'exonérer le macronisme de son bilan.

Emmanuel Macron, lui, soutient que ce sont les Français qui lui ont imposé le RN comme adversaire. Que lui répondez-vous ?
C'est faux. Les enquêtes d'opinion le montrent aujourd'hui : moins de la moitié des Français se reconnaît dans le débat entre le RN et lui. Nous ne sommes pas dupes de ce duo, dont les deux partenaires s'aident l'un l'autre à écraser le débat. Les Français ne sont pas dupes non plus. Je le vois au nombre de ceux, de tous bords, qui me remercient d'avoir exprimé ce qu'ils ressentaient après le débat entre M. Attal et M. Bardella. Si cette réaction a eu autant d'écho, c'est peut-être que j'ai été ce jour-là le porte-voix d'une France qui refuse de se laisser imposer cette fausse alternative.

« Je ne me suis pas engagé pour refaire l'histoire, mais pour écrire l'avenir d'une droite renouvelée, sérieuse, cohérente »

***« Mon adversaire le plus redoutable, c'est la mise en scène une nouvelle fois imposée aux Français pour leur voler cette élection, avec l'idée absurde que le débat opposerait populistes et progressistes »,* juge François-Xavier Bellamy.**

Quelles sont les principales différences avec votre campagne de 2019 ?
La principale différence, c'est que maintenant tout le monde doit assumer son bilan. En 2019, beaucoup pouvaient croire encore qu'Emmanuel Macron allait réformer le pays, pour éviter le déclin. Mais force est de constater aujourd'hui qu'Emmanuel Macron est le déclin ! La dégradation de la note de la France par S&P confirme brutalement que le macronisme a aggravé l'enlisement du pays dans la spirale de la dette, de l'impôt, de l'appauvrissement économique et du dérapage budgétaire. Quant au RN, lui aussi a un bilan : on ne peut pas faire comme si le parti de Marine Le Pen était en apesanteur. Il a gagné l'élection européenne de 2019, comme celle de 2014 : qu'a-t-il fait de la confiance des Français depuis dix ans ? Avec trois fois plus d'élus que nous, il n'aura pas changé une virgule dans un seul texte européen. Les élus du RN n'ont ni gagné ni même mené une seule bataille pour la France en Europe.

Alors, pourquoi le RN bat-il tous les records dans les sondages ?
En mettant en scène ce duel, Emmanuel Macron a offert au RN les détresses du pays. C'est un mensonge : la France qui peine à joindre les deux bouts n'est pas représentée par un parti qui refuse de revaloriser le travail, de réformer le RSA, de rééquilibrer les retraites, et qui refuse lui-même de travailler ! Car en Europe, le RN est l'opposition fantôme qui arrange ce président. Il sait que nous sommes le vrai contre-pouvoir qui pèsera demain, au sein du PPE, pour empêcher de nouvelles étapes de sa fuite en avant - la création de dette et d'impôts européens, qu'il a proposés dans son dernier discours de la Sorbonne.

Vos coups d'éclat à Sciences Po - contre le débat Attal-Bardella et après l'irruption lundi à Radio France du premier ministre venu défendre Valérie Hayer - ont été salués. Pourtant, les sondages vous situent toujours entre 7 % et 8 %…
Seul le vote du 9 juin comptera. Ce que je sais, c'est que partout en France, le regard des Français a changé avec cette campagne. Beaucoup m'ont dit qu'elle leur avait redonné de l'intérêt, de l'envie, de la fierté. Face à l'extrême gauche, à la montée de l'antisémitisme, au relativisme qui menace notre débat démocratique, nous avons montré qu'il ne fallait rien céder. Une campagne sert aussi à cela.

Votre parti oscille entre une coalition avec le macronisme et une droite plus radicale. L'identité de LR ne s'est-elle pas diluée depuis l'élection d'Emmanuel Macron ?
Non, la droite n'oscille pas. Ces rumeurs ne se fondent sur rien et n'ont pour but que de nous déstabiliser dans ces derniers jours de campagne. Il y a sept ans qu'Emmanuel Macron est à l'Élysée : tous ceux qui sont engagés chez LR auraient eu cinquante occasions de basculer du côté du pouvoir. Les opportunistes sont partis ; ceux qui restent ont tenu bon, parce qu'ils savent que notre devoir est d'incarner une alternative. Le débat a été tranché : nous ne résoudrons pas les problèmes du pays avec ceux qui les créent. Pendant cinq ans, au Parlement européen, je me suis confronté durement aux élus macronistes, premiers alliés de la gauche pour fragiliser nos frontières, saborder le nucléaire, organiser la décroissance agricole ou la dérive budgétaire, et même fermer les yeux sur l'entrisme islamiste qui menace nos institutions… Pendant ce temps, le RN était aux abonnés absents. Ceux qui veulent le statu quo peuvent voter pour ce duo. Moi, je veux le changement de cap.

Dans nos colonnes, Nicolas Sarkozy n'a pas souhaité dévoiler son choix pour cette élection mais a exprimé *« beaucoup de sympathie »* à votre endroit. Recevez-vous ces mots comme un soutien ?
Je suis heureux si la campagne que je mène lui inspire de la sympathie. Je respecte le choix d'un ancien président qui ne souhaite pas rentrer sur le terrain électoral. Je comprends aussi nos différences de point de vue, puisque Nicolas Sarkozy continue de défendre la perspective d'une coalition avec le pouvoir en laquelle je n'ai jamais cru.

Que dites-vous aux LR qui considèrent que vous n'avez pas été suffisamment soutenu par votre famille politique dans ce combat ?
Au contraire, cette campagne a été un moment d'unité pour la droite. En 2019, mon arrivée avait suscité quelques expressions de dissension ou d'incertitude. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, après cinq années de travail partout en France. Dans ce combat, j'ai eu la chance de compter sur la confiance et le soutien d'Éric Ciotti, de nos parlementaires, mais aussi de milliers de maires, d'élus qui pour certains ont choisi de revenir à cette occasion vers notre famille politique.

Dans quelle mesure le niveau de votre résultat sera-t-il déterminant pour l'avenir de LR ? Que ferez-vous après si le score est décevant ?
On ne mène pas la bataille en se demandant ce qui arrive si on la perd. Si nous parvenons à retrouver les voix qui nous manquent pour reprendre notre élan, nous changerons l'histoire des années qui viennent. Pas celle d'un parti, mais celle du pays.

Les Républicains devront-ils opérer un acte de rupture avec tout ce que la droite a été, une fois le 9 juin passé ? Une sorte de « nouveau départ »…
- Oui, il faut un nouveau départ. Il y a une relève à droite, qui a refusé le cynisme des débauchages et des reniements, qui veut la clarté dont la France a besoin, et qui sait gagner des batailles. Nous ne pouvons plus vivre à l'ombre d'un bilan qui n'est pas le nôtre. Après avoir changé de pied en trois jours sur la Nouvelle-Calédonie, Marine Le Pen m'a reproché la position de la droite sur les accords de Nouméa : quand ils ont été signés, j'avais 12 ans… Je ne me sens ni juge ni comptable du bilan. Le passé est fait de succès comme de déceptions. Avec quelques années d'engagement, je ne crois pas que mon devoir soit de distribuer les bons ou les mauvais points, mais de regarder lucidement cet héritage pour pouvoir reconstruire. Ce nouveau départ, je veux m'y consacrer. Il est la condition pour le relèvement du pays. Et pour le mener à bien, nous n'avons besoin que du soutien de tous les Français qui aspirent à voir se relever un mouvement politique clair sur ses valeurs et exigeant dans son action. Je veux leur dire : vous me connaissez, vous savez que je n'ai jamais varié. Si vous voulez reconstruire, c'est maintenant que cela se joue.

« Si nous parvenons à retrouver les voix qui nous manquent pour reprendre notre élan, nous changerons l'histoire des années qui viennent. Pas celle d'un parti, mais celle du pays »

Lors de votre dernière scène à l'Olympia, vous citiez Platon : *« Les philosophes perdent toujours les élections »*…
Platon croit qu'il faut mentir pour arriver au pouvoir, car la foule est trop folle pour entendre la sagesse. Je pense le contraire. Aristote affirme que *« tout homme, par nature, désire savoir »*. Et puisque l'esprit humain est tourné vers la quête du vrai et du juste, que l'on peut parier qu'à la fin la vérité finit par l'emporter. C'est le pari que je veux faire.

Et à ceux qui vous diront que c'est un pari fou ?
Je réponds qu'il n'y en a pas d'autre. La mission essentielle de l'Europe, c'est de montrer que la liberté est le seul choix qui soit à la fois fidèle à la dignité humaine et efficace sur le long terme. Nous sommes face à des modèles autoritaires, voire totalitaires, comme la Chine, ou l'islamisme international. Comme dans les années 1930, certains sont tentés de croire que l'efficacité est du côté de la centralisation autoritaire, de la suppression des droits de la personne et de la conscience. Notre défi est de montrer, une nouvelle fois dans notre histoire, que seule la liberté peut faire vivre une société. ■

Macron sature l'espace médiatique et agace les oppositions

Célestine Gentilhomme et **Elisabeth Pierson**

L'Arcom a été saisie alors que le chef de l'État interviendra au journal télévisé, jeudi soir.



Emmanuel Macron lors d'une interview avec Gilles Bouleau pour TF1 et Anne-Sophie Lapix pour France 2, le 14 mars, au Palais de l'Élysée, à Paris. LUDOVIC MARIN/AFP

Le mot d'ordre est dans toutes les têtes : faire campagne jusqu'à la dernière heure. À trois jours des élections européennes, et à la veille de la période de réserve à laquelle seront les politiques et les médias, Emmanuel Macron s'offrira ce jeudi une ultime fenêtre de tir. Depuis Caen (Calvados), où il célébrera le 80e anniversaire du Débarquement, le chef de l'État prendra la parole dans les journaux télévisés de TF1 et France 2 à 20 heures.

L'occasion pour le président d'évoquer la situation internationale, la politique de l'Union européenne et le soutien français à l'Ukraine. Un agenda mémoriel très chargé qui lui permet surtout d'occuper l'espace médiatique dans cette dernière ligne droite. Quitte à agacer sérieusement les oppositions, qui réclament le *« même temps de parole »* que la majorité présidentielle.

« Quelle urgence peut bien imposer que le président réquisitionne les JT la veille d'une fin de campagne ? », s'est ainsi indignée la tête de liste LR, François-Xavier Bellamy. L'eurodéputé avait déjà tapé du poing sur la table au soir du débat télévisé entre Gabriel Attal et Jordan Bardella, dénonçant une atteinte au pluralisme politique. Dans un courrier adressé ce lundi à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), et consulté par Le Figaro, le patron du parti, Éric Ciotti, a déploré que *« jamais sans doute au cours d'une campagne électorale les interventions médiatiques n'auront été aussi déséquilibrées en faveur de l'exécutif en place et au détriment des oppositions »*.

Comme la droite, les Insoumis ont pressé le gendarme de l'audiovisuel de *« décompter »* l'intervention présidentielle du temps de campagne de la candidate macroniste, Valérie Hayer. *« C'est quand même gênant, juste avant la clôture d'une campagne, il va avoir le droit au prime time de TF1 et France 2 »*, a soufflé la chef de file LFI, Manon Aubry, au micro de RTL.

L'Arcom, autorité indépendante, a indiqué au *Figaro* qu'elle ne rendra son avis qu'après l'allocution. Car dans une campagne européenne, la parole du président de la République peut, selon sa nature, relever de trois catégories de décomptes distincts. Si les propos relèvent strictement de la fonction régalienne, ils ne sont pas pris en compte. S'ils concernent le débat politique français, ils sont décomptés du temps de parole dédié à l'exécutif (qui a le droit à un tiers du total, contre deux tiers pour le reste des formations politiques). Si les propos ont trait aux élections européennes, alors le compteur tourne au titre de la liste Renaissance.

La même question s'est déjà posée le 25 avril, lors d'un discours prononcé par Emmanuel Macron à la Sorbonne portant sur l'Europe. Après saisine du parti LR, le temps de parole du chef de l'État a finalement été décompté dans son « intégralité » pour le camp de la majorité. L'Arcom a considéré dans son avis que si les propos du président *« n'exprimaient pas un soutien explicite à la liste conduite par Mme Valérie Hayer »*, ils *« présentaient néanmoins, dans leur intégralité, un lien direct avec l'élection »*.

Ce cas pourrait faire jurisprudence pour statuer sur l'allocution présidentielle du 6 juin. En revanche, si le régulateur considère bel et bien ce temps de parole comme appartenant au compteur Renaissance, il restera jusqu'au vendredi 7 avril à minuit, soit moins de 24 heures, aux médias concernés pour équilibrer ce temps auprès des autres listes. *« Techniquement, un tel rattrapage s'annonce complexe »*, analyse Arnaud Benedetti, qui souligne que l'interview va avoir lieu de surcroît en heure de grande écoute sur France 2 et TF1, et relayée sur les chaînes info, ainsi que les radios. *« Il y a donc une utilisation massive à la fois des services publics et médias privés. C'est une distorsion de concurrence »*, considère le politologue.

Une anomalie française

Ainsi, les médias qui diffuseront l'allocution présidentielle pourront difficilement, en moins de 24 heures, compenser cet avantage auprès des autres listes. Au RN pourtant, on se réjouit de voir Emmanuel Macron mouiller enfin la chemise. *« S'il s'implique, il devra rendre des comptes »*, a tranché Sébastien Chenu, vice-président du RN de l'Assemblée nationale ce lundi sur Public Sénat. Ce, alors que Jordan Bardella promet de réclamer une dissolution au lendemain des élections européennes, en cas de défaite du camp présidentiel. *« On voit le président qui s'impose pour sauver le soldat Hayer qui coule, qui coule, qui coule »*, a raillé le député du Nord.

Au coude-à-coude dans les sondages avec le camp Macron, la tête de liste Raphaël Glucksmann, quant à lui, y voit une anomalie française : *« Dans quel pays européen ça pourrait se passer comme ça ? »*, a-t-il interrogé. De fait, la prise de parole d'un chef d'État aussi proche d'une élection est une situation *« assez nouvelle »*, analyse Michel Boyon, ancien directeur du régulateur, à l'époque le CSA, de 2007 à 2013. *« À ma connaissance, le seul précédent remonte au 4 mars 1967, lorsque le général de Gaulle s'est prononcé à la veille du premier tour des législatives. À cette époque il n'y avait pas beaucoup de règles ni de décompte aussi précis qu'aujourd'hui »*, explique le spécialiste de l'audiovisuel.

Ciblée par les attaques de ses adversaires, qui la jugent éclipsée par le chef de l'État et le premier ministre, Valérie Hayer a tenté de déminer la polémique lundi matin sur Europe 1. *« Emmanuel Macron ne va pas se cacher. Il va s'exprimer au soir d'une journée qui sera un événement international »*, s'est défendue la candidate macroniste. Avant d'ironiser : *« Est-ce que le président a choisi la date du Débarquement et la date des élections européennes ? Il ne va pas venir avec un bulletin Valérie Hayer ! »* ■

Polémique après l'irruption de Gabriel Attal pour défendre Valérie Hayer

Claire Conruyt

Nouveau coup de gueule de François-Xavier Bellamy. Ce lundi 3 juin, Franceinfo recevait dans l'auditorium de Radio France les candidats aux élections européennes… Ou presque. Car, ce matin-là, Gabriel Attal est venu défendre la tête de liste du camp présidentiel, Valérie Hayer, pourtant bien présente. *« Je suis désolé, je fais irruption sur la scène*, a lancé le premier ministre. *C'était important pour moi de venir encourager Valérie. »* Avant de monopoliser la parole pendant plus de trois minutes.

La tête de liste LR aux européennes a dénoncé cette intervention *« improvisée »*, de l'aveu même de l'une des journalistes. *« Chez nous, ce sont les candidats qui font campagne*, a-t-il fustigé. *On a vu le nouveau joker "j'appelle un ami" qui semble être de plus en plus utilisé par la candidate de la majorité. (…) Je suis peiné qu'il y ait des gens autour d'elle qui ont l'impression qu'ils font mieux campagne qu'elle. J'ai du respect pour Valérie Hayer : quand on a une candidate, la moindre des choses, c'est de laisser la candidate faire campagne. »*

La droite n'était guère la seule à s'émouvoir de l'intervention du premier ministre. *« Macron et Attal font tout pour invisibiliser et décrédibiliser leur candidate à laquelle ils se substituent chaque jour davantage »*, a estimé le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, sur X (ex-Twitter). *« Ça devient gênant ces hommes qui parlent à la place de la femme tête de liste, non ? »*, a renchéri la députée écologiste, Sandrine Rousseau. *« Je partage cette colère de voir le premier ministre, le président de la République, s'essuyer les pieds sur Valérie Hayer »*, a réagi la tête de liste EELV, Marie Toussaint, sur Franceinfo.

Une forme de « mépris »

Tandis qu'elle était en déplacement au Havre, Valérie Hayer a assuré : *« Le premier ministre était sur le plateau de Franceinfo à 8 h 30, juste avant. Ça avait été calé entre lui et la chaîne. Il est venu passer un message aux jeunes. »*

Après avoir vivement dénoncé le débat opposant Gabriel Attal à Jordan Bardella organisé sur France 2, François-Xavier Bellamy a interrogé de nouveau les choix du service public dans le cadre d'une campagne de tous les dangers pour la macronie. *« J'aimerais bien comprendre comment ça se passe concrètement : vous avez le premier ministre dans le couloir qui dit : "J'ai envie de passer à la radio sur le service public, allez hop, j'arrive !" ? Donc il peut s'inviter dans toutes les émissions de la Maison de la radio en temps réel, comme il veut ? »* Et d'insister : *« Comme le président de la République qui dit : "Voilà, j'ai envie de parler jeudi, 24 heures avant la fin de la campagne officielle, je prends tous les JT" ! »*

La tête de liste LR observe une forme de *« mépris »*. *« Il y a un côté un peu macho : Gabriel Attal débarque en disant : "Écoute-moi bien, Valérie, je vais être plus efficace que toi, je vais vous expliquer comment ça se passe une élection européenne !" Mais franchement, ça s'arrête quand ce spectacle ?*, a insisté Bellamy, rappelant le contexte actuel d'une réforme de l'audiovisuel public. *Est-il normal qu'en pleine campagne, on ait une telle confusion des rôles, que l'exécutif passe son temps à saturer l'espace médiatique ? »* ■

Royaume-Uni : Keir Starmer accusé de « purges » par la gauche du Labour

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Le chef du Parti travailliste, donné gagnant aux législatives, s'attaque à l'immigration après des œillades aux entreprises.

Les grands mots ont été lâchés. L'aile gauche du Parti travailliste a accusé la direction de « *purges* », à l'approche des élections générales qui se tiendront dans un mois. Le recentrage du parti par Keir Starmer ne se fait pas sans turbulences. Mais celui-ci, donné comme futur premier ministre par tous les sondages, entend garder le cap.

Cette nouvelle crise interne s'est cristallisée autour de « *l'affaire Abbott* ». Députée sortante et figure de la gauche du parti, Diane Abbott avait accusé la semaine dernière la direction du Labour de lui interdire de se présenter sous ses couleurs pour les législatives du 4 juillet. Après deux jours de flottement, Keir Starmer a finalement déclaré que la députée était « *libre* » d'aller au combat électoral pour le parti. Diane Abbott a aussitôt annoncé qu'elle se présenterait dans sa circonscription londonienne. La députée de 70 ans a aussi démenti des affirmations de la presse selon lesquelles le parti lui aurait proposé – ainsi qu'à d'autres députés – un siège à la Chambre des lords, si elle acceptait de renoncer à se présenter aux législatives.

Diane Abbott avait été la première femme noire élue à la Chambre des communes en 1987. Il y a un an, elle avait été suspendue du groupe parlementaire travailliste après avoir publié une lettre polémique sur le racisme dans *The Observer*. Diane Abbott y affirmait que les Juifs, les Irlandais et les gens du voyage étaient « *sans aucun doute victimes de préjugés* », mais « *pas soumis toute leur vie au racisme* », contrairement aux personnes noires. Face aux réactions indignées, la députée était revenue sur ses propos. Elle a été réintégrée au groupe parlementaire la semaine dernière.



« *Je contrôlerai nos frontières et ferai en sorte que les entreprises britanniques soient aidées à embaucher en premier des Britanniques* », a promis, le leader travailliste, Keir Starmer, dans un entretien avec *The Sun*. C. SMITH/GETTY IMAGES VIA AFP

L'épisode a brouillé les premières annonces de campagne travaillistes. Et réveillé des dissensions toujours vives, alors que Keir Starmer continue de recentrer le parti. Depuis son arrivée à la tête du Labour il y a quatre ans, il a entrepris de tourner la désastreuse page Corbyn, conclue par une claque historique aux élections de décembre 2019. Très à gauche, Jeremy Corbyn avait laissé prospérer l'antisémitisme dans la formation. Après le 7 octobre, Starmer a condamné fermement les actes terroristes du Hamas – qualifié en son temps « *d'ami* » par Corbyn – et réaffirmé le droit d'Israël de défendre son peuple. Ce positionnement sur Gaza a entraîné de profondes déchirures au sein du parti. À l'automne dernier, Starmer a donné un nouveau coup de barre vers le centre en faisant monter la mouvance libérale du parti dans son équipe. Le mouvement Momentum, qui regroupe les fidèles de Corbyn, a raillé ce nouveau cabinet fantôme, « *le plus blairiste depuis Tony Blair* »…

Depuis, le Labour multiplie les signes sur sa « *mue* ». La semaine dernière, Rachel Reeves – appelée à devenir ministre des Finances en cas de victoire – a assuré que le Labour était le « *parti naturel des entreprises* ». « *Il y a quelques années, vous ne vous seriez pas attendus à entendre ces choses de la part du Labour* », a-t-elle déclaré lors d'un discours prononcé chez le motoriste aéronautique Rolls-Royce, dans le centre de l'Angleterre. Le même jour, 120 personnalités économiques – dont les dirigeants actuels et anciens de la banque JPMorgan ou d'Aston Martin – avaient apporté leur soutien au Labour dans le *Times*.

La sécurité nationale en priorité

Sur un autre front, Keir Starmer vient pour la première fois de promettre de faire baisser les chiffres de l'immigration, mordant sur le cheval de bataille des tories. « *Je contrôlerai nos frontières et ferai en sorte que les entreprises britanniques soient aidées à embaucher en premier des Britanniques* », a-t-il promis dans un entretien avec *The Sun*. Le chef du Parti travailliste ne s'est pas privé de dire que les conservateurs avaient échoué dans ce domaine. L'immigration nette s'est élevée à 685 000 personnes supplémentaires en 2023, soit le deuxième niveau le plus élevé après le record de l'année précédente (764 000 personnes). En revanche, Starmer veut abandonner le projet très controversé des conservateurs d'envoyer vers le Rwanda des migrants en situation irrégulière.

Keir Starmer a aussi voulu rassurer sur la défense. Ce lundi, il a affirmé que la sécurité nationale était une priorité et « *la question la plus importante de notre temps* ». Il s'est engagé à maintenir à niveau la dissuasion nucléaire du pays. Là encore, il s'agit de montrer que le parti a changé depuis Corbyn, peu porté sur la défense, favorable à un désarmement nucléaire et ambigu sur l'Otan. ■

Ces stand-up prisés par une jeunesse chinoise oppressée

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Shanghaï

En plein essor, les spectacles comiques, bien que surveillés par la censure, offrent une respiration aux jeunes générations du géant asiatique.

« *Mon mari vient d'Irlande. Les gens disent Wow. Où est-ce ? Le pays est tellement petit qu'après avoir roulé quatre heures, on tombe sur un âne au milieu de la route. Et mon mari le connaît.* » Le jeune public shanghaïen s'esclaffe à mesure que Dawn Wong enchaîne les blagues pointant les différences culturelles entre Chine et Occident dans cette petite salle surchauffée de la plus grande métropole du pays. Cette jeune femme originaire du Dongbei à la chevelure blonde décolorée s'est fait un nom en mettant en ligne son sarcastique discours de mariage, où elle taquine avec humour sa nouvelle famille Irlandaise. « *Les jeunes Chinois ont adoré car ici on n'a pas l'habitude de se moquer de sa famille. C'est un sujet délicat* », explique la comique de 35 ans, au 1,8 million d'abonnés sur la messagerie Weibo, qui est en pleine tournée à travers la deuxième économie mondiale. Un périple qui la conduira à Chengdu, Wuhan, Canton et même dans la sévère Pékin, témoignant de l'essor des scènes de comédie stand-up dans la Chine de l'après-Covid, lesquelles offrent une soupape à une jeunesse urbaine sous pression.

Le box-office s'est envolé de quelque 20 millions à 480 millions entre 2020 et 2022, soit une multiplication par 20 selon une étude d'Insight & Info, un cabinet de conseil en marketing, à Pékin. Après avoir fleuri dans les métropoles prospères comme Shanghaï, Shenzhen ou Hangzhou, les scènes de « *micro ouvert* » essaiment dans des cités de second rang, et jusque dans des provinces reculées comme le Guizhou. « *Le nombre de scènes se multiplie depuis 2018 et la croissance est devenue exponentielle depuis 2020 grâce au succès de shows en ligne* », indique Norah Yang, fondatrice de Spicy Comedy, un club installé dans le centre commercial huppé de Xintiandi, au cœur de Shanghaï. Son ambition est d'en faire « *le plus grand club de comédie d'Asie* », en surfant sur la soif de rire des nouvelles générations chinoises. Les confinements à répétition ont accéléré le succès des vidéos comiques en ligne, nourrissant l'afflux d'un public jeune à des spectacles en mandarin, shanghaïen mais aussi en anglais, depuis la levée des restrictions sanitaires en 2023.

Un public abreuvé de comédies américaines

Dans la salle, nombre de Chinois et quelques rares *laowai* (étrangers) viennent rire à des blagues ridiculisant des patrons stakhanovistes, ou moquant les pressions toutes confucéennes de matrones chinoises anxieuses pressant leur progéniture de se marier. « *Ma mère m'a dit : "marie-toi à un homme riche !" Malheureusement, j'ai choisi un Irlandais. Mais in fine, elle était soulagée car j'avais 31 ans. C'est très tard aux yeux de parents chinois. Le jour J elle a exulté : "Vendue. Pas de remboursement accepté !"* », enchaîne Wong devant un public hilare, abreuvé de comédies américaines sur des plateformes occidentales visionnées sous le manteau. YouTube, Google ou Facebook sont bannis en Chine, mais un logiciel VPN permet de contourner la grande muraille de la censure.

La comédie est un nouveau marché de niche dans ce pays de 1,4 milliard d'habitants. C'est une brève échappatoire, alors qu'une chape de plomb idéologique accompagne la « *nouvelle ère* » du président Xi Jinping, aujourd'hui frappée par un ralentissement économique. Ces spectacles reflètent les difficultés, contradictions et aspirations des nouvelles générations éduquées face à une société ultracompétitive et conservatrice ; ces générations sont fières de leur identité chinoise, mais elles résistent aux injonctions natalistes du régime communiste. « *Les sketchs se moquant des pressions familiales qui exigent un bébé marchent à tous les coups. En Europe, avoir un enfant est un choix personnel, mais ici il y a une pression sociale. Pouvoir en rire est une douce revanche. Une forme de thérapie* », explique Yang. En particulier pour les jeunes femmes, majoritaires dans le public.

Le Spicy Comedy Club se présente comme un antidote à la morosité, alors que le chômage des jeunes atteint un niveau record, que le coût de la vie s'envole, et que le régime remet au goût du jour les valeurs traditionnelles. « *Viens oublier ta tristesse !* », prône une pancarte publicitaire à l'entrée, entre deux restaurants de nouilles. Un appel qui fait mouche en ciblant cette jeunesse diplômée, née dans la prospérité de la métropole la plus avancée de Chine, mais qui voit son horizon économique longtemps sans limite se rétrécir. Aujourd'hui, la croissance marque le pas à 5 %, le taux le plus faible depuis des décennies. La génération Yolo (*You Only Live Once* : « Tu ne vis qu'une fois ») plus individualiste que ses devancières se réfugie dans les plaisirs de l'instant, en quête d'un bol d'air, et elle se détourne de l'obsession besogneuse de ses parents, nés dans la misère et qui furent portés par l'ébouriffant décollage de « l'usine du monde » au tournant du siècle. « *Avant on travaillait dur pour bâtir le futur, on épargnait pour acheter un appartement. Aujourd'hui, les jeunes sont stressés au boulot, en famille. Ils veulent se détendre, rire. Avec le ralentissement, le maître mot est "soit toi-même"* », dit Yang. Une aspiration en décalage avec les injonctions natalistes et patriotiques édictées par le Parti, qui tente vainement de combattre la chute spectaculaire du taux de natalité.

Mais la politique est interdite dans les salles, et aucune satire du régime, et encore moins celle de ses dirigeants, n'est tolérée par une censure aux aguets. « *Chaque script de chaque sketch doit être validé en amont par le bureau de la culture* », confirme un professionnel du secteur. Seules quelques scènes « *underground* » osent des improvisations sauvages, à leurs risques et périls. La menace est réelle et intégrée par les comédiens, échaudés par les arrestations de comiques ayant franchi la ligne rouge.

Ainsi, la carrière de Li Haoshi s'est arrêtée abruptement en mai 2023, après qu'il a osé détourner un slogan de l'Armée populaire de libération (APL), comparant son chien à un obéissant soldat, lors d'un sketch sarcastique à Pékin. Pire, la phrase avait été prononcée par Xi Jinping dans une allocution. Le jeune homme est aussitôt arrêté et a « *disparu* » depuis, malgré ses « *remords* » publics et sa détermination à « *se rééduquer* ». Son agence, Xiaoguo Culture Media à Shanghaï, est punie d'une amende de 13 millions de yuans (1,6 million d'euros). « *Le désastre vient de la bouche* », dit un vieux proverbe chinois.

Maintenir un lien avec l'étranger

Cette affaire a déclenché une reprise en main brutale du secteur par les services au printemps dernier, suspendant la plupart des spectacles pendant plusieurs semaines, selon le journal *The Paper*, à Shanghaï. Mais la comédie a repris des couleurs en 2024, les spectacles se multipliant. Ils passent alors sous les fourches caudines de la censure, avec un public au nationalisme affirmé. En plein confinement à Shanghaï, une comédienne qui avait osé poster une vidéo satirique mimant un faux journal télévisé raillant la politique « zéro Covid » a eu toutefois droit à une descente de police.

« *Il faut faire attention à ne pas critiquer la culture chinoise* », confirme Wong, qui s'accroche néanmoins à l'humour pour maintenir un lien avec l'étranger, en postant certains de ses sketchs en anglais. « *La Chine est en train d'être diabolisée. Vous pensez qu'on est tous communistes !* », enfonce sarcastique la comédienne. « *L'humour peut être un pont pour montrer que les Chinois sont des êtres humains normaux* », ajoute sérieusement la trentenaire, inquiète du fossé grandissant avec l'Occident. Elle se souvient qu'enfant elle avait dévoré des caricatures écornant les officiels dans le journal, à l'apogée de l'ère de l'ouverture. « *Mais je ne ferai pas de blague politique. Mes parents sont toujours en Chine !* », lance-t-elle dans un rire sardonique. ■

Le Hezbollah entretient sciemment le flou sur son arsenal

Sibylle Rizk Beyrouth

Par cette ambiguïté stratégique, le mouvement islamiste libanais veut préserver sa force de dissuasion face à l'armée israélienne.



Des militants pro-iraniens du Hezbollah défilent lors d'une cérémonie marquant la Journée internationale d'al-Qods (Jérusalem), dans la banlieue sud de Beyrouth. MARWAN NAAMANI/MARWAN NAAMANI/DPA

« *Vous devez vous attendre à des surprises.* » C'est par cet avertissement que le secrétaire général du Hezbollah s'est adressé au premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, à l'occasion de l'anniversaire de la libération du sud du Liban. Ce retrait israélien unilatéral, le 25 mai 2000, après vingt-deux ans d'occupation – Israël a envahi le Sud Liban en 1978 –, reste à ce jour le principal fait de gloire de Hassan Nasrallah, qui a fondé la légende du « *parti de la résistance islamique* ».

Près d'un demi-siècle plus tard, le scénario d'une nouvelle invasion israélienne du sud du Liban est sur la table. Le risque tient à une escalade des affrontements entre le Hezbollah et Israël depuis que l'allié du Hamas et de Téhéran a choisi, après le 7 octobre, d'ouvrir « *un front de soutien* » aux Palestiniens. Mais aussi à un éventuel choix israélien « *d'y aller* » pour rétablir sans équivoque la supériorité stratégique israélienne : « *ce serait mieux d'attendre, mais nous devrons faire cette guerre tôt ou tard* », a par exemple déclaré l'ancien conseiller israélien à la Sécurité nationale Yaakov Amidror, pour qui il s'agira d'une « *guerre coûteuse, car le Hezbollah est dix fois plus fort que le Hamas.* »

Le Hezbollah est le parti politique le plus puissant du Liban et dispose d'une force non étatique parmi les mieux armées au monde. Il est classé terroriste – ou seulement sa branche militaire – par de nombreux pays. Entretenir l'ambiguïté sur la nature exacte de son arsenal est au cœur de sa stratégie de dissuasion face à l'ultrapuissant Tsahal. Les spéculations concernent tout particulièrement ses capacités de défense antiaériennes face à la supériorité israélienne écrasante dans le ciel, l'état de développement de ses missiles antinavires russes ou iraniens, en mesure d'atteindre notamment des plateformes gazières offshore, sa maîtrise des drones dont il produit certains types, et, surtout, le niveau d'avancement du projet d'équipement de roquettes et missiles en systèmes de téléguidage de précision, soutenu depuis des années par l'Iran.

Au cours des huit mois d'hostilités avec Israël, parallèles à la guerre de Gaza, le Hezbollah a confirmé qu'il était un acteur central de « *l'axe de la résistance* » face à Israël et l'influence des États-Unis au Moyen-Orient. Son arsenal n'a plus rien à voir avec celui des années 1990, même si à l'époque déjà les experts militaires avaient noté le professionnalisme de ses hommes et sa maîtrise des « *engins explosifs improvisés* » au cours de milliers d'opérations contre l'occupant israélien. Il a aussi nettement évolué depuis la guerre de l'été 2006, sa dernière grande confrontation avec Israël.

Désormais, le Hezbollah peut compter sur des effectifs accrus et aguerris –notamment du fait de leur implication en Syrie, en soutien à Bachar el-Assad – et un arsenal balistique en mesure d'atteindre des cibles stratégiques en profondeur sur le territoire israélien, s'accordent à dire de nombreux rapports sur le sujet. Si le nombre de ses combattants était inférieur à 5 000 avant 2006, il a au moins été multiplié par neuf depuis. Il comptait en 2022 « *45 000 combattants, répartis entre environ 20 000 personnes à temps plein et 25 000 réservistes* », selon la CIA américaine, dont l'estimation est inférieure aux 100 000 combattants annoncés par Hassan Nasrallah en 2021. Une troupe qui paie un lourd tribut au conflit en cours, puisque les pertes sont déjà estimées à plus de 300 hommes.

La force paramilitaire est surtout beaucoup mieux équipée, puisqu'elle est la première à bénéficier de ce que l'International Institute for Strategic Studies (IISS) qualifie de stratégie de prolifération de l'Iran, entamée il y a une vingtaine d'années à destination de ses affidés régionaux. Dans un rapport sur l'Iran, l'IISS cite l'ancien commandant du programme de missiles iranien, Hassan Moghaddam, qui aurait déclaré : « *Au sud du Liban, la distance qui nous sépare de Tel-Aviv et de Haïfa ne dépasse pas 150 km. Pourquoi frapperions-nous Israël avec des missiles coûteux d'une portée de 2 000 km ?* »

Depuis octobre, le Hezbollah fait surtout usage de « *vieilles* » roquettes de type katioucha, mais aussi des plus récents Burqan iraniens, également utilisés par d'autres groupes armés, comme les houthistes yéménites. Les experts scrutent toute nouveauté. Parmi elles, le puissant missile antichar guidé iranien Almas, une copie de l'israélien Spike. Ou encore des drones. « *Ils en ont utilisé beaucoup. Notamment des deux types que les houthistes appellent Qassef et Khatef* », selon Fabian Hinz, chercheur à l'IISS.

La chaîne al-Mayadeen, qui soutient le Hezbollah, a été dithyrambique après une frappe aérienne à la mi-mai ciblant des soldats à la frontière, à l'aide de drones équipés de roquettes air-sol S5. Un événement que relativise Fabian Hinz, selon qui ces roquettes ont été conçues pour être tirées à partir d'hélicoptères par salves de dizaines de missiles du fait de leur calibre relativement petit, ce qu'un petit drone peut difficilement faire. « *C'est important, mais pas majeur* », dit-il, soulignant en revanche la mise hors service d'un ballon de surveillance en territoire israélien par un drone suicide, ou l'usage d'un missile sol-air 358 Saqr pouvant voler sur longue distance. Des drones israéliens Hermes 450 et 900 ont également été abattus. Lors de la guerre de 2006, abattre un hélicoptère avait été le maximum de la capacité anti-aérienne du Hezbollah. Si les avions de combat israéliens sont probablement hors de la portée de ce mouvement islamiste, atteindre des drones, de plus en plus utilisés par Israël, est un nouvel atout.

De façon générale cependant, « *il n'y a pas eu de surprise véritable à ce stade* », explique le général libanais à la retraite Khaled Hamadé, qui a officié dans le sud du Liban. « *Et ce pour des*

« L'action militaire du Hezbollah s'inscrit dans une ligne géostratégique définie par l'Iran, qui a clairement montré ne pas vouloir la confrontation directe avec Israël »

Khaled Hamadé
Général libanais à la retraite

raisons politiques : l'action militaire du Hezbollah s'inscrit dans une ligne géostratégique définie par l'Iran, qui a clairement montré ne pas vouloir la confrontation directe avec Israël et cherche à préserver la possibilité d'un dialogue avec les États-Unis dans la perspective d'une reconfiguration régionale. » Le Hezbollah est ainsi la seule faction de « *l'axe de la résistance* », Iran compris, qui n'a pas tiré directement contre une grande ville israélienne depuis octobre. Car ce serait risquer inévitablement une escalade qu'il ne souhaite clairement pas, comme le montre le dosage de ses opérations, note Fabian Hinz, chercheur à l'IISS. Par exemple, « *il utilise des missiles antichars qui ne sont pas conçus pour cela, pour viser des postes militaires à la frontière. L'objectif est de maximiser la précision afin d'éviter des dégâts collatéraux, tout en limitant les risques pour les tireurs* ».

Pour l'heure, le Hezbollah encaisse surtout beaucoup de coups dans une confrontation dans laquelle Israël a un net avantage puisqu'elle n'implique pas de forces terrestres. « *La supériorité en matière d'intelligence, de reconnaissance et de surveillance est indiscutable* », souligne le général Hamadé. Outre l'élimination ciblée d'officiers du Hezbollah, les médias israéliens ont notamment fait état de la destruction d'un site de production d'armement situé à Nabi Chit, dans l'est du Liban. « *Si elle est soumise à rude épreuve, la capacité de dissuasion du Hezbollah reste fondée sur la possibilité de tirer un barrage de missiles en profondeur en mesure d'atteindre tout point du territoire israélien, y compris des infrastructures civiles et militaires. Les défenses israéliennes risqueraient alors d'être saturées et de ne pas savoir différencier lesquels parmi ces missiles sont équipés de guidage de précision et lesquels ne le sont pas* », explique Fabian Hinz. ■

Afrique du Sud : l'ANC perd sa majorité et cherche une coalition

Caroline Dumay Le Cap

Le parti de Mandela devra pour la première fois choisir ses alliances pour reconduire Cyril Ramaphosa et conserver sa capacité à gouverner.

« *C'est une victoire pour la démocratie. Les électeurs s'attendent maintenant à ce que leurs leaders travaillent ensemble* », a déclaré, dimanche, Cyril Ramaphosa. Le président sud-africain a accepté les résultats officiels des élections législatives qui voient l'ANC (Congrès national africain), au pouvoir depuis 1994, perdre sa majorité absolue. Le parti de Nelson Mandela a 14 jours pour choisir ses alliés et former un gouvernement.

« *Notre peuple s'est exprimé. Que cela nous plaise ou non, nous devons respecter ses choix* », a ensuite précisé Cyril Ramaphosa, dont le parti a perdu 71 sièges à l'Assemblée nationale. L'Alliance démocratique (DA), premier parti d'opposition, en a gagné 3. Le parti de John Steenhuisen bénéficie désormais de 87 députés. Le MK (Umkhonto we Sizwe), parti récemment formé par l'ex-président Jacob Zuma, devient la troisième force du pays, avec 58 parlementaires. L'EFF de Julius Malema garde une assise importante, avec 39 sièges. Plusieurs nouveaux partis font leur apparition dans l'Hémicycle, comme l'Alliance patriotique, ActionSA, Bosa, National Colored Congress et Rise Mzanzi.

« C'est un test pour la classe politique sud-africaine. On va voir si ses membres sont capables de faire preuve de leadership, en mettant leurs différences de côté pour former un gouvernement stable »

Richard Calland
Professeur à l'université de Wits

« *C'est un test pour la classe politique sud-africaine. On va voir si ses membres sont capables de faire preuve de leadership, en mettant leurs différences de côté pour former un gouvernement stable* », déclarait Richard Calland, professeur à l'université de Wits. Avec 159 députés sur 400, l'ANC va devoir s'allier pour élire son président. Cyril Ramaphosa a toutes les chances de rester, sauf si le NEC (Conseil national exécutif) de l'ANC en decide autrement dans les prochains jours. « *Un président est élu pour le meilleur et pour le pire. Personne ne nous dictera notre conduite* », avait répliqué Fikile Mbalula, secrétaire général de l'ANC, à ceux qui lui demandaient si le chef de l'État ne démissionnerait pas face à la débâcle électorale.

Le Congrès national africain (ANC) entame officiellement les discussions ce mardi. L'idée d'un gouvernement d'union nationale (GNU), impliquant toutes les forces de la nation, est évoquée. Mais certaines alliances ont déjà été exclues de l'équation. John Steenhuisen a déclaré, par exemple, qu'il ne travaillerait pas avec les partisans du MK et de l'EFF, des partis qui veulent changer la Constitution, imposer l'expropriation des terres ou interdire le mariage gay. Les partisans de Jacob Zuma ont affirmé, par ailleurs, ne pas vouloir s'allier à l'ANC, si le parti reste dirigé par Cyril Ramaphosa. Julius Malema, président du parti radical de gauche EFF, veut bien entrer au gouvernement à condition que son parti obtienne le portefeuille des Finances et la présidence de l'Assemblée nationale…

Cyril Ramaphosa et ses partisans se retrouvent devant un choix difficile, qui aura un impact majeur sur l'avenir de la première nation industrialisée du continent. Pour rassurer les milieux d'affaires, il peut choisir de composer une coalition sur sa droite avec le parti libéral DA de John Steenhuisen. Mais certains de ses partisans pourraient aussi préférer une alliance avec la gauche radicale de Julius Malema, un dissident de l'ANC, qui n'a de cesse de demander d'accélérer la transformation économique.

Reste l'inconnue Zuma. Tandis que le président Cyril Ramaphosa a salué des élections « *libres, équitables, crédibles et pacifiques* », l'ancien président, qui avait été déclaré inéligible par la Cour constitutionnelle, avait demandé le report de l'annonce de ces résultats. Avec le soutien de 26 autres partis, il avait dénoncé de « *très sérieux* » soupçons de fraude, qui seraient de nature à refaire l'élection. La commission électorale a affirmé qu'elle examinerait les 579 objections et elle a fait état de 24 cas de recomptages. Jacob Zuma, avait affirmé sur un ton menaçant que la proclamation des résultats serait perçue comme une « *provocation* ».

« *Nous avons conscience que certains ne sont pas contents. Mais nous espérons que personne ne va recourir à la violence* », avait déclaré dimanche Thandi Modise, la ministre de la Défense, en appelant « *au calme* » et au respect de la loi. Dans la province du Kwazulu-Natal, les forces de sécurité étaient ce lundi en état d'alerte. Chacun se souvient des émeutes et pillages de juillet 2021. L'incarcération de Jacob Zuma, condamné à 15 mois de prison pour avoir refusé de se présenter devant un tribunal qui le jugeait pour des actes de corruption, avait provoqué des émeutes qui ont fait plus de 350 morts. ■

Angélique Négroni

Le collectif Le revers de la médaille, qui rassemble une kyrielle d'associations et d'ONG aidant les plus démunis, a publié ce lundi un rapport sur les déplacements forcés de SDF et de migrants d'Île-de-France vers d'autres régions avant les Jeux olympiques.



Dénonçant l'exacerbation des inégalités sociales en raison des JO, des membres du collectif Le revers de la médaille manifestent devant le Sénat, le 24 mars, à Paris.

GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

JO Paris 2024 : les chiffres du « nettoyage social » dénoncés par des associations

« *Pendant les JO, on réfléchit à mener des actions pour rendre visibles nos revendications. Des actions qui seront non violentes. Mais, c'est certain, on finira quand même en garde à vue* », avertit Paul Alauzy de Médecins du monde. En attendant cette fenêtre médiatique, le collectif Le revers de la médaille, qui rassemble des associations et des ONG aidant les plus démunis, publie un rapport pour dénoncer un vaste « *nettoyage social* » à l'occasion des Jeux olympiques. Sortis des squats, des bidonvilles et des tentes Quechua, des milliers de personnes vivant dans la rue ont été dispersées à travers le pays, envoyées dans des villes dont les moyens n'ont par ailleurs pas été recalibrés pour les accueillir.

Selon le rapport, en un an – de mai 2023 à mai 2024 –, 12 545 personnes ont été expulsées de leur campement de fortune, par le biais de 138 opérations d'expulsion menées en Île-de-France, soit une augmentation de 38,5 % par rapport à la période 2021-2022. Le collectif relève que ces expulsions ont concerné 3 434 mineurs, soit deux fois plus que l'an dernier, et presque trois fois plus qu'en 2021-2022.

Sur ces 12 545 personnes, 5 200 ont été exfiltrées de la région parisienne. Elles ont rejoint les dix « sas d'accueil régionaux », un dispositif mis en place depuis un an et piloté par les ministères de l'Intérieur et du Logement pour soulager le réseau francilien dont les capacités d'hébergement sont aujourd'hui saturées. Des chiffres qui rejoignent ceux livrés par la préfecture de la région Île-de-France, qui dénombre 5 224 personnes déplacées.

Après trois semaines passées dans un de ces sas, 40 % des déplacés ont obtenu une place au titre de la demande d'asile. « *Ils ont ensuite été envoyés dans des lieux d'accueil mis en place par chaque région, dans l'attente d'une décision qui peut prendre jusqu'à deux ans* », décrit Paul Alauzy. Certains de ces demandeurs d'asile écourtent leur séjour et reviennent en région parisienne pour travailler au noir. Un retour à la case départ dont il est difficile de mesurer l'ampleur. Le revers de la médaille ne communique pas sur ce phénomène, « *car, une fois les personnes dispersées dans des dispositifs régionaux, il est difficile de les suivre* », explique Paul Alauzy.

Les 60 % restants, qui ne relèvent pas de l'asile, après les trois semaines prévues dans l'un des sas régionaux, doivent bénéficier de l'hébergement d'urgence. En réalité, selon le collectif, ils sont renvoyés à la rue. « *Car on leur demande d'appeler le 115 pour trouver une place. Mais, tout comme en Île-de-France, les dispositifs d'accueil sont saturés et n'ont pas été revus à la hausse pour accueillir ces nouveaux arrivants* », souligne Paul Alauzy. Si bien que plusieurs villes constatent des regroupements de tentes dans leurs rues, comme à Angers et à Rennes.

« Un accélérateur d'exclusion »

La population qui n'a pas rejoint l'un des sas régionaux, elle, est restée en région parisienne. Elle est dorénavant moins visible car dispersée. Dans son rapport, Le revers de la médaille critique le gouvernement qui se félicite de la création de « *300 places destinées exclusivement aux personnes isolées en situation de rue, installées dans les périmètres JO* ». Or, souligne l'association, « *seulement 73 de ces places sont à ce jour occupées* ». Surtout, derrière cet affichage, le gouvernement a en réalité taillé des croupières à l'hébergement d'urgence. « *3 000 places d'hôtel social ont été supprimées en 2023 dont la moitié en Seine-Saint-Denis* », est-il écrit.

Avec l'offre d'accueil ainsi réduite, le nombre de personnes qui ne parviennent pas à trouver refuge devient de plus en plus inquiétant. Après avoir appelé le 115, plus de 800 d'entre elles se sont retrouvées, chaque jour, sans solution, au cours du mois de janvier 2023, indique à titre d'exemple les auteurs de l'étude. Pendant toute la durée des JO, la situation des sans-abri va se compliquer. « *L'espace public va être davantage contrôlé, notamment sur les périmètres de sécurité* », s'inquiète une responsable du Secours catholique.

Dans ses développements, le rapport reprend les extraits d'une vaste étude portant sur cet événement sportif mondial et les plus démunis. Elle révèle que les JO « *ont eu, depuis vingt ans, de multiples conséquences sur les habitants les plus précaires des villes hôtes* » . Ainsi, 1,5 million de personnes ont été expulsées pour faire place aux installations olympiques pour les Jeux de Pékin 2008 et 77 000, issues de quartiers pauvres et de favelas, ont été déplacées pour Rio 2016. « *Paris 2024 ne sera pas différente des éditions précédentes et sera véritablement un accélérateur d'exclusion des plus précaires* », affirment les auteurs du rapport. Et de rappeler la réponse invariable de l'État au sujet de cette hausse et accélération des expulsions : « *Cela n'a rien à voir avec les JO.* » ■

Procès de l'ex-maire de Canteleu : la foire procédurale fait rage

Stéphane Durand-Souffland

Alors qu'elle attend d'être jugée pour complicité de trafic de stupéfiants depuis une semaine, les querelles de forme éclipsent le fond du dossier.

Les magistrats en charge du dossier voulaient faire du procès des supposés narcotrafiquants en chef de Canteleu (Seine-Maritime) et de leurs complices présumés, au rang desquels l'ex-maire de la commune, une sorte de go fast judiciaire. Las, une semaine après la vraie fausse ouverture des débats au tribunal de Bobigny *(lire nos éditions du 28 mai)*, l'audience n'a pas réussi à entrer dans le dur. Le moteur tousse.

L'affaire de Canteleu est de celles qui sont scrutées par l'opinion publique, car elle porte en elle tous les maux actuels de la société. L'impact du trafic de stupéfiants sur des communes de moins en moins peuplées – Canteleu, en banlieue de Rouen, compte à peine 15 000 habitants. La mainmise de dealers sur des quartiers. Le désarroi des élus locaux confrontés à la violence larvée ou explosive, à la corruption réelle ou potentielle, aux pressions de leurs administrés. Que va penser le grand public en découvrant comment pareille affaire a été traitée jusqu'à présent ?

À Bobigny, donc, la défense des dix-huit prévenus (le 19e est en fuite) conteste bec et ongles la procédure. C'est de bonne guerre, les habitués des chambres correctionnelles connaissent ces plaidoiries souvent cocasses où l'on oppose l'ordonnance de Villers-Cotterêts à un mot d'anglais qui s'est glissé dans le dossier (François Ier est le roi préféré du barreau), où l'on soulève des nullités surréalistes. À la fin, le tribunal « joint au fond », juge les prévenus et, au moment de rendre son jugement, fait litière de Villers-Cotterêts et autres imaginatives arguties.

Ici, c'est différent. La 13e chambre, présidée par Jean-Baptiste Acchiardi, a hérité d'un millefeuille procédural indigeste, avec des strates de pièces empilées les unes sur les autres, dont certaines ont été théoriquement annulées. La crème pâtissière douteuse qui soude le pavé se nomme dans le jargon des robes noires « ORTC », pour ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel. Celle qui nous occupe a été signée le 12 janvier 2024.

Problème : elle contient des pièces qui ne devraient plus s'y trouver, après que la chambre de l'instruction puis, le cas échéant, la chambre criminelle de la Cour de cassation, eurent passé leur serpillière juridique. Autre singularité. Les avocats sont volontiers accusés de mettre des bâtons dans les roues de la machine à juger et de multiplier les manœuvres dilatoires. Il se trouve qu'en l'occurrence, la machine à juger s'est encalminée toute seule. Ainsi la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a mis quinze mois à se prononcer sur les requêtes de la défense – elle dispose en principe de deux mois mais, comme c'est elle qui sanctionne les outrages au calendrier, personne n'est venu lui tirer les oreilles.

> **Lundi à 18 heures, le président Acchiardi a annoncé la décision du tribunal qu'il préside : rejet des demandes de renvoi en tout genre. Le procès doit donc commencer pour de bon mardi matin**

Ses arrêts ont été rendus fin mai, quelques jours seulement avant l'ouverture du procès, de sorte que les prévenus qui le souhaitaient n'ont pu former un pourvoi qu'in extremis. La chambre criminelle, faisant montre d'une diligence qu'on lui connaît peu, a rendu sa décision vendredi. Sans grande surprise, elle a estimé que les pourvois seraient au besoin examinés avec ceux qui seraient formés sur le fond, après le jugement.

Le lecteur attentif aura compris que le juge d'instruction n'avait pas attendu de savoir ce que pensait de son ouvrage la chambre de l'instruction, organe justement chargé de le contrôler, puisqu'il a rendu son ORTC avant que l'oracle au train de gastéropode n'ait parlé. Voilà le résultat : déjà deux journées d'audience dévorées par des querelles procédurales, séparées par un trou d'air de quatre jours ouvrés. Trop lente, la justice ?

Il n'est pas sorcier de comprendre pourquoi il lui importe de tenter le passage en force. Trois des prévenus sont emprisonnés depuis 2019. Autrement dit, ils ont épuisé tous les délais réguliers et exceptionnels justifiant leur privation de liberté en attendant leur comparution – aucun n'encourt plus de dix ans de détention. Si, d'aventure, ce procès n'allait pas à son terme, ils sortiraient forcément de prison, certes sous contrôle judiciaire mais avec la crainte qu'ils ne se présentent pas devant le tribunal pour une prochaine audience. « *Il importe que ces individus restent détenus* », a d'ailleurs relevé la représentante du ministère public. « *Ce problème qu'on vous ressasse est très gérable* » (sic), poursuit-elle : il suffit que le tribunal ne se fonde pas sur les pièces annulées pour étayer son jugement, bien qu'elles figurent au dossier. Faire comme si tout était normal.

La magistrate s'est également ingéniée à repousser chacun des arguments soulevés par la défense, avec beaucoup d'aplomb. Il est vrai que le parquet auquel elle appartient n'avait pas non plus attendu l'arrêt de la chambre de l'instruction pour déposer son réquisitoire écrit, document qui préfigure généralement de manière troublante le contenu de l'ORTC. De son point de vue, le tribunal « *n'a pas le pouvoir d'annuler l'ORTC* », comme le réclament pourtant les avocats qui ont aussi fait du droit, afin que celle-ci soit reprise de zéro, expurgée des scories annulées et renvoyée devant une autre juridiction.

Lundi à 18 heures, le président Acchiardi a annoncé la décision du tribunal qu'il préside : rejet des demandes de renvoi en tout genre. Le procès doit donc commencer pour de bon mardi matin. Il faut y croire, étant entendu que le planning déjà serré courait initialement jusqu'au 24 juin, et qu'il va désormais faire entrer au forceps les auditions des dix-huit prévenus et des témoins cités notamment par l'ancienne élue de Canteleu, les plaidoiries et le réquisitoire. Il faudra aussi tenir compte de l'attitude des trois détenus, dont deux ont laissé entendre lundi qu'ils refuseraient de comparaître dans ces conditions. À défaut d'être souhaitable, ce serait « *gérable* », comme dirait le ministère public. ■





POLICE NATIONALE, COLLECTION PERSONNELLE

Avec le concours de chercheurs américains et allemands, les généticiens du laboratoire de police scientifique de Marseille ont redonné son identité au lieutenant de l'US Army Nathan Baskind *(à droite)*, dont la dépouille, après sa mort au combat près de Cherbourg, le 23 juin 1944, avait été enterrée par erreur dans une fosse commune avec des soldats de la Wehrmacht.

D-Day : dans les coulisses du labo de criminologie qui identifie les héros oubliés de la guerre

Christophe Cornevin

La police scientifique de Marseille a rendu, grâce à l'ADN, leur nom et leur honneur à des soldats portés disparus.

Quatre-vingts ans après avoir scellé le premier acte d'une France enfin libérée du joug nazi, le Débarquement sur les plages de Normandie n'a pas encore livré tous ses secrets. En dépit des documentaires, livres et autres recueils de témoignages racontant l'épopée des 150 000 combattants alliés de l'opération Overlord, dont 10 600 sont morts dans les 24 heures suivantes, des enquêteurs en blouses blanches continuent d'explorer le temps pour redonner une identité aux soldats inconnus tombés sur le champ de bataille.

Une équipe de chercheurs américains, allemands et français, dont les généticiens du laboratoire de police scientifique de Marseille, viennent ainsi de clore l'incroyable histoire d'un officier juif américain disparu dans la fureur de la guerre et retrouvé enterré, par erreur, dans une fosse commune du cimetière allemand de Marigny (Manche). ADN à l'appui, ils ont sorti de l'anonymat Nathan Baskind, premier lieutenant de l'US Army qui a débarqué à Utah Beach le 6 juin 1944, avec le 899e bataillon de chasseurs de chars.

Roulant à la tête d'un détachement pour une mission de reconnaissance le 23 juin, en pleine bataille de Cherbourg, sa jeep est touchée par un obus allemand dans le secteur de la Hague. Sa dépouille disparaît alors, comme volatilisée. Son nom, lui, se retrouve inscrit au registre des disparus du cimetière américain de Colleville-sur-Mer, en Normandie. Mais un rebondissement intervient en 2023 grâce à des historiens venus d'outre-Atlantique : membres de deux ONG spécialisées dans la recherche de soldats juifs américains tués pendant la guerre et inhumés par erreur sous des croix latines, ils remontent la trace de Nathan Baskind.

« Dans les archives, ces passionnés découvrent que le lieutenant avait été capturé blessé par les Allemands et transporté à Cherbourg, dans un hôpital de campagne de la Luftwaffe, l'armée de l'air allemande », raconte au *Figaro* l'ingénieur principal Alain Stevanovitch, expert en empreintes génétiques et chef de la division identification de la personne au laboratoire de police scientifique de Marseille. Mais le centre médical a été, à son tour, la cible de tirs américains. Le lieutenant Baskind, ainsi que 23 autres soldats allemands, est emporté dans les explosions. *« Pendant le Débarquement, il y a beaucoup de corps, certains très abîmés, à gérer au quotidien et les enterrements d'urgence étaient fréquents*, explique Alain Stevanovitch. *Au gré d'informations mal interprétées, des déplacements de tombes, des tris hâtifs ou encore des transports de corps anarchiques, les erreurs d'aiguillage se sont multipliées. »* C'est ainsi que les restes de l'officier américain se sont retrouvés ensevelis à la diable, enchevêtrés avec ceux de ses ennemis, dans une fosse commune du Cotentin.

Douze ans après l'armistice, en 1957, les Allemands obtiennent de récupérer les restes de ce charnier, censé ne contenir que des soldats de la Wehrmacht, pour les faire reposer au cimetière militaire de Marigny, lieu de mémoire allemand à douze kilomètres d'Utah Beach. Les Américains, présents au moment du relèvement des corps, découvrent la plaque d'immatriculation de Baskind, l'écusson de son unité ainsi que ses barrettes de lieutenant. Mais ils échouent à l'identifier parmi les cadavres. Ce n'est que début janvier dernier que Nathan Baskind va soudain revenir en pleine lumière. À la faveur de nouvelles fouilles menées dans la fosse par le Volksbund Deutsche Kriegsgräberfursorge (VDK), le service en charge de l'entretien des sépultures germaniques, une équipe d'anthropologues de l'université Aix-Marseille a exhumé une douzaine d'ossements, dont des fémurs, une vertèbre et un os de cheville aux fins d'expertises.

En dépit du piètre état de conservation de ces pièces à conviction, longtemps restées en pleine terre humide de Normandie, les enquêteurs en blouses blanches de la police scientifique et ses homologues allemands ont réussi à en extraire un ADN mitochondrial. *« Transmis par la mère à ses enfants, cet ADN permet de travailler sur des "marqueurs de lignées" et d'établir des liens en comparant une trace génétique extraite de ses os avec des échantillons prélevés sur des descendants »*, raconte Alain Stevanovitch.

« Dans l'affaire Nathan Baskind, des recherches menées aux États-Unis ont permis de remonter jusqu'à de possibles neveux, dont l'ADN a été prélevé à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Par méthode de séquençage, ils ont confirmé son identité avec une absolue certitude », révèle le généticien. Alors que le monde libre s'apprête à célébrer les 80 ans du Débarquement, le fantomatique lieutenant va enfin pouvoir reposer dans le Tennessee.

Aussi incroyable soit-elle, cette affaire est loin d'être une première. En effet, en 2014, les experts du laboratoire de Marseille identifient, via des analyses de séquençage, Lawrence Gordon, soldat américano-canadien, disparu après le D-Day.

Lui aussi tombé au champ d'honneur, il a été enterré par erreur, pendant soixante-dix ans, dans un cimetière allemand de Huisnes-sur-Mer. Cette fois, la méprise vient de la veste de la Wehrmacht que cet engagé volontaire au sein de la 3e division blindée américaine portait par commodité quand on l'a découvert. Le 13 août 1944, lors d'un violent accrochage à Carrouges (Orne), son char prend feu. Dans l'habitacle, ses camarades et lui avaient pris l'habitude de porter des vestes allemandes récupérées, plus confortables que les leurs et que personne ne pouvait reconnaître depuis l'extérieur.

« Dans l'affaire Nathan Baskind, des recherches menées aux États-Unis ont permis de remonter jusqu'à de possibles neveux, dont l'ADN a été prélevé à Pittsburgh, en Pennsylvanie. Par méthode de séquençage, ils ont confirmé son identité avec une absolue certitude »

Alain Stevanovitch Chef de la division identification de la personne au laboratoire de police scientifique de Marseille

Porté disparu par les Alliés, Gordon est d'abord enseveli en Mayenne avant d'être transféré, un an plus tard, au cimetière allemand de Huisnes-sur-Mer, considéré pendant soixante-neuf ans comme soldat inconnu du Reich. Il aurait pu en être ainsi pour l'éternité, sans l'opiniâtreté d'un neveu et de plusieurs historiens qui ont retrouvé la trace d'un des rescapés du blindé qui a dévoilé le pot aux roses. Exhumé le 13 septembre 2013, Lawrence Gordon a été identifié officiellement cinq mois après, grâce au savoir-faire de la police française. Là encore, le laboratoire de police scientifique de Marseille a fait « parler » son ADN, après comparaison avec celui de ses descendants qui se trouvent encore au Canada. Le dixième anniversaire de l'identification de Lawrence Gordon, qui repose au Canada, sera célébré à l'occasion des cérémonies du D-Day, non loin des plages normandes qui ont scellé son destin.

Jamais les ingénieurs du Service national de police scientifique (SNPS) n'auraient imaginé accomplir un tel travail de mémoire. Et pourtant. Dès 2008, la division identification de la personne du labo de Marseille élucide sa première énigme en se penchant sur un squelette humain retrouvé quarante-quatre ans plus tôt, sur l'île de Riou. Si les ossements avaient d'abord été attribués à un corsaire turc du XVIe siècle, certains croient un temps qu'ils auraient pu appartenir à Antoine de Saint-Exupéry. Grâce à la méthode des « marqueurs génétiques de lignées », les experts ont découvert qu'il s'agissait en réalité d'un soldat allemand, le prince Alexis Fürst von Bentheim und Steinfurt.

Chasseur de la Luftwaffe abattu au-dessus de la Méditerranée en décembre 1943, ce pilote n'avait que 22 ans. *« La science n'a pas trouvé l'auteur du* Petit Prince *mais un vrai prince de sang »*, sourit Alain Stevanovitch. Pour ajouter à la confusion, l'épave de son avion a été découverte au fond de la Méditerranée, à proximité du Lightning P38, aux commandes duquel disparut Saint-Exupéry.

Perçant une à une les énigmes de la Seconde Guerre mondiale, ces généticiens du SNPS redonnent des noms à des corps oubliés et, parfois, l'honneur dû à des héros dont l'étoffe s'était délitée au fil des décennies. C'est ainsi qu'ils ont pu établir, en mars dernier, l'identité d'un martyr inconnu de la Seconde Guerre mondiale, fusillé sommairement le 15 juin 1944 par les nazis, en lisière d'un bois à Idron (Pyrénées-Atlantiques), aux côtés de quatre maquisards morts pour la France. Là encore, il a fallu près de vingt-cinq ans d'investigations opiniâtres, menées par un policier désireux de retracer le parcours de résistant de son grand-père maternel, avant de mettre un nom sur le corps de ce soldat mystère : connu pendant soixante-dix ans comme le « fusillé d'Idron », et longtemps considéré comme un républicain espagnol arrêté dans le maquis, ce dernier s'appelait en fait Georges Coran.

Boulanger, cafetier et ouvrier agricole, ce héros est mort pour la France. *« Les recherches ont permis de retrouver des restes enterrés sous X au cimetière national de la Doua à Lyon*, rappelle-t-on au laboratoire de police de Marseille. *Après de vaines comparaisons avec un arrière-petit-neveu, il a été identifié grâce à sa défunte mère »*. Sans cette preuve par l'ADN, la mémoire de Georges Coran n'aurait jamais pu être honorée.

Toujours en marge de leur activité quotidienne au service de la police et de la justice, Alain Stevanovitch et les siens ont franchi un pas de plus dans la prouesse technique en identifiant cet automne, à partir d'ossements centenaires, le poilu Charles Lavocat. Porté disparu en 1914 dans la Meuse, son corps avait été retrouvé lors de fouilles archéologiques lancées en 2017 à Spincourt. Des travaux de voirie avaient permis de découvrir un cimetière oublié.

Des entrailles de l'histoire, les limiers en blouse blanche ont aussi ressorti César Charles Gudin, général d'empire de Napoléon, porté disparu le 22 août 1812 après la bataille de la Moskova. Longtemps, les témoignages ont divergé sur la localisation de sa tombe. Jusqu'au printemps 2019, lorsqu'une équipe d'archéologues retrouve en Russie la dépouille amputée. *« Nos expertises ADN ont permis de prouver que les restes étaient bien ceux de ce général, dont le nom est gravé sur l'Arc de triomphe »*, précise un chercheur. Proche de Napoléon, Gudin a été rapatrié en France en 2021 pour qu'il soit inhumé en l'Hôtel des Invalides, aux côtés de l'Empereur, un 2 décembre, jour de la victoire d'Austerlitz.

Spécialisés dans les « cold cases » hors du commun, les limiers marseillais ont même été sollicités par l'Église catholique pour expertiser les trois reliques de saint Irénée, un des premiers saints de l'Église chrétienne. *« En l'occurrence, il s'agit d'un morceau de calcanéum entreposé dans le trésor de la cathédrale Saint-Jean à Lyon, d'un morceau de crâne dans l'église Saint-Irénée et d'une troisième relique dans un monastère à Lyon, qui était aussi un crâne. Ce qui posait problème, car Irénée, qui avait beau être saint, ne pouvait pas avoir deux têtes »*, sourit, en bon cartésien, l'ingénieur principal Stevanovitch. C'est la première fois que la police française a déployé ses compétences pour faire parler les restes d'un martyr. *« Les expertises au carbone 14 ont été formelles : les deux crânes ne dataient pas de l'époque de saint Irénée, dont on sait qu'il a vécu au Ve siècle »*, révèle-t-on au labo de Marseille. *« En revanche, le scellé du calcanéum correspond bien à la bonne époque et nous avons pu en établir le profil génétique. »* Il pourrait bien s'agir là du premier ADN de saint dans l'histoire.

Forts de leur réputation, les policiers en blouse blanche ne cessent d'explorer la mémoire des temps les plus agités. Selon nos informations, ils planchent sur un crash d'avion pendant la guerre d'Indochine ainsi que sur l'identification d'un soldat français tué en 1952 en Corée. Ces voyages dans le passé ne détournent pas les généticiens du SNPS de leur mission première : l'identification de cadavres dans des affaires criminelles. C'est ainsi qu'ils ont élucidé l'énigme de la femme découverte emmurée à l'occasion de travaux dans un appartement de Marseille. Grâce à l'identification du squelette, qui présentait la trace d'une balle dans la tête, la brigade criminelle a établi que le meurtrier n'était autre que le propre fils de la victime. Confondu, ce quadragénaire avait fini par avouer, en janvier 2017, avoir commis le matricide sept ans plus tôt, avant de faire disparaître le corps pour toucher sa pension. L'ADN l'a envoyé derrière les barreaux, aux antipodes de l'héroïque destin des soldats morts sur le champ de bataille. ■

Pas d'éclaircie pour le tennis français

Jean-Julien Ezvan

Varvara Gracheva, la dernière chance, a été éliminée en 8es de finale à Roland-Garros.



La Française Varvara Gracheva s'est inclinée lundi face à la Russe Mirra Andreeva.

« Il faut que tu joues Roland l'année prochaine », s'est amusé Yannick Noah sur X après la victoire d'Antoine Dupont, le caméléon du rugby français, vainqueur avec l'équipe de France à 7 de la grande finale du circuit mondial à Madrid. Une boutade pour combler un vide. À mi-parcours, les Français (17 hommes, 12 femmes) ont déjà disparu des tableaux des simples de Roland-Garros. Une mauvaise habitude.

Corentin Moutet (le premier Français en 8es de finale depuis Hugo Gaston en 2020) n'a pas pu faire dérailler Jannik Sinner, s'inclinant logiquement 2-6, 6-3, 6-2, 6-3 dimanche soir. Sa malice et sa folie n'ont pu entrer dans le cerveau de l'Italien. Surpris en début de match, le n° 2 mondial, métallique, mécanique, a trouvé la parade, avant d'imposer sa cadence, sa puissance pour éteindre la flamme Moutet. Douce surprise bleue, avec ses services à la cuillère, ses coups en toucher et son jeu atypique, laissant résonner l'écho de matchs volcaniques vécus sur le court Suzanne-Lenglen, dans un résultat d'ensemble pour le tennis français quelconque.

Varvara Gracheva, qui vivait son premier 8e de finale en Grand Chelem (le meilleur résultat d'une Française à Roland-Garros depuis Caroline Garcia et Fiona Ferro en 2020) s'est inclinée 7-5, 6-2 contre l'une des joueuses les plus prometteuses du circuit. La Russe Mirra Andreeva (17 ans, 38e) qui s'installe pour la première fois dans le grand huit d'un tournoi majeur, devient la troisième joueuse de moins de 18 ans à atteindre les quarts de finale à Paris, après les Américaines Amanda Anisimova en 2019 et Coco Gauff en 2021. Varvara Gracheva a séduit par son envie, un plaisir communicatif, un revers solide, mais cela n'a pas suffi.

Un mur infranchissable

La France, qui a toujours 10 joueurs dans le top 100 (autant que les États-Unis, un de plus que l'Italie) souffre d'une absence au plus haut niveau en ne comptant pas le moindre joueur dans le top 15 (cinq Bleues figurent dans le top 100, aucune dans le top 20). Les vieilles gloires (Richard Gasquet et Gaël Monfils) ont les jambes lourdes et les jeunes talents (Arthur Fils, Giovanni Mpetshi Perricard, Arthur Cazeaux, Luca Van Assche, Térence Atmane et Harold Mayot) se révèlent encore bien tendres. Sans remonter jusqu'à Yannick Noah, qu'il semble loin le temps des parcours enthousiasmants d'Henri Leconte (finaliste en 1988, demi-finaliste en 1992), Cédric Pioline (demi-finaliste en 1998), Sébastien Grosjean (demi-finaliste en 2001) ou Marion Bartoli (demi-finaliste en 2011)...

Les huitièmes de finale se dressent comme un mur infranchissable pour les joueurs français. À Melbourne, en janvier, Adrian Mannarino et Arthur Cazeaux avaient vu leurs belles aventures foudroyées par un niveau de jeu qui grimpe avec les dernières marches. Les derniers titres français à Roland-Garros datent toujours de Yannick Noah (1983) et Mary Pierce (2000). Les derniers succès retentissants du tennis bleu remontent : Masters 1000 de Toronto en 2014 pour Tsonga ; Masters 1000 de Cincinnati et Masters en 2022 pour Caroline Garcia. Le tennis français applaudit la modernisation de ses installations, mais souffre d'une élite qui, formée et plus à l'aise sur surfaces rapides et privée de l'écho de la Coupe Davis (ancienne version), peine à attraper la lumière, expose sans fin ses limites à Roland-Garros. À la différence de l'Italie qui, dans le sillage de Jannik Sinner et de la victoire lors de la dernière Coupe Davis, comptera cinq joueurs de 22 ans de moyenne d'âge dans le top 50 du prochain classement ATP, poursuit sereinement sa progression et la montée des marches. En attendant de voir Jannik Sinner danser au sommet du classement mondial... ■

Résultats, 8es de finale, simple messieurs : de Minaur (Aus, 11) bat Medvedev (Rus, 5) 4-6, 6-2, 6-1, 6-3 ; simple dames : Paolini (Ita/N.12) bat Avanesyan (Rus) 4-6, 6-0, 6-1 ; Rybakina (Kaz/N.4) bat Svitolina (Ukr/N.15) 6-4, 6-3 ; Sabalenka (BLR/N.2) bat Navarro (E-U/N.22) 6-2, 6-3.

Le programme, ce mardi. Court Philippe-Chatrier, à partir de 11h00 : Gauff (E-U, 3)-Jabeur (Tun, 8) ; Swiatek (Pol, 1)-Vondrousova (CZE, 5) ; Dimitrov (Bul, 10)-Sinner (Ita, 2). Pas avant 20h15 : Tsitsipas (Gre, 9)-Alcaraz (Esp, 3).

Le court Suzanne-Lenglen, la nouvelle star

Adrien Bez

Il est le deuxième court de Roland-Garros par la taille, mais pas dans le cœur des fidèles. L'année dernière encore, avec la même météo que depuis le début de cette quinzaine, le Suzanne-Lenglen aurait été condamné à disparaître sous une bâche comme un vulgaire court annexe. Désormais bien couvert, l'ancien « court A » accueille des matchs par tous les temps, et ses spectateurs n'en finissent plus de rugir de plaisir.

Amélie Mauresmo et les organisateurs ont eu la bonne idée cette année de l'utiliser en qualifications pour la toute première fois depuis sa construction en 1994. Dès le premier jour, ils étaient près de 10 000 à venir saluer les derniers pas sur l'ocre parisienne d'une vieille connaissance, l'Autrichien Dominic Thiem. « *J'ai été surpris quand je suis entré sur le court. C'était rempli ! C'était super, vraiment très appréciable, un grand merci à tous les fans qui sont venus* », confiait le double finaliste du tournoi (2018, 2019) après son match. Cinq jours plus tard, le stade était à nouveau plein à craquer pour acclamer le maître des lieux, Rafael Nadal, venu y faire un simple entraînement sous le soleil. « *C'était tout simplement incroyable aujourd'hui. Un grand merci pour votre amour, Paris* », écrivait le Majorquin dans la foulée sur ses réseaux sociaux. Des atmosphères survoltées, l'homme aux 14 titres en a pourtant connues.

Puis vint le tournoi principal. C'est bien sur le Lenglen, son « *court préféré dans le monde* », que Richard Gasquet fit oublier ses 37 ans et sortit le grand jeu pour éliminer Borna Coric en trois sets. Là qu'Alejandro Davidovich Fokina et Casper Ruud se livrèrent une bataille terrienne épique en cinq manches comme seul le Grand Chelem parisien sait en offrir. Là aussi que, les larmes aux yeux, la joueuse d'origine russe mais naturalisée française Varvara Gracheva entonna la Marseille en chœur avec son public d'adoption. Là encore que le chouchou Stan Wawrinka jeta toutes ses armes dans la bataille face au surprenant Pavel Kotov. Là enfin que le facétieux Corentin Moutet s'offrit une nouvelle soirée de fête en renversant Sebastian Ofner. Sans oublier quelques points d'anthologie, comme le passing main gauche du droitier Tomas Machac face à Daniil Medvedev, ou le super coup entre les jambes de Casper Ruud pour mystifier Tomas Martin Etcheverry.

Apprécié des joueurs comme du public

Avec son ambiance électrique mais bon enfant, le court a su éviter la polémique de la première semaine sur l'attitude irrespectueuse du public. « *Ofner ! Ofner ! Ofner !* », ont même chanté ses spectateurs vendredi soir pour récompenser l'Autrichien d'une jolie amortie contre Moutet. Malgré sa taille, le Lenglen conserve l'atmosphère des petits courts, ce côté arène qui plaît autant aux détenteurs de billets qu'aux joueurs. En comparaison, l'auguste court Philippe-Chatrier a perdu en chaleur ce qu'il a gagné en stature, avec ses loges peu garnies, ses coursives et ses tribunes très raides depuis les travaux de modernisation. « *Parfois, quand les parties du bas ne sont pas très remplies, même si en haut c'est plein, cela peut paraître un peu froid*, confiait Caroline Garcia en conférence de presse après son élimination. *Même ton équipe, tu ne l'entends pas parler. C'est assez inconfortable. J'ai vécu de superbes émotions sur ce court, mais aussi des grands moments de solitude.* »

La numéro 1 française est loin d'être la seule joueuse à assumer ouvertement sa préférence pour le deuxième court de Roland-Garros. « *J'aime bien jouer sur le Lenglen parce que c'est un court plus rapide, et moi je n'aime pas forcément les terrains lents même si je me doute bien que la surface est identique* », confessait Daniil Medvedev la semaine dernière en conférence de presse (avant d'y être éliminé ce lundi par Alex de Minaur). Le Russe avait la sensation que le Court central était « *un peu plus long* », expliquant que « *c'est souvent l'espace qui donne cette impression* ». Et d'ajouter : « *Le Chatrier avec le toit fermé, honnêtement, je n'aime pas.* »

Le toit en toile du Lenglen, grande réussite de ces Internationaux de France 2024, n'a rien à voir avec la chape du Central, véritable mastodonte. Déployable en quinze minutes seulement, il a la légèreté de la robe plissée imaginée par Jean Patou pour Suzanne Lenglen, sa principale inspiration, et laisse passer la lumière. Au point de se faire oublier pendant les matchs. « *Cela change le son de la balle quand tu frappes*, certifiait Daniil Medvedev. *Le son de la balle, c'est vraiment important pour un joueur de tennis. Avec le toit fermé, c'est beaucoup plus dur à rater. J'aime bien. Je ne ratais déjà pas beaucoup, mais là je rate encore moins.* » ■

Novak Djokovic, de jour comme de nuit

Jean-Julien Ezvan

Le numéro 1 mondial s'est extirpé d'un match mal embarqué face à Francisco Cerundolo pour rejoindre les quarts de finale.

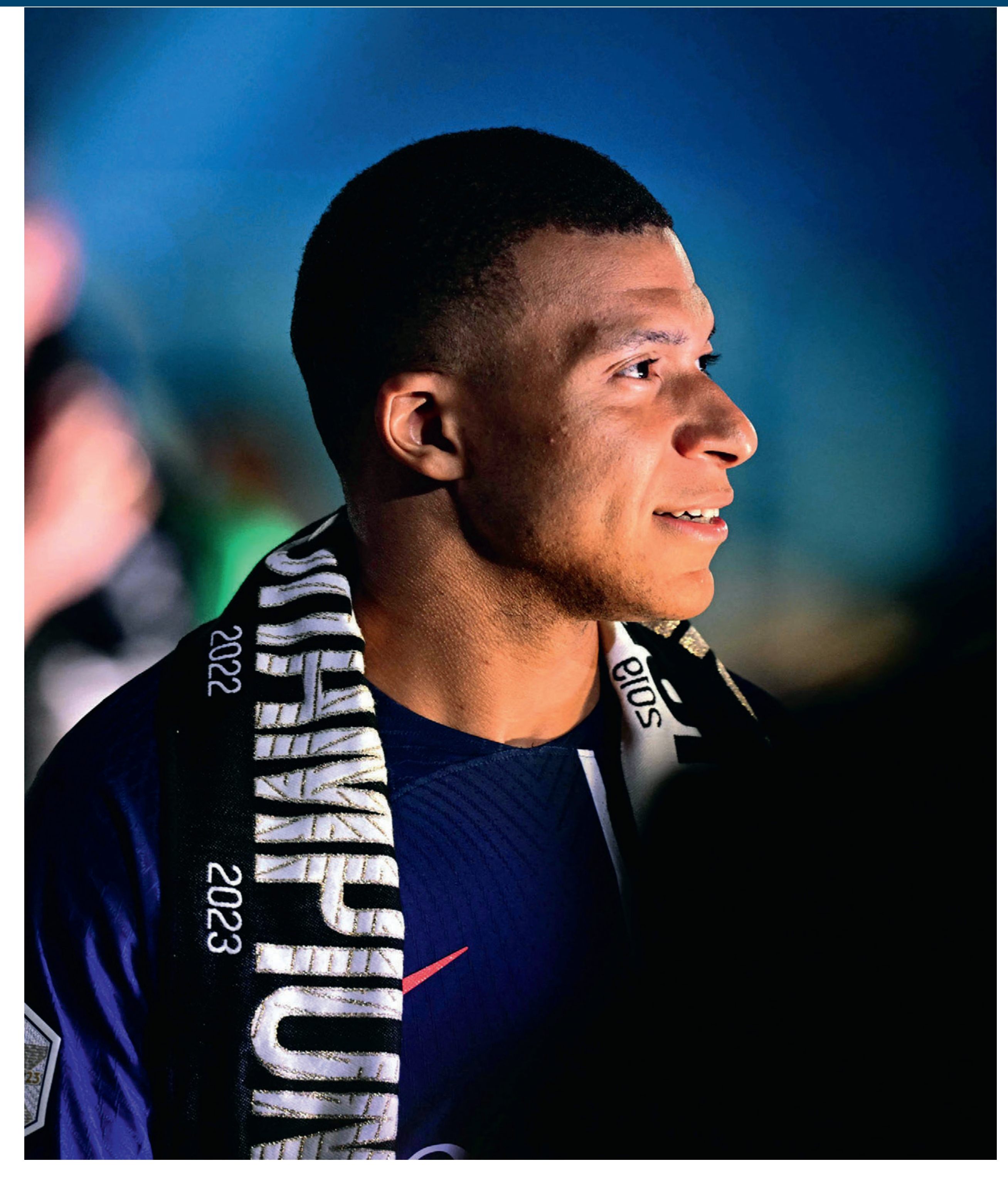
L'incomparable. Trente-six heures après un infernal marathon nocturne, Novak Djokovic est venu à bout 6-1, 5-7, 3-6, 7-5, 6-3 de l'Argentin Francisco Cerundolo (tête de série n°23) en 8es de finale. À 3h06, dans la nuit de samedi à dimanche, l'indestructible serbe, les traits tirés mais le sourire aux lèvres, mettait le point final à un match hors normes face à l'Italien Lorenzo Musetti. Après cette nuit d'ivresse, comme séance d'entraînement, Novak Djokovic a, œillade parisienne, partagé une partie de pétanque dans le bois de Boulogne. Avant de retrouver la compétition et de souffrir sous le soleil enfin de la partie, ce lundi.

Dominateur dans le 1er set, le Serbe a, dès le début de la 2e manche, lutté avec une douleur au genou droit. Son langage corporel s'est alourdi, son visage s'est crispé, creusé par des grimaces accompagnant une gêne lancinante probablement née à la suite d'un faux mouvement. Il a eu besoin de trois interventions du kinésithérapeute pour rester en selle. Fidèle à sa légende, il a râlé, s'est plaint du court mais s'est accroché. Prêt à jouer un nouvel épisode du survivant. Durant le 4e set, porté par les vivats d'un public touché par son abnégation, il a entretenu le fol espoir. Avec l'énergie du désespoir, pour repousser les nombreux signes d'usure émis par son corps et finir par s'extraire du piège. À 37 ans, Novak Djokovic l'homme de fer demeure un compétiteur hors pair que l'odeur du haut niveau sublime. Jamais aussi fort que lorsque cela semble impossible.

Triple lauréat à Roland-Garros (2016, 2021 et 2023), Novak Djokovic reste accroché à sa précieuse couronne. Celle qui lui a toujours demandé le plus d'efforts. Il court toujours après un 25e titre en Grand Chelem, cap symbolique dans l'histoire du tennis, qui lui permettrait de passer au-dessus de l'Australienne Margareth Court. Sa saison sur terre battue se poursuit (10 victoires-4 défaites). Au prix d'une incroyable débauche d'efforts (4h29 de match contre Musetti ; 4h39 contre Cerundolo). « *Un grand merci. Cette victoire est votre victoire. Comme lors du match contre Musetti, l'énergie sur le court m'a changé. Vous m'avez donné encore beaucoup de soutien, merci. J'étais peut-être à trois, quatre points de perdre...* », a-t-il lancé aux spectateurs. Novak Djokovic continue à défendre sa place de n°1 mondial. Un rang occupé depuis le 11 septembre 2023. Lui qui détient le record de semaines passées au sommet (428, devant Roger Federer 310).

Arrivé sans repères (aucun titre à son actif avant Roland-Garros pour la première fois depuis 2018), le tenant du titre est toujours debout. Novak Djokovic se souviendra longtemps de ce dernier métro raté, un soir de folie que Roland-Garros n'oubliera pas. L'espace de quelques heures, Roland-Garros a, ce lundi, vu flotter le parfum d'un changement d'ère, une semaine jour pour jour après le départ de Rafael Nadal dont l'ombre plane toujours sur le tournoi. Avant la reprise en main d'un toujours diabolique Djokovic... ■

Légende, Ballon d'Or, Ligue des champions… Mbappé au Real pour rêver encore plus grand



Kylian Mbappé, le 12 mai au Parc des Princes, à Paris, célèbre son dernier titre de champion de France avec le PSG.
MIGUEL MEDINA/AFP

Christophe Remise

L'attaquant de 25 ans va enfin rejoindre le club madrilène. Pour donner un nouvel éclat à sa carrière.

Le grand saut. Après Bondy, l'INF Clairefontaine, Monaco et, bien sûr, le PSG, Kylian Mbappé rejoint le Real Madrid. Une surprise ? La suite logique pour le natif de Paris, qui a toujours rêvé de revêtir la tunique immaculée du club aux 15 sacres en Ligue des champions. Le plus grand club du monde et le meilleur joueur de la planète enfin réunis. C'était écrit à l'avance. La question n'était pas de savoir si Mbappé rejoindrait un jour le Real Madrid, mais quand.

Mbappé et Madrid, une longue histoire. Celles de plusieurs rendez-vous manqués. À 14 ans, en 2012, « KM » y serait sans doute déjà allé si Zinédine Zidane n'avait pas été promu en tant qu'adjoint de Carlo Ancelotti. Le Real avait de nouveau tenté sa chance en 2016, quand Mbappé a signé son premier contrat pro à Monaco, puis en 2017, quand il a finalement préféré rejoindre Paris. En 2021, c'est le PSG qui a refusé de le laisser filer, alors qu'il avait demandé à partir et que Florentino Perez avait mis 180 millions d'euros sur la table, à un an de la fin de son contrat.

En 2022, plus rien ne l'empêchait de réaliser son rêve. Il était libre. Et… il prolongeait à Paris. *« Ça allait au-delà du PSG. Il y avait la Coupe du monde au Qatar et plein de choses autour de cela,* décryptait-il récemment, sur CNN. *C'était une décision importante, difficile pour un jeune homme de 23 ans. Mais je ne regrette rien. (…) Je ne veux me souvenir que du meilleur. Mais ce n'était pas une situation facile, et je ne souhaite à personne d'être dans cette situation* (sourire) ».

Cette fois, c'était plus simple. Après avoir refusé de faire jouer son option pour 2024-2025 à Paris l'été dernier, Mbappé a fait durer le suspense quelques mois. Il a finalement annoncé sa décision à Nasser al-Khelaïfi en février, puis au grand public, le 10 mai, après l'élimination en C1 contre Dortmund. Une élimination au goût amer. L'occasion était belle de rêver plus grand et de décrocher cette coupe aux grandes oreilles avec la tunique parisienne, coupe qui s'est refusée à « KM » lors de ses sept saisons à Paris (deux demi-finales, une finale) et au club version qatarienne depuis quatorze ans.

Ce n'est évidemment pas que de sa faute, mais cela restera comme un manque dans son CV parisien. *« Si je liais mon avenir à la Ligue des champions, et je ne manque pas de respect au club, je serais parti très loin ! »*, s'amusait-il fin 2022. Triste réalité. Ce sera évidemment tout l'inverse à Madrid, où la C1 est presque la norme. Le club de la capitale espagnole en a remporté six sur les onze dernières éditions (dont celle de samedi contre Dortmund). Le poids de l'histoire. C'est à cela que Mbappé sera confronté au stade Santiago-Bernabeu. À Paris, on lui demandait d'emmener le club vers des terres inconnues. À Madrid, il devra faire au moins aussi bien que ses prestigieux devanciers, se mesurer aux historiques que sont Ferenc Puskas, Raul, Sergio Ramos, Iker Casillas, Santiago Bernabeu, Alfredo Di Stefano, Eusebio, Paco Gento et bien évidemment Cristiano Ronaldo, pour ne citer qu'eux. Parmi les légendes françaises du Real, il y a de quoi faire aussi, de Zinédine Zidane à Karim Benzema, en passant par Raymond Kopa, Claude Makelele et, plus récemment, Raphaël Varane.

Ce n'est pas le genre de défi qui peut faire peur à Kylian Mbappé. Au contraire. Il avait envie de marquer l'histoire de son pays avant de partir. Il l'a fait. Il a maintenant besoin de rejoindre un club, un effectif, un environnement à sa démesure. Il n'imaginait pas son avenir autrement. D'ailleurs, il suffisait de lire entre les lignes en 2022, lors de sa prolongation de contrat, pour comprendre qu'il n'avait pas l'intention de s'éterniser. *« Je comprends la déception (des supporteurs du Real) mais j'espère qu'ils comprendront le fait que j'ai choisi de rester dans mon pays. En tant que Français, j'ai encore envie de continuer à essayer un peu de mener la France vers les sommets et d'essayer de tirer ce championnat et ce club »*, avait-il dit. Le *« un peu »* n'était pas là par hasard… *« Un peu »*, c'était donc deux ans.

« Je veux gagner des titres »

Deux ans au cours desquels Mbappé a conforté sa place à la table des grands à titre individuel, pendant que le Real Madrid garnissait encore un peu plus son armoire à trophées. *« Mes objectifs ? Être heureux. Je vais quitter mon pays pour la première fois et je suis très excité. Je veux gagner des titres. Mais, en tant qu'homme, je veux être heureux »*, disait-il ces dernières semaines. Et d'ajouter : *« J'ai beaucoup à donner au football. J'ai déjà accompli beaucoup de choses, mais je suis encore jeune. Je veux faire plus. Je veux marquer l'histoire, donc je dois faire beaucoup, ce n'est pas encore assez, je veux progresser, être un meilleur joueur tous les ans et le joueur que je veux être. »* Il aura encore plus l'occasion de faire tout cela à Madrid, c'est un fait. D'autant que Nasser al-Khelaïfi a décrété un nouveau projet depuis l'été dernier, plus jeune, plus tourné vers l'équipe. *« La star, c'est le collectif »*, martèle le président à l'envi, affichant sa *« patience »* et affirmant qu'il est important de construire, sans pression du résultat.

Un programme qui n'est, on l'imagine, pas en adéquation avec les ambitions XXL de Mbappé. À 25 ans, il n'a déjà plus de temps à perdre. Il lui faut gagner. Vite et beaucoup. Et ça tombe bien, le Real Madrid ne vise rien d'autre que la victoire, encore et toujours. Le Real, une institution forte, très forte. Plus forte que Mbappé. *« Je me trompe peut-être mais peut-être qu'il a envie de se retrouver dans un environnement où, pour progresser encore, il a besoin que son humble contribution ne soit pas au-dessus de tout,* nous expliquait dernièrement l'ancienne star du Paris Saint-Germain David Ginola. *Aujourd'hui, on a l'impression qu'il est au-dessus de tout le monde au PSG, et de tout. Sauf que quelqu'un comme lui a besoin, pour progresser, d'aller dans ce genre de club. »*

À charge pour Mbappé de se montrer digne de la tâche qu'il s'est imposé à lui-même : devenir une légende du Real, contribuer à la grande histoire de la Casa Blanca, faire pleuvoir les buts, les sacres en Ligue des champions, les Ballons d'Or. *« Jouer au PSG, c'est unique. C'est quelque chose de fort, que je recommande à tous ceux qui ont envie de vivre la grandeur dans leur pays en étant français »*, jure-t-il. Il est temps de vivre la grandeur à plus grande échelle. ■

Le Real Madrid a-t-il (vraiment) besoin de la star française ?

« Le football est un sport qui se joue à onze contre onze, et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagne », disait Gary Lineker. Ces dernières années, on pourrait dire la même chose du Real Madrid, abonné au succès, une sorte de pouvoir mystique qui permet à la Casa Blanca de surmonter les épreuves, les difficultés, pour triompher envers et contre tous. C'est vrai sur le terrain, mais aussi en dehors. À travers les âges, le club madrilène a toujours su attirer les plus grands noms de la planète football. Cristiano Ronaldo a tourné le dos à Manchester United pour enfiler la tunique merengue du Real. Eden Hazard, Zinédine Zidane ou encore Luis Figo ont aussi quitté d'immenses clubs pour signer à Madrid, d'autres avant eux, comme si c'était un passage obligé. Kylian Mbappé ne fera pas exception à la règle.

Le Real Madrid a toujours gain de cause, tôt ou tard. Une tradition, un prestige qu'il convient d'entretenir. La signature du Français s'inscrit dans cette lignée. Elle conforte la place de la Maison Blanche en haut de la chaîne alimentaire. Qui sait, voir « KM » sous le maillot madrilène donnera peut-être des idées aux futures stars de demain, comme Mbappé lui-même lorsqu'il admirait « CR7 » durant ses années dans la capitale espagnole. Ça s'entretient. Le Real a besoin de nouvelles têtes de gondole régulièrement, de nouveaux galactiques, c'est son ADN, son histoire.

Se mesurer aux meilleurs

D'un point de vue commercial, l'arrivée de Kylian Mbappé est également un énorme coup pour Florentino Perez. D'autant qu'il n'a pas eu à débourser un centime en indemnité de transfert et que le salaire du Français (15 M€ annuels ?) est bien moins important que celui qu'il touchait à Paris et aussi que celui que le Real lui proposait en 2022. On parle tout de même de 100 M€ de prime à la signature… Toujours est-il que Mbappé va renforcer la marque Real et permettre de vendre des pelletées de maillots de par le monde. L'ex-Monégasque est une superstar planétaire qui a tiré vers le haut la marque PSG. Il en fera de même à Madrid. Difficile d'évaluer l'impact commercial, mais cette nouvelle recrue fera indéniablement un bien fou au Real, toujours en quête de nouvelles ressources afin de continuer à se mesurer aux meilleurs. D'autant que les clubs anglais, eux, peuvent s'appuyer sur un championnat beaucoup plus puissant et rémunérateur que la Liga. Ce n'est pas pour rien que Perez milite pour la Superligue…

Et le sportif dans tout cela ? Sachant que les hommes de Carlo Ancelotti ont terminé avec 10 points d'avance en Liga et qu'ils ont soulevé une nouvelle Ligue des champions samedi dernier, la 15e de l'histoire du club, on pourrait penser que le Real n'a pas besoin de Kylian Mbappé. Après tout, avec Vinicius Jr (23 ans), Jude Bellingham (20 ans) et Rodrygo (23 ans), Ancelotti a déjà de quoi faire dans le secteur offensif, et ce pour de longues années, sans parler d'Arda Güler (19 ans), Eduardo Camavinga (21 ans), Aurélien Tchouaméni (24 ans) ou Federico Valverde (25 ans) dans d'autres secteurs de jeu et en n'oubliant pas que la pépite brésilienne Endrick (18 ans) arrivera cet été.

Une chose est sûre : avec le Français, la suprématie du Real est appelée à s'inscrire encore plus dans le temps. Besoin de Mbappé ? C'est surtout mieux avec. On parle d'un garçon qui s'est fendu de 44 buts au cours de la saison écoulée, sans être mis dans les meilleures dispositions par son coach ou son club. Reste à savoir comment Carlo Ancelotti l'utilisera. À gauche, son poste préférentiel, dans l'axe, à deux devant, à trois ? Autant de questions que le technicien italien est sans doute ravi d'avoir à se poser. Il a tout l'été pour cogiter, tandis que les dirigeants parisiens et Luis Enrique vont se creuser la tête pour savoir comment jouer sans Mbappé. En attendant, ce dernier est prévenu : le Real Madrid ne l'a pas attendu pour gagner. Il devra donc s'adapter. Et ne pas faire (trop) de vague.

« Il y a bien sûr la qualité des joueurs, le club est comme une famille. Nous avons un environnement formidable, nous travaillons tous ensemble sans problème », a indiqué Carlo Ancelotti après la finale de C1. Et de poursuivre : *« L'atmosphère dans le vestiaire est vraiment bonne. Je dois remercier le club et aussi les joueurs, sans ego, vraiment humbles. Ce n'était pas difficile de diriger cette équipe cette saison. »* En dira-t-il autant en fin de saison prochaine ? ■

C. R.

Les JO, c'est non… pour le moment

C'est un sujet symbolique. Qui dépasse le simple cadre d'une pré-liste aux Jeux olympiques (24 juillet-9 août). Depuis des mois, Kylian Mbappé clame son envie d'être de la fête cet été, même s'il se montre moins affirmatif depuis qu'il sait qu'il évoluera au Real Madrid la saison prochaine. Sa présence ou non aux Jeux de Paris témoigne de la force de persuasion de la FFF, mais aussi de la ministre Amélie Oudéa-Castéra et du président de la République, Emmanuel Macron. Tous en ont fait une question d'honneur. La partie semble déjà perdue. Lundi, Thierry Henry a dévoilé une pré-liste de 25 éléments, sans le capitaine des Bleus qui se trouve à Clairefontaine pour préparer l'Euro (14 juin-14 juillet). Pour le moment, le Real Madrid et Florentino Perez, qui ont tous les pouvoirs puisque les Jeux ne sont pas inscrits dans le calendrier Fifa, tiennent le manche. Interrogé sur l'absence du meilleur footballeur français, « Titi » assure ne pas tirer un trait sur sa venue. Sans trop convaincre. *« On ne sait pas ce qu'il va se passer d'ici le 3 juillet* (date de la liste définitive), plante-t-il. *On est dans la vérité du moment, mais tout est ouvert pour tout le monde. Les discussions ? Il n'y en a pas. La dernière fois que j'ai pris autant de rejets, j'étais au collège. »* Relancé sur les échanges avec Perez, Henry se montre fataliste : *« Les personnes avec lesquelles j'ai parlé* (du Real) *ont été très directes. »*

B. D.

Des progrès majeurs contre certains types de cancer du poumon

Stéphany Gardier

Des résultats d'essais cliniques montrent que des nouveaux médicaments profitent très nettement à des groupes de malades précis souffrants de certaines tumeurs bronchiques.

Chaque année, le congrès de l'American Society of Clinical Oncology (Asco) rassemble à Chicago plus de 30 000 cancérologues du monde entier. Les résultats de très nombreux essais cliniques y sont présentés, les données les plus importantes étant traditionnellement révélées lors de la session plénière du dimanche. Cette année, deux de ces présentations concernaient des thérapies ciblant différents types de cancers du poumon. Les essais Laura et Adriatic (promus par le laboratoire AstraZeneca) ont chacun apporté des conclusions qui devraient mener, dans les mois à venir, à des changements dans la prise en charge des patients avec certains profils particuliers.

Les cancers du poumon, ou cancers bronchiques, sont répartis en deux grandes catégories « à petites cellules » (CBPC) ou « non à petites cellules » (CBNPC) selon l'origine des cellules des bronches qui sont touchées. Les CBNPC représentent environ 85 % des plus des quelque 52 000 cas de cancers du poumon qui sont recensés chaque année en France. L'essai Laura a évalué, dans ce sous-type de cancers, une molécule qui a déjà beaucoup fait parler d'elle : l'osimertinib. Cette thérapie ciblée, qui se prend sous forme de comprimés, avait été qualifiée l'année dernière de « pilule miracle », car elle pouvait réduire de moitié le risque de rechute chez des patients atteints d'un CBNPC non métastatique, dont la tumeur était opérable et présentait une mutation du gène EGFR. L'osimertinib avait auparavant apporté des résultats sans précédent chez les patients atteints du même type de tumeur mais à un stade métastatique.

« *Cette fois-ci, l'objectif était de déterminer si cette thérapie, qui cible les cellules cancéreuses avec une mutation du gène EGFR, pouvait avoir un intérêt pour les patients atteints d'un CBNPC de stade 3, dit "localement avancé". Ce sont des patients dont la tumeur est trop grosse pour être opérable mais qui n'ont pas de métastase*, commente le Pr Nicolas Girard, oncologue et pneumologue qui dirige l'Institut du thorax Curie Montsouris. *Ces patients reçoivent actuellement, après le traitement standard, une immunothérapie dite de "consolidation", le durvalumab. Cependant, cette molécule est connue pour être moins efficace chez les patients qui présentent une mutation EGFR. Les rechutes sont chez eux plus fréquentes et peuvent arriver rapidement.* » Les données présentées ce dimanche à l'Asco montrent que la prise d'une dose journalière de 80 mg d'osimertinib, améliore grandement la survie sans progression de la maladie, dont la valeur médiane passe de 5,6 mois dans le groupe de patients n'ayant reçu que le traitement standard (radiothérapie et chimiothérapie) à 39,1 mois dans le groupe qui a bénéficié en plus de l'osimertinib. « *Ce sont des résultats vraiment impressionnants ! La thérapie ciblée permet de réduire de 74 % le risque de rechute, c'est une avancée majeure* », estime le Pr David Planchard, chef du comité de pathologie thoracique à Gustave-Roussy.

Mortalité réduite de 27 %

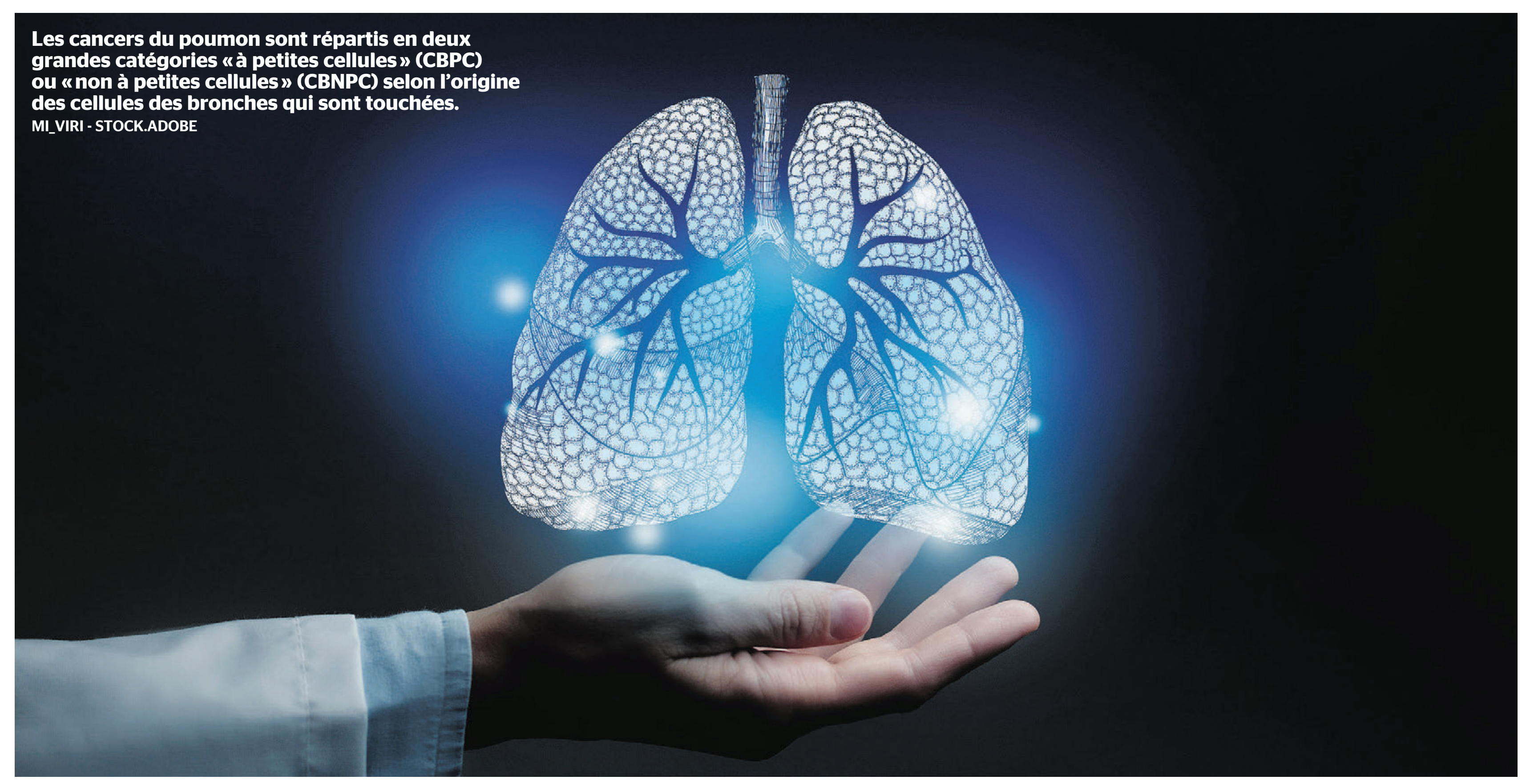
Parmi les autres résultats dévoilés, ceux concernant le profil de sécurité du médicament : 13 % des patients sont sortis de l'essai clinique à cause d'effets indésirables dans le groupe traité avec l'osimertinib (contre 5 % dans le groupe placebo), une proportion jugée assez faible par les experts. « *Cette molécule est la troisième génération d'anti-EGFR, et à chaque fois la spécificité s'améliore, ce qui permet de réduire les effets indésirables*, note le Pr Planchard. *Le traitement est plutôt bien supporté par les patients. Ce qu'ils rapportent le plus sont des problèmes cutanés et intestinaux.* » « *Au vu de ces données, on ne peut qu'espérer que les indications de l'osimertinib soient rapidement élargies afin que les patients concernés puissent bénéficier au plus vite de ce traitement adjuvant* », souligne le Pr Girard. La molécule bénéficie déjà d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) en France, ce qui pourrait accélérer le processus. Mais comme le relève le Pr Planchard, « *si un plus grand nombre de patients sont concernés, les autorités sanitaires vont vouloir renégocier le prix à la baisse, ce qui peut prendre un certain temps* ». Le prix public du Tagrisso, désormais disponible en pharmacie de ville, est actuellement de 5 212,93 euros la boîte de 30 comprimés.

Une autre thérapie qui pourrait voir ses indications prochainement élargies est le durvalumab. Cette immunothérapie a été évaluée dans l'essai Adriatic chez plus de 500 patients atteints d'un cancer bronchique localisé, cette fois-ci à petites cellules. « *Le CBPC est le cancer du poumon le plus agressif, trois quarts des patients sont déjà au stade métastatique quand le diagnostic est posé et la médiane de survie est de l'ordre de 12 mois. Il n'existe aucune thérapie ciblée pour ce cancer* », décrit le Pr Planchard. Les données préliminaires présentées à l'Asco montrent que le durvalumab en consolidation permet de réduire de 27 % la mortalité et de 26 % le risque de récidive. Des chiffres qui devraient, selon les experts interviewés, rapidement faire changer les recommandations et faire de cette immunothérapie de consolidation un nouveau standard thérapeutique pour ces patients.

Un essai français, présenté ce vendredi, a lui apporté des données prometteuses pour les patients atteints d'un cancer non à petites cellules à un stade métastatique et en échec thérapeutique. « *Icarus évalue un anticorps dit "conjugué" chez des patients qui ont déjà reçu plusieurs traitements*, détaille le Pr Planchard, qui dirige ces recherches. *Cette classe thérapeutique permet, grâce à l'anticorps, de délivrer de manière spécifique aux cellules cancéreuses une molécule de chimiothérapie. Des anticorps conjugués sont déjà utilisés dans différents types de cancers.* » Les données préliminaires, issues du suivi d'une centaine de patients, montrent un bénéfice du datopotamab deruxtecan (Dato-DXd), en particulier chez les patients qui présentent un CBNPC dit « non-épidermoïde ». Ce sous-type de cancer représente trois quarts des CBNPC.

Mais cet essai a aussi un objectif de recherche plus fondamentale. « *Il fait partie du programme Unlock de Gustave-Roussy, qui vise à mieux comprendre les mécanismes d'action et de résistances des nouvelles thérapies* », explique le Pr Planchard. Les participants ont accepté que des biopsies soient réalisées à différents moments de leur parcours afin d'étudier comment la maladie s'adapte aux traitements. Ces derniers ont d'ores et déjà identifié que les patients qui expriment plus la protéine Trop-2 sur une biopsie de la tumeur réalisée juste avant le traitement semblent mieux répondre au Dato-DXd. « *En clinique, on se base souvent sur la biopsie qui a été faite lors du diagnostic, or les traitements successifs peuvent modifier cette expression*, relève le Pr Planchard. *Ces travaux montrent l'intérêt d'avoir des prélèvements ultérieurs pour voir les modifications moléculaires induites par les traitements et la maladie, et proposer aux patients des options thérapeutiques les plus pertinentes possibles.* » ■

» Lire aussi PAGE 25



Les cancers du poumon sont répartis en deux grandes catégories « à petites cellules » (CBPC) ou « non à petites cellules » (CBNPC) selon l'origine des cellules des bronches qui sont touchées.
MI_VIRI - STOCK.ADOBE

La Chine a-t-elle atteint un pic de ses émissions de CO_2 ?

Anne-Laure Frémont

Les émissions de dioxyde de carbone de la Chine ont diminué en mars, suggérant qu'un point culminant a pu être atteint, selon une étude.

Les émissions de gaz à effet de serre du plus gros pollueur de la planète auraient-elles entamé leur décrue ? Une analyse publiée sur le site spécialisé britannique Carbon Brief « *sur la base de chiffres officiels et de données commerciales* » indique que les émissions de dioxyde de carbone de la Chine ont baissé en mars dernier pour la première fois depuis la mise à l'arrêt de l'économie du pays lors de la pandémie de Covid-19. Elles pourraient même avoir atteint leur maximum en 2023. ce qui serait une excellente nouvelle pour les efforts mondiaux pour limiter l'ampleur du réchauffement climatique.

Les chutes d'émissions de CO_2 enregistrées pendant le Covid n'étaient que temporaires. Et si ces émissions « *ont augmenté de manière significative* » sur l'ensemble du premier trimestre 2024, « *le revirement s'est produit en mars lorsqu'elles ont diminué de 3 %, en raison d'une baisse de 1 % de l'utilisation du charbon, d'une demande de pétrole stable et d'une baisse de 22 % de la production de ciment* », explique l'auteur de l'étude, Lauri Myllyvirta, du Centre de recherche sur l'énergie et la propreté de l'air (CREA) à Helsinki.

Cet analyste met en avant plusieurs évolutions de l'économie chinoise. Il souligne, par exemple qu'un véhicule sur dix roulant dans le pays est électrique. Mais la baisse des émissions enregistrée en mars est majoritairement portée par deux phénomènes : la « *contraction continue de l'activité de construction immobilière* » et l'augmentation des capacités en énergies renouvelables, puisque la production solaire et éolienne a couvert « *90 % de la croissance de la demande d'électricité* », notamment boostée du côté des ménages par l'achat de systèmes de climatisation. Cette capacité accrue des renouvelables a ainsi fait baisser la part des combustibles fossiles dans la production d'électricité en Chine.

Conjoncturelle ou structurelle, cette baisse du mois de mars, qualifiée de « *tournant* », va-t-elle se poursuivre dans les mois à venir ? C'est le cas pour avril, assure Lauri Myllyvirta. « *Reste à savoir si la contraction du secteur de la construction va continuer. Il s'agit d'un moteur structurel en ce sens qu'il existe depuis plusieurs années, mais on s'attend maintenant à ce que le secteur atteigne son niveau le plus bas, compte tenu du récent plan de sauvetage de l'immobilier. Cela signifierait que les réductions des émissions liées à la production de ciment ne se poursuivraient pas* », développe-t-il.

Des efforts colossaux

« *Mais pour que les émissions diminuent durablement, la réduction doit surtout provenir du secteur de l'électricité* » : plausible, selon lui, si les efforts chinois en ce sens se poursuivent. « *En principe, le secteur de l'électricité est considéré comme le plus facile à décarboner. Cependant, c'est aussi celui qui a enregistré la quasi-totalité de la croissance des émissions de la Chine ces derniers temps, puisque d'autres secteurs abandonnent l'utilisation directe des combustibles fossiles pour se tourner vers l'électrique* », nous expliquait récemment Qi Qin, analyste au CREA. Planifier la transition du secteur électrique, qui représente plus de la moitié des émissions chinoises de CO_2 et dépend encore à plus de 60 % du charbon, est donc primordial.

La Chine fournit des efforts colossaux en faveur des énergies renouvelables. Rien que l'an dernier, elle a installé quelque 210 gigawatts de panneaux solaires, ce qui représente deux fois la capacité totale installée aux États-Unis en plusieurs décennies ! Une étude publiée en février 2024 note qu'elle doit encore multiplier « *par huit ou dix* » sa capacité de production d'énergie solaire et éolienne de 2022 pour respecter sa trajectoire vers la neutralité carbone, que le président Xi Jinping a fixée pour « *avant 2060* ». Et les autorités ont encore beaucoup à faire en termes de stockage et de distribution de cette électricité.

Pour tenir le cap vers la neutralité carbone, Pékin prévoit un pic de ses émissions de gaz à effet de serre avant 2030. « *Bien qu'il soit trop tôt pour dire si elles ont déjà atteint leur maximum, c'est certainement possible* », estime pour sa part Kate Logan, directrice associée pour le climat à l'Asia Society Policy Institute. L'analyse publiée par Carbon Brief est, selon elle, « *prometteuse, parce que le résultat est comparé à des niveaux d'émissions standards, plutôt qu'à ceux, artificiellement bas, dus à la période de restriction du Covid-19. Cela signifie que les changements structurels dans le système énergétique chinois commencent à prendre racine* ». Kate Logan estime que la Chine peut « *maintenir cette tendance* » si elle fournit notamment « *des incitations plus fortes en faveur du stockage avec des batteries, afin de faciliter l'intégration de sources d'énergie intermittentes* ».

Pékin a dévoilé le 29 mai un nouveau plan visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone d'environ 130 millions de tonnes dans des domaines clés en 2024 et 2025, grâce à des gains d'efficacité dans tous les domaines, mais aussi au déploiement des renouvelables, en particulier de l'éolien en mer. L'objectif : que les sources d'énergie non fossiles représentent 39 % de la production totale d'électricité d'ici à 2025, contre 33,9 % en 2020. ■

deuils

Perpignan
(Pyrénées-Orientales).

Olivier et Anne-Lise,
Arnaud et Violaine,
Marc et Corinne,
Stéphane et Alexandra,
Damien et Maguelone
de Besombes Singla,
ses enfants,
ses petits-enfants,
les familles Vaillant, Xardel,
Gorge, Dargent, Perrin,
Suhard, Budin et
de Besombes Singla

ont la douleur
de faire part du décès de

Marie-France
de BESOMBES SINGLA
née Vaillant,

survenu le 1er juin 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en la cathédrale
Saint-Jean-Baptiste,
à Perpignan,
le mercredi 5 juin 2024, à 9 h 30.

Neung-sur-Beuvron
(Loir-et-Cher).

Cyrille et Pauline
Bouhier de L'Ecluse,
Mathilde et Luc Bordes,
Damien et Lise-Marie
Bouhier de L'Ecluse,
ses enfants et beaux-enfants,
Arthur, Grégoire, Théodore,
Paul, Emile, Martin, Timothée,
Maxence,
ses petits-enfants,
Béatrice Bouhier de L'Ecluse,
leur mère, belle-mère
et grand-mère,

ont la tristesse
de faire part du décès de

Régis
BOUHIER de L'ÉCLUSE

survenu le 30 mai 2024,
à l'âge de 70 ans,
à Neung-sur-Beuvron.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 6 juin, à 10 heures,
en l'église
de Neung-sur-Beuvron.

Francis Boutry,
son époux,

Richard Boutry,
Servan et Amélie Boutry,
Pauline Cordon,

ses 14 petits-enfants

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

Marielle BOUTRY
née Simonnet,

le 28 mai 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 7 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Augustin,
Paris (8e),
suivie de l'inhumation
au cimetière du Père-Lachaise.

Paris. Luxembourg. Bali.

Vincent Dreux,
son époux,

Olympe et Stanislas
de Bailliencourt,
Arthur, Hortense et Raphaël,
Octavie et Anas
Benazzouz-Dexant,
Cornelia, Espérance
et Théodora,
Henri et Aigerim Dexant,
ses enfants et petits-enfants,

ses beaux-enfants
et leurs enfants

ont l'immense tristesse
de faire part du décès de

Florence DREUX
née Daffos,

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de 66 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Charles-de-Monceau,
à Paris (17e),
le vendredi 7 juin 2024,
à 9 h 30.

Marcel Ceccaldi,
son compagnon,

Xavier Vigroux,
Ninon Lune Koelle,
Lionel Vigroux,
ses enfants,

Jade, Océanne, Cassandra,
Solène, Zachary, Mathis,
Morgane, N'Djoliane,
ses petits-enfants,

Kiyan, Rayan, Carter,
ses arrière-petits-enfants,

Pierre et Monique Fontanier,
son frère et sa belle-sœur,

François et Marie-France
Ceccaldi,
Marie-Rose Ceccaldi Luciani

font part du rappel à Dieu de

Ninon
FONTANIER-VIGROUX

le 30 mai 2024,
dans sa 83e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 6 juin, à 10 h 30,
en l'église Saint-Clodoald
de Saint-Cloud.

L'inhumation aura lieu
dans l'intimité familiale,
au cimetière
de Rosny-sous-Bois.

La famille tient à remercier
le personnel de l'institut
de neurologie de l'hôpital
de la Pitié-Salpêtrière, à Paris,
les services de soins infirmiers
à domicile et la municipalité
de Rosny-sous-Bois.

Even, Yvonne et Frederik
Fröen,
ses enfants,

Marie, Emil, Christian, Nora,
Camille, Linnea, Carl Fredrik,
Max Julian et Vetle,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

Christiane FRÖEN
née Dumas de Rauly,

le 24 mai 2024,
à Oslo (Norvège).

Les obsèques auront lieu
au cimetière
de Vestre Gravlund, à Oslo,
le vendredi 7 juin 2024.

famille@froen.no

Mme Denis Gard,
née Christine
Riverieulx de Varax,
son épouse,

ses enfants,
ses petits-enfants,

ses frères et sœur,
ses beaux-frères
et belles-sœurs

ont l'immense tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

M. Denis GARD

à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le vendredi 7 juin 2024,
à 14 h 30, en l'église
de Sansac-de-Marmiesse
(Cantal).

Tours (Indre-et-Loire).
Cannes (Alpes-Maritimes).

Claire et Raphaëlle Leduc,
Olivier Chausse,
Natalie Lhers
ainsi que tous
les proches et alliés

ont la douleur de faire part
du rappel à Dieu de

Alyette LUPATELLI de VIREL

le 1er juin 2024,
dans sa 97e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 6 juin, à 10 heures,
en l'église Saint-Exupère,
à Toulouse (Haute-Garonne).
L'inhumation aura lieu
le vendredi 7 juin, à 10 heures,
au cimetière du Grand Jas,
à Cannes.

Sylvie et Luc-Bertil (†) Fievet,
Antoine et Marie-Sophie Niay,
France et Nicolas Bussière,
ses enfants,

Édouard et Agnès Fievet,
Guillaume et Camille Niay,
Agathe Niay,
Alice et Matthieu Mimey,
Alexis Bussière
et Béatrice Puypéroux,
Louis Bussière,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants
ainsi que toute sa famille,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Mme Bernard NIAY
née Monique Bertin,

survenu dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
le jeudi 6 juin 2024, à 15 heures,
en l'église
de Bruyères-et-Montbérault,
suivie de l'inhumation
au cimetière de Samoussy
(Aisne).

Claire et Hervé Gouin,
François et Alix Petit-Jean,
ses enfants,

Pauline Gouin et Oscar Boré,
Marion et Jean-Marie
Caradec,
Louise Gouin,
ses petits-enfants,

Balthazar, Raphaël et Emma,
ses arrière-petits-enfants,

Laurette Lerouge,
Françoise et Jacques Buob,
ses belles-sœurs et beau-frère,
leurs enfants et petits-enfants

ont la profonde tristesse
de faire part
du rappel à Dieu de

Roger PETIT-JEAN
X 52,

le 31 mai 2024,
à l'âge de 92 ans.

Il a rejoint son épouse,
Thérèse Petit-Jean, née Berger,
décédée le 30 mars 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église Saint-Léon,
1, place du Cardinal-Amette,
Paris (15e),
le vendredi 7 juin, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les Mesnuls (Yvelines).

Julien et Jackie Rousselet,
son fils et sa belle-fille,

Charlotte, Nicolas et Léon,
ses petits-enfants,

M. Éric Tollu,
Mme Bénédicte Milward,
son frère et sa sœur,
M. Frank Milward,
son beau-frère,
Mme Xavier Tollu,
sa tante,
les familles Davril et Tollu

ont la douleur
de faire part du décès de

Mme Géraldine TOLLU

survenu le 28 mai 2024.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-Éloi, aux Mesnuls,
le vendredi 7 juin, à 11 heures.

Régine et Pascal Hauet,
Marc Tournier,
Laure Tournier,
ses enfants et son gendre,
ses 9 petits-enfants
et leurs conjoints,
ses 4 arrière-petits-enfants,
Fabien Tournier et sa famille

ont le profond chagrin
de faire part du décès de

Hélène TOURNIER
née Lebas,
veuve de
Jacques Tournier

survenu paisiblement
le 29 mai 2024, à l'âge de 92 ans,
à son domicile parisien,
entourée de l'affection
des siens.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-de-Sales,
6, rue Brémontier, Paris (17e),
le vendredi 7 juin, à 10 h 30.

Tatiana Tseitline,
son épouse,

Vadim et Anna,
ses enfants,
David, Sophie, Zoé,
ses petits-enfants,

Vadim Zeitlin,
son frère,
et sa famille

ont l'immense douleur
de vous faire part du décès de

Vladimir TSEITLINE
enseignant-chercheur à l'ENS
(École normale supérieure),

survenu le mardi 28 mai 2024,
à l'âge de 70 ans.

Un dernier hommage
lui sera rendu
le jeudi 6 juin, à 15 heures,
au cimetière parisien
de Bagneux (Hauts-de-Seine),
où l'on se réunira
à l'entrée principale,
45, avenue Marx-Dormoy.

Mme Olivier Wallaert,
née Chantal Roquette,
son épouse,

Ivan et Olivia Wallaert,
Virginie et Alexandre Tcheng,
Rémi et Maylis Wallaert,
ses enfants,

ses huit petits-enfants,

ses frères et sœurs,
ses beaux-frères
et belles-sœurs

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

Olivier WALLAERT

survenu le 1er juin 2024,
à l'âge de 78 ans.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le jeudi 6 juin,
à 14 h 30, en la cathédrale
Notre-Dame de Senlis.

L'inhumation se tiendra
au cimetière d'Intraville
(Seine-Maritime)
ultérieurement.

condoléances

M. Alain Juillet,
M. Stéphane Volant,
présidents d'honneur,
M. Cédric Lewandowski,
président,
les membres
du conseil d'administration,
les adhérents
et l'équipe permanente du
Club des directeurs
de sécurité des entreprises

s'associent à la douleur
de la famille et des amis
et présentent
leurs condoléances attristées
à la suite du décès de

M. Jean-Paul BONNET
président de la commission
cybersécurité et protection
de l'information
et administrateur
du CDSE.

161, boulevard Haussmann,
75008 Paris.

remerciements

Garos (Pyrénées-Atlantiques).

Le général
de corps d'armée (2S)
Jacques Leclerc,
officier de la Légion d'honneur,
son époux,

Isabelle et Dominique
Laborde,
Marie-Christine et Jean Pascal
Bouziat,
Anne et Pascal Gastineau,
ses enfants,

et toute sa famille,

très touchés des marques
de sympathie qui leur ont
été témoignées lors du décès de

Mme Jacques LECLERC
née Anne Marie Croharé,

le 22 mai 2024,

vous prient de trouver ici
leurs sincères remerciements.

Les mystères de l'autre manuscrit de « L'Étranger » de Camus



PAR **Mohammed Aïssaoui**

Ce document exceptionnel aurait été écrit en 1944 par l'écrivain lui-même, deux années après la publication de son roman ! Était-ce une farce ou parce qu'il avait besoin d'argent ? Ce texte n'a été visible que deux fois, en 1958 et en 1991. Il sera vendu aux enchères mercredi. Mise à prix : près de 800 000 euros...

C'est un trait de caractère peu connu du grand Albert Camus : un côté espiègle et irrévérencieux. Peut-être que l'une de ses farces vaut aujourd'hui au moins 800 000 euros... L'histoire est incroyable, elle en dit autant sur les années 1940 que sur l'écrivain, Prix Nobel de littérature en 1957 (il avait 42 ans !). Le mercredi 5 juin, un des deux seuls manuscrits connus de *L'Étranger*, le seul à la disposition des collectionneurs, sera mis en vente aux enchères à l'Espace Tajan, rue des Mathurins, à Paris, à 14 heures. On peut le dire : ce sera un moment important dans l'histoire des lettres et un événement pour les grands bibliophiles. Mise à prix de ce document : entre 500 000 et 800 000 euros. Certains connaisseurs évoquent déjà une probable surenchère. Cela en dit long sur la postérité de Camus et l'icône qu'il est devenu aujourd'hui.

Le manuscrit en question présente une singularité, pour ne pas dire plus : il a été écrit par Camus en 1944, soit deux années après la publication en librairie de... *L'Étranger*, le 15 juin 1942 ! Quelques spécialistes de l'illustre écrivain connaissent l'histoire. Décédé en novembre 2017 à l'âge de 98 ans, Roger Grenier, ami de Camus qui avait travaillé avec lui à *Combat*, aimait bien raconter nombre d'anecdotes savoureuses, dont celle de ce manuscrit de *L'Étranger*, totalement « réécrit » de la main de son propre auteur pour le vendre à des bibliophiles. Et soigneusement antidaté *« Avril 1940 »*. On croyait que c'était une légende, et voici que le document est mis aux enchères, sous la houlette d'Alexia Taiclet, commissaire-priseur, directeur du département livres et manuscrits chez Tajan.

Alice Kaplan, professeur à l'université Yale, est l'auteur du récit *En quête de L'Étranger* (Gallimard) dans lequel elle raconte et analyse la vie du célèbre roman, avant, pendant et après sa parution. Elle aussi avait eu vent de ce manuscrit postdaté. *« C'est vrai que Roger Grenier aimait beaucoup évoquer ce "vrai faux" fait avec la complicité de Josette Clotis (et il m'a parlé d'une histoire entre eux, mais sans aucune preuve). Pour Roger, l'exercice a dû correspondre à un trait de caractère qu'il aimait bien chez Camus, son irrévérence à l'égard du milieu littéraire, et encore, j'imagine, envers le milieu bibliophile, détestant le succès mondain et en même temps si fier »*, explique-t-elle. Et d'ajouter : *« J'aime beaucoup le puzzle philosophique que ce document abrite, puzzle autour de l'idée de l'originalité et de la main de l'auteur. Si Camus copie son propre texte de sa propre main, est-ce un faux ? »* Alice Kaplan dit qu'elle ne peut pas se prononcer sur l'authenticité de cet étrange manuscrit, car elle ne l'a pas vu de ses yeux. *« Je connais bien le manuscrit du* Mythe de Sisyphe, *à Yale, et des brides de celui de* L'Étranger. *J'imagine que ce serait facile de savoir si c'est de sa main. »*

Présidente de la Société des études camusiennes, maîtresse de conférences en littérature française à l'Université catholique de l'Ouest, Anne Prouteau est allée consulter le manuscrit chez Tajan. *« C'est émouvant de pouvoir voir et de toucher un manuscrit autographe de Camus. Quand on est familier de ses textes, on reconnaît tout de suite son écriture. On voit assez vite que c'est un texte de recomposition. Je crois que l'écrivain s'est amusé. On décèle là sa dimension espiègle et son humour. Mais il s'est bien appliqué ! »* Selon elle, la datation d'avril 1940 montre que c'est sans doute un document écrit postérieurement, durant l'année 1944. *« Les variantes sont infimes et ne bouleversent pas notre connaissance de* L'Étranger, *l'autre manuscrit, déposé à la bibliothèque Méjanes (Aix-en-Provence), est daté de mai 1940, puis février 1941 : ce document montre la véritable genèse du fameux roman. »*

Le Figaro a eu accès à ce document avant qu'il ne soit exposé aux éventuels acquéreurs. Un premier élément frappe ceux qui connaissent l'écriture particulière de Camus : c'est la sienne – ou, alors, on a affaire à un faussaire de génie. Le manuscrit est relativement « propre » pour un travail qui serait censé être effectué avant la version définitive ; ce qui n'est par exemple pas le cas dans le manuscrit de *La Peste* dont on peut voir le fac-similé publié par les Éditions des Saint Pères.

La mission de Ségolène Beauchamp, experte en livres anciens et modernes, manuscrits et autographes, membre de la Compagnie nationale des experts, consiste à s'engager sur l'authenticité du manuscrit en vente. Elle a mené un minutieux travail d'enquêtrice et a retracé l'histoire du document, quand cela a été possible – elle effectue cette démarche pour chaque document vendu, les enjeux pour le propriétaire et l'acquéreur sont trop importants ; de même que la réputation de l'étude Tajan. Entre ce que l'expert a découvert, les spécialistes de Camus que nous avons interrogés, ainsi que les informations de Catherine Camus, la fille d'Albert, nous avons pu reconstituer cette histoire hors norme du manuscrit de *L'Étranger*.

Tout aurait commencé par *« une après-midi insolite à Neuilly, en juillet 1944 »*, raconte Catherine Camus à Alice Kaplan, qui l'avait rencontrée en 2014 pour la publication d'*En quête de L'Étranger*. Était-ce par jeu ou pour se faire un peu d'argent ? Toujours est-il que Camus entreprend d'écrire, ou plutôt de réécrire, le manuscrit de *L'Étranger* deux années après sa publication en librairie ! Pour aller au plus vite, Josette Clotis, compagne d'André Malraux, dont elle aura deux fils, et grande amie de Camus, lui dicte le texte (Comme Albert, Josette et ses deux fils connaîtront une fin tragique : la mère meurt dans un accident de chemin de fer, fin 1944 ; et les deux enfants dans un accident de voiture en mai 1961, un peu plus d'une année après l'accident de voiture de Camus...). Francine Faure, la femme d'Albert Camus, avait confirmé ces faits. Elle s'était confiée au spécialiste André Abbou, qui avait collaboré à la réalisation de la « Pléiade », et aurait avancé les raisons pour lesquelles Camus aurait « réécrit » ce manuscrit : il avait simplement besoin d'argent à cette époque.

Catherine Camus ajoute un autre élément, inconnu jusqu'à aujourd'hui, Robert Gallimard lui a également certifié la véracité de cette histoire du « vrai faux ». Rappelons que Robert Gallimard

> **« En 1944, les ressources d'Albert Camus sont minces ; il vit grâce à une avance de Gallimard perçue sur ses droits d'auteur (2 500 francs mensuels), et, depuis novembre 1943, il est embauché comme lecteur chez Gallimard (4 000 francs mensuels) »**
>
> **Ségolène Beauchamp** Experte en manuscrits



RENÉ SAINT PAUL/BRIDGEMAN IMAGES

De gauche à droite : **Albert Camus, journaliste et rédacteur en chef du journal *Combat* avec Jacques Baumel et André Malraux, le 21 septembre 1944, dans les locaux du journal.**

André Malraux : « Ce sera un écrivain

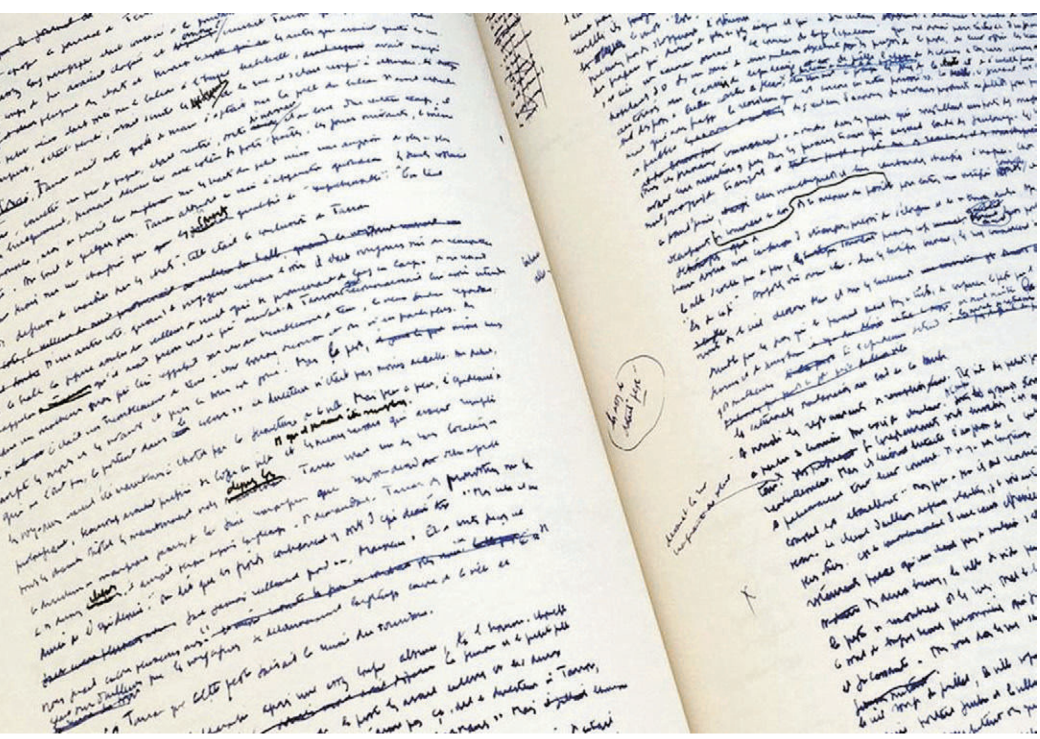
Jean Paulhan a longtemps fait la pluie et le beau temps chez Gallimard, il a été patron de l'influente *NRF* de 1920 jusqu'à sa mort, en 1968, même si durant les années d'Occupation, c'était Drieu la Rochelle qui assurait une sorte de transition – Paulhan restant dans les coulisses. Il en a vu des grands écrivains, et même de très grands. En 1941, il reçoit un manuscrit envoyé d'Oran, expédié par un jeune pied-noir qui a publié deux recueils de nouvelles chez un petit éditeur algérois, Edmond Charlot. Le manuscrit titré *L'Étranger* est passé par Cannes (siège de Gallimard, à l'époque), Aix-en-Provence, Cap-d'Ail avant d'arriver à Paris. Quand Jean Paulhan lit le manuscrit, il est littéralement impressionné. Il rédige pour Gaston Gallimard une fiche de lecture très favorable et soutient la publication du roman au comité de lecture du 12 novembre 1941.

Juste une semaine avant le comité de lecture, André Malraux, qui a lu le texte, attire lui aussi l'attention de Gaston Gallimard. L'étonnant est que Camus, qui a alors 28 ans, ne pense pas seulement à publier son premier roman, mais envisage déjà une œuvre complète avec trois cycles – *L'Absurde*, *La Révolte*, *L'Amour* – et pour chacun des cycles, la publication simultanée d'un roman, d'un essai et d'une pièce de théâtre ! Avec *L'Étranger*, il veut faire paraître *Le Mythe de Sisyphe* et *Caligula*. L'étonnant est que Gallimard répond positivement aux desiderata du jeune inconnu.

Pour appuyer Camus, Malraux écrit ces mots à Gallimard : *« Avez-vous lu les manuscrits de Camus ? Attention : ce sera un écrivain* important, *à mon avis. »* L'auteur de *La Condition humaine* souligne le mot « important ». En plus de Malraux et de Paulhan, la « candidature » de Camus était soutenue par de belles plumes : Raymond Queneau, Pascal Pia, et Jean Grenier, également auteur de la *NRF* et ancien professeur de philosophie de Camus à Alger.

On apprend ces informations dans le remarquable livret d'Alban Cerisier, secrétaire général chez Gallimard, chargé du patrimoine, du numérique et des relations avec les institutions. À l'occasion du centenaire de la naissance de Camus, en 2013, il avait signé ce fascicule d'une quarantaine de pages truffées d'anecdotes rares *Brève histoire illustrée de la publication de* L'Étranger, réédité


Albert Camus, le 17 octobre 1957, à Paris. STF/AFP


L'écriture d'Albert Camus est reconnaissable entre toutes, comme ci-dessus dans le manuscrit de *La Peste*, premier état, écrit entre août 1942-septembre 1943 *(fac-similé publié par les Éditions des Saints Pères)*. ÉDITIONS DES SAINTS PÈRES

était le neveu du fondateur de la maison d'édition, Gaston, et oncle d'Antoine, aujourd'hui le PDG du groupe Madrigall. Membre du comité de lecture, responsable de la « Bibliothèque de la Pléiade », Robert était surtout une personnalité discrète, mais très influente, de la prestigieuse maison d'édition, grand ami et confident de Camus, de Sartre et de Gary. Il est mort en 2013, à l'âge de 87 ans. *« Non seulement le document est de sa main, mais Camus lui donne l'apparence d'un premier jet. Cela l'amusait beaucoup »*, raconte Catherine Camus. Et d'ajouter cet élément inimaginable chez une telle figure de la littérature : *« Robert Gallimard m'a dit que Camus aurait piétiné le manuscrit sur le parquet pour lui donner un air vieilli ! »*

Alice Kaplan ne raconte pas autre chose. Il faut absolument lire son *En quête de L'Étranger*. Elle dit ceci : *« Au cours de ce juillet tragique, Camus passe l'après-midi à Neuilly avec Josette Clotis, la compagne de Malraux. Apprenant que son roman gagne en valeur chez les bibliophiles, il décide d'en profiter. Clotis se lance dans une lecture intégrale de* L'Étranger*, dont chaque phrase est si familière pour Camus. Voilà un peu plus de quatre ans, il notait dans son hôtel de Montmartre que ce roman était comme gravé en lui. À mesure que Clotis lit, Camus écrit et compose un faux manuscrit original. »* Elle indique que Camus biffe une phrase ici ou là et, pour éveiller l'intérêt des collectionneurs, insère des variantes par rapport à la version publiée. Il dessine dans la marge un soleil, une guillotine et un cercueil sur son chevalet… Bref, visiblement, il joue le jeu avec un plaisir non dissimulé. Ce travail de faussaire les enchante et les fait rire. *« Il est comme un sursis en pleine guerre »*, dit Alice Kaplan, qui brosse un pan du portrait de Camus peu connu : *« Cette scène de contrefaçon illustre à merveille l'homme qu'est Camus à trente ans : irrévérent à l'égard du milieu littéraire qui a fait de lui sa nouvelle étoile, il dédaigne les critiques qui n'ont pas l'amour de la littérature. »*

L'experte Ségolène Beauchamp n'est pas loin d'avoir effectué le même travail d'enquête qu'Alice Kaplan. Elle rappelle la situation : *« En 1944, les ressources d'Albert Camus sont minces ; il vit grâce à une avance de Gallimard perçue sur ses droits d'auteur (2500 francs mensuels), et, depuis novembre 1943, il est embauché comme lecteur chez Gallimard (4 000 francs mensuels). Ce manuscrit, en tant qu'acte de reconstitution à l'attention des bibliophiles, est une exception dans l'œuvre de Camus – la situation financière de Camus se stabilisant par la suite, avant de s'améliorer pleinement après l'obtention du prix Nobel de littérature en 1957. »* Alice Kaplan indique que, heureux de sa réussite, le romancier, essayiste et dramaturge restera toujours indépendant et agacé par la célébrité. *« De plus, en ces temps de marché noir et de faux papiers, alors que sa vie même est menacée, la fabrication d'un faux manuscrit lui apparaît sans doute comme un moyen bien innocent d'étoffer ses revenus »*, affirme-t-elle. On songe à cette lettre de Camus expédiée à son professeur de philosophie devenu son ami, Jean Grenier (sans lien de parenté avec Roger), qui évoque les contradictions de ces années de lutte et d'occupation : *« L'histoire est bouleversée mais la petite vie continue »*, lui écrit-il. C'est formidable d'entendre ces paroles, car nous avons souvent le sentiment que les grands de ce monde ne sont pas concernés par les « petites » choses de la vie quotidienne.

Réécrire à la main son roman, était-ce une pratique courante ? Nous avons posé la question à Jean-Yves Mollier, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-Saclay-Versailles-Saint-Quentin, grand spécialiste de l'histoire de l'édition et du livre, il explique le contexte : *« La France occupée des années 1940-1944 a vu décoller le marché de l'art et, à côté, celui des autographes. Les officiers allemands disposaient d'énormes sommes versées par la France (l'indemnité journalière d'occupation) et les prix pouvaient atteindre des records. Les Éditions Gallimard ont beaucoup gagné en vendant sous le manteau les exemplaires théoriquement interdits d'*Autant en emporte le vent*, par exemple. Le jeune commis de librairie Jean-Jacques Pauvert augmente considérablement son salaire à la même époque en participant à ces ventes sous le manteau et à d'autres ventes d'autographes ou d'éditions rares, comme il le raconte dans ses* Mémoires*. »* Jean-Yves Mollier cite nombre d'écrivains, dont les motivations se situaient entre pastiches et besoin d'argent. Pour l'historien de l'édition, il est donc plausible et vraisemblable que Camus ait revu le manuscrit de *L'Étranger « pour le transformer en objet bibliophilique rare, susceptible d'être vendu très cher »*. Et de préciser que cela rapproche l'auteur de *La Peste* de Louis Aragon écrivant et vendant des manuscrits érotiques (*Le Con d'Irène*) pour son mécène, Jacques Doucet, et de bien d'autres écrivains tentés par cette forme étonnante de commerce où il leur arrive de se plagier eux-mêmes…

Tout expert d'une vente aux enchères doit garantir la « traçabilité » du document. Pour ce manuscrit de recomposition, l'affaire n'était pas si simple. *« Son histoire et sa datation précise sont mystérieuses, tout autant que le cheminement de cet étrange roman »*, souligne Ségolène Beauchamp, qui rappelle le parcours incertain et les apparitions exceptionnelles du document : *« Ce volume ne fut visible que deux fois en ventes publiques, en 1958 et en 1991, à trente-trois ans d'écart. »* Dans les deux catalogues, il était daté d'avril 1940 et présenté de la même manière. La première fois, c'était le grand collectionneur bibliophile Gérard de Berny (la famille possédait également un manuscrit de *L'Homme révolté* qui se trouve aujourd'hui à la bibliothèque de l'université Harvard). Le deuxième appartenait à Jacques Millot, professeur de médecine et également grand collectionneur (il détenait aussi le manuscrit du *Mythe de Sisyphe*, qui se trouve à l'université Yale). Visiblement, les Américains aiment les manuscrits de nos écrivains français. Ainsi, certaines nouvelles de Maupassant et ses romans *Bel-Ami* et *Fort comme la mort* se trouveraient dans des bibliothèques outre-Atlantique…

Depuis 1991, le texte réécrit par Camus lui-même se trouve dans une « collection particulière », euphémisme pour dire qu'on ne sait pas qui le détient et qu'il n'est donc pas consultable… N'oublions pas que l'on est dans le domaine des affaires privées, même si les institutions publiques, la BnF et le ministère de la Culture, peuvent agir : le ministère accorde un « passeport » à l'œuvre qui donne à une personne à l'étranger la possibilité de l'acheter ; la BnF peut préempter le manuscrit, mais doit attendre la fin des enchères pour l'acquérir – on verra ce qui se passera. En tout cas, le propriétaire du manuscrit en vente souhaite rester dans l'ombre.

Pour les éventuels acquéreurs qui pourront enchérir le mercredi 5 juin, Ségolène Beauchamp a établi la description : le document est l'un des deux seuls manuscrits autographes connus de *L'Étranger*, précise-t-elle. Il est constitué de 104 feuillets, tous entièrement manuscrits d'une écriture serrée, avec une plume noire épaisse, couverts de ratures, d'ajouts entre les lignes et dans les marges, le tout parsemé de flèches et de renvois. *« Le texte, ainsi accompagné de lignes droites ou courbes, semble danser sur les feuillets »*, écrit-elle joliment. Des détails techniques (la couverture, le papier de belle facture…) suivent la description (1).

Aux Éditions Gallimard, la maison de Camus, on a bien sûr entendu parler de cet étrange document. *« Je ne peux que vous confirmer ce qui a déjà été dit par beaucoup, à savoir que l'"élaboration" de ce manuscrit aurait été menée autour de 1944, sous la dictée de Josette Clotis »*, indique Alban Cerisier, secrétaire général en charge du patrimoine, du numérique et des relations avec les institutions chez Gallimard. Auteur de *Gallimard. Un éditeur à l'œuvre* et d'*Une histoire de la NRF*, il rappelle, de plus, que le cas a été évoqué dans des échanges de lettres entre Camus et Malraux – *Correspondance 1941-1959*, édition établie par Sophie Doucet – ; le manuscrit recomposé aurait été destiné à *« un riche collectionneur américain »*.

> **« On connaît des poèmes, notamment surréalistes, recopiés par leur auteur, mais dans des buts divers. Mais il n'y a pas là de quoi généraliser. Quand un auteur recopie son manuscrit, c'est d'abord parce qu'il veut en préparer la mise au net ; c'est une phase de travail »**
>
> **Alban Cerisier** Éditeur

Alban Cerisier a écrit un livret bien informé et documenté (aujourd'hui épuisé), qui raconte la genèse du plus célèbre roman de Camus, *Brève histoire illustrée de la publication de* L'Étranger *(lire l'article ci-contre)*. Il ne pense pas que le recopiage de son manuscrit à des fins mercantiles ait été si courant. *« On connaît des poèmes, notamment surréalistes, recopiés par leur auteur, mais dans des buts divers. Mais il n'y a pas là de quoi généraliser. Quand un auteur recopie son manuscrit, c'est d'abord parce qu'il veut en préparer la mise au net ; c'est une phase de travail. En revanche, la vente de manuscrit par les auteurs eux-mêmes est bien attestée, à l'exemple de Jean Giono, qui vendit de son vivant les manuscrits de plusieurs de ses romans, comme* Le Chant du monde *ou* Que ma joie demeure*, via Roland Saucier. »* Ce dernier, directeur de la librairie Gallimard du boulevard Raspail, de1921 à 1964, était un personnage central à l'époque et fin connaisseur de bibliophilie.

Ce manuscrit de *L'Étranger* qui sera mis en vente est décidément bien singulier : *« De manière inattendue, Camus compose dans les marges treize croquis, qui ont parfois l'allure de plaisanteries cachées, placées en face des passages correspondants »*, indique Ségolène Beauchamp. On voit des personnages caricaturés, des soleils, des guillotines… Des croquis dans un manuscrit ? Le Prix Nobel de littérature 1957 ne l'a jamais fait pour ses autres textes. Au bas de la première page, on peut lire quatre sous-titres – *« La Pudeur »*, *« Un Homme libre »*, *« Un Homme heureux »*, *« Un homme comme les autres »*, comme si l'écrivain montrait par ces mentions qu'il avait hésité entre plusieurs titres. De même que, dans la deuxième partie, il note une sorte de plan avec ces indications : *« Interrogatoire »*, *« Visite annoncée »*, *« Procès I »* et *« Procès II »*, *« Aumônier »* et *« Mort de Dieu »*. Pour Anne Prouteau, Camus n'avait jamais hésité sur le titre, il l'avait en tête très tôt. Ces ajouts relèvent sans doute du jeu, et, en passant, il donnait quelques clés.

Le destin de ce premier roman d'Albert Camus, paru il y a quatre-vingt-deux ans, presque jour pour jour, est extraordinaire. Ce manuscrit recomposé par l'auteur lui-même deux années après sa publication en librairie ne fait qu'ajouter au mystère d'une œuvre majeure. ■

(1) Pour des informations plus approfondies, voir le site tajan.com, à la rubrique « Ventes à venir ».

important, à mon avis »

par « Folio » (malheureusement, il est épuisé). Dans ce livret est reproduite en fac-similé la fiche de lecture de Paulhan rédigée pour le comité. On y lit ceci après un résumé de *L'Étranger* : *« Qu'un roman dont le sujet est à peu près : "M.* (c'est-à-dire Meursault, NDLR) *est exécuté pour être allé au cinéma le lendemain de la mort de sa mère" soit vraisemblable, et, ce serait peu passionnant, cela suffit. C'est un roman de grande classe qui commence comme Sartre et finit comme Ponson du Terrail. À prendre sans hésiter… »* Paulhan souligne d'un trait net « passionnant ».

« Un fait social »

On retrouve également un extrait de la lettre du même Paulhan qui, le 2 février 1942, écrit à Camus et dit toute son admiration dans des termes rares : *« J'aurais dû vous écrire, il y a longtemps déjà, combien j'aimais* L'Étranger*. (Mais je n'avais pas votre adresse.) Puis Gaston Gallimard, à qui je l'ai remis, ne l'a pas moins aimé que moi. Je pense qu'il va bientôt paraître. Il me paraît très grand. Qu'il m'ait fait songer ici à Kafka, et là à Eugène Sue, ce n'est pas le signe d'autre chose, de tout ce qu'il réunit, de la plus étrange unité. Je vous suis reconnaissant aussi de* Caligula *et de* L'Absurde (il s'agit du *Mythe de Sisyphe*). *À vous, avec toute la sympathie de JP. »*

Le roman sortira le 15 juin 1942, ce qui est déjà un miracle, entre le manque de papier et la censure. Tiré à 4 400 exemplaires, il sera réimprimé plusieurs fois, fin 1942 et mi-1943. *« Lu par tout le monde dans les temps qui ont suivi la Libération, ce petit roman* (160 pages) *a donné tout de suite à Albert Camus la gloire : on s'y est attaché comme à l'une de ces œuvres parfaites et significatives qui surgissent à certaines charnières de l'histoire pour signaler une rupture et résumer une sensibilité nouvelle »*, affirme Alban Cerisier, qui ajoute que tout le monde a été *« conquis, amoureux presque. La parution de* L'Étranger *a été un fait social. »*

Quatre-vingt-deux ans après sa publication, le roman est le troisième ouvrage francophone le plus lu dans le monde, et, avec plus de 9 millions d'exemplaires (uniquement chez « Folio »), il est la deuxième meilleure vente, juste derrière *Le Petit Prince*. Durant un temps snobé par l'université, il a fait l'objet de plus de 2 000 thèses de doctorat. Pas mal de la part d'un *« philosophe pour classes terminales »*… ■ **M. A.**

Giovanni Orsina : « Le national-conservatisme de Meloni, un modèle pour les droites européennes ? »

SÉRIE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES D'AILLEURS (2/5)

Alors que les citoyens des vingt-sept pays membres de l'Union européenne sont appelés aux urnes entre le 6 et le 9 juin, *Le Figaro* ouvre ses colonnes à des intellectuels hors de nos frontières. Philosophes, historiens, politologues et journalistes livrent leur vision des grands enjeux qui attendent le Vieux Continent pour les années à venir. Giovanni Orsina, professeur à l'université Luiss de Rome et spécialiste de l'histoire politique italienne, analyse les recompositions des droites européennes qui pourraient apparaître à la faveur des prochaines élections.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. – Si l'on en croit les sondages, ces élections européennes pourraient être marquées par une vague dite populiste inédite. Assistons-nous à un tournant politique ?

GIOVANNI ORSINA. – Non, je dirais non. Il est vrai que les groupes dits populistes de droite se renforcent et que certains des groupes traditionnels, en particulier les Verts et les libéraux, s'affaiblissent. Mais cela ne devrait pas transformer radicalement l'équilibre politique européen, qui devrait rester centré sur les socialistes, les libéraux et le Parti populaire. Bien que, bien sûr, cet équilibre soit voué à se déplacer vers la droite. Le fait est que ces prétendues forces populistes sont le résultat d'un processus historique profond, et non d'une ondulation de l'histoire. Ils sont le fruit d'une rébellion contre un ordre libéral radical qui a commencé à prendre forme dans les années 1970 et a atteint son apogée dans les années 1990, pour entrer en crise dans la première décennie du XXIe siècle. Cet ordre libéral radical était centré sur le marché, comme on le dit toujours, mais aussi sur le droit et une nouvelle morale, et c'était un ordre tendanciellement dépolitisé. Ce que nous appelons populisme exprime la révolte politique contre cet ordre et son échec.

Pourquoi trouvez-vous le terme populisme inapproprié ?

Plus qu'inapproprié, je trouve cela d'une utilité douteuse. Parce que l'usage courant qui en est fait a été chargé d'un sens évaluatif (les populistes sont mauvais, les non-populistes bons), et parce que même dans les sciences sociales il est très controversé, il y en a au moins trois lectures principales, assez différentes les unes des autres. Mais surtout parce qu'il me semble que la science politique s'est trop concentrée sur la façon de définir et de classer ces phénomènes et a plutôt négligé leur origine. À mon avis, comme je viens de le mentionner, la rébellion politique des quinze dernières années doit être lue en adoptant une approche historico-généalogique : non seulement elle est née de la réaction à l'ordre libéral radical qui existait auparavant, mais elle s'est modelée sur cet ordre, l'a imité en le renversant. Là où cet ordre est basé sur une morale universaliste, la protestation est basée sur des moralités contextuelles ; là ou cet ordre est basé sur le gouvernement des règles abstraites, la protestation exige que des personnes concrètes gouvernent ; là où cet ordre veut marginaliser la politique, la protestation tente de la ramener au centre ; là où cet ordre est basé sur la certitude du progrès, la protestation estime que l'avenir est imprévisible et dangereux et doit être affronté politiquement par des leaders créatifs. Que ces phénomènes puissent être qualifiés de populistes, et dans quelle mesure, m'intéresse peu : mon objectif analytique est de nature historique et non théorique.

Comment est-ce que vous pourriez qualifier le melonisme ? S'agit-il d'un post-fascisme, d'un populisme, d'un nationalisme ? S'inscrit-elle au moins en partie dans l'héritage de Silvio Berlusconi ?

Giorgia Meloni est une nationale-conservatrice. Le national-conservatisme est l'une des formes possibles que peut prendre la réaction au régime libéral radical – non pas la seule, mais l'une des plus fréquentes. Face à la crise d'un ordre fondé sur la centralité de l'autodétermination individuelle garantie par des systèmes abstraits tels que le marché, les droits de l'homme et une morale universaliste, il était évident qu'il y aurait une redécouverte de la nation comme lieu de politique concrète, locale et contextuelle. Que cette solution soit plausible ou souhaitable, bien sûr, est une tout autre question. Meloni a des origines lointaines dans le Mouvement social italien, qui avait de solides composantes néofascistes en son sein, aux côtés d'autres plus traditionnellement conservatrices ; mais le Mouvement s'est transformé en Alliance nationale il y a trente ans, a gouverné en alliance avec Berlusconi, puis s'est dissous dans le Peuple de la liberté et a rejoint le Parti populaire européen. Aujourd'hui, continuer à reprocher à Meloni ses origines n'a aucun sens. Ou plutôt : cela a un sens politique, ses adversaires le font pour la délégitimer. L'héritage du néofascisme est aujourd'hui marginal : le monde de Meloni est beaucoup plus unifié par une appartenance anthropologique, l'histoire commune d'un groupe de personnes qui ont grandi ensemble, que par une idéologie politique forte. Meloni a recueilli des millions de voix qui étaient celles de Berlusconi, et elle a certainement beaucoup appris de lui : avant tout, que le leader de la droite italienne ne doit pas avoir d'exigences pédagogiques envers son électorat, mais l'accepter tel qu'il est et se plier à lui. À commencer par la politique fiscale : les impôts ne s'augmentent jamais ! Cela dit, Berlusconi était à sa manière un enfant de l'ordre libéral radical : optimiste, ouvert sur le monde, confiant dans le marché et le progrès. Cela le rend très différent de Meloni – comme, par exemple, de Trump, avec lequel il est souvent comparé.

> **« Je crois que la révolte contre l'ordre libéral radical est structurelle et que le cadre politique est destiné à changer profondément. Cette nouvelle droite ne disparaîtra donc pas si facilement »**

Que pensez-vous du concept de techno-nationalisme ? Giorgia Meloni a-t-elle trouvé la synthèse que beaucoup de populistes cherchaient sans la trouver ?

Je pense qu'il capture une partie de la vérité, même si, encore une fois, je suis relativement peu intéressé par les étiquettes. Meloni est une nationale-conservatrice et se soucie beaucoup de ses valeurs et de ses idées politiques. Mais c'est aussi une personne responsable et réaliste – une de ses caractéristiques qu'une grande partie de la presse internationale, obsédée par le fascisme, a ignorée, construisant d'abord l'image d'un monstre, puis réagissant avec surprise lorsque ce monstre, à l'épreuve des faits, a montré qu'il n'est pas si monstrueux. Dès qu'il arrive au gouvernement de son pays, un réaliste national-conservateur tente de défendre l'intérêt national dans le cadre politique auquel il est confronté. Doit-il travailler avec la technocratie ? Il y travaille. Doit-il respecter des contraintes légales et économiques ? Il les respecte. Doit-il engager un dialogue constructif avec ses partenaires européens et avec la Commission ? Il l'engage. Cela ne signifie pas qu'il a renoncé à ses valeurs nationales-conservatrices, cela signifie qu'il les défend autant que possible dans le contexte politique auquel il est confronté. Ceci, bien sûr, peut conduire à l'ambiguïté, mais personne n'est jamais mort de l'ambiguïté en politique. De plus, depuis l'arrivée au pouvoir de Meloni, elle a changé, mais l'Europe a aussi beaucoup changé. L'ambiguïté n'est pas d'un seul côté.

À terme, le camp nationaliste peut-il définitivement remplacer la droite classique ?

Je crois que la révolte contre l'ordre libéral radical est structurelle et que le cadre politique est destiné à changer profondément. Cette nouvelle droite ne disparaîtra donc pas si facilement. Cela dit, il est difficile de dire dans quelle mesure il remplacera la droite classique, car cela dépend aussi beaucoup des circonstances nationales. Dans des pays comme l'Allemagne ou l'Espagne, les forces du centre droit traditionnel résistent bien. En Italie, nous avons Meloni, mais aussi parce que nous avons eu l'anomalie de Berlusconi, qui à son tour était le résultat de l'anomalie de la fin des démocrates-chrétiens. Bien sûr, si la nouvelle droite se développe parce qu'elle répond aux besoins réels de l'électorat, le centre droit traditionnel ne pourra résister que s'il est capable de prendre en compte ces besoins. Cependant, la politique est appelée à changer.

Viktor Orban a récemment déclaré que l'avenir de la droite en Europe repose entre les mains de deux femmes, Giorgia Meloni et Marine Le Pen, et sur leur capacité à coopérer. Croyez-vous à la création d'un groupe nationaliste en Europe ?

Non. Ou du moins, pas maintenant. Meloni a fait beaucoup pour être admise à participer aux négociations européennes, et en tant que première ministre italienne, elle ne peut pas se permettre d'être exclue. Dans le nouveau Parlement, elle devra négocier la nouvelle Commission, et c'est sa priorité. On ne voit pas pourquoi elle mettrait en péril les négociations pour construire un groupe de droite unique qui serait ostracisé par les autres groupes, et dans lequel, de plus, son leadership serait contesté par Marine Le Pen. Meloni veut se placer dans une position politique stratégique, en exploitant l'ambiguïté que nous avons mentionnée plus tôt : elle veut dialoguer avec le Parti populaire et, par le biais du PPE, avec l'establishment européen ; mais en même temps être la seule capable de parler à la droite aussi. Elle est convaincue que la droite est destinée à devenir de plus en plus importante, d'autant plus si Trump gagne en Amérique. Elle voit qu'il faut négocier avec Orban dans tous les cas ; et elle veut être celle qui « gère le trafic » du côté droit du système politique européen. Pour ce faire, cependant, elle ne peut pas former un seul groupe avec Le Pen : elle doit rester dans une zone de passage.

> **« Giorgia Meloni et Marine Le Pen savent que le moment viendra peut-être où elles devront travailler ensemble, et elles sont donc très attentives à garder les canaux de dialogue ouverts »**

Quelles sont les relations entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni ? Plus largement entre l'Italie et la France ?

Ce sont deux femmes politiquement habiles : elles savent que le moment viendra peut-être où elles devront travailler ensemble, et elles sont donc très attentives à garder les canaux de dialogue ouverts et, de temps en temps, à s'envoyer des signaux d'attention ; mais elles sont aussi divisées par des différences importantes ; aujourd'hui, elles sont dans des positions politiques différentes – l'une gouverne, l'autre est dans l'opposition – et elles sont en concurrence l'une avec l'autre. C'est un jeu d'échecs fascinant, dont l'issue dépendra de nombreuses variables imprévisibles aujourd'hui et qui, à mon avis, durera probablement jusqu'aux élections présidentielles françaises de 2027. L'Italie et la France sont désormais gouvernées par deux dirigeants qui ont des idées différentes sur l'avenir de l'Europe, et il sera intéressant de voir comment Meloni et Macron négocieront après les élections : cela aussi est très difficile à prévoir car les acteurs sont si nombreux et les variables sont imprévisibles. Mais l'Italie et la France ont aussi de nombreux intérêts communs : quelle que soit la tournure politique, le dialogue entre les deux pays doit se poursuivre, voire se resserrer. ■

FC 24

DESSIN CLAIREFOND

Israël a perdu la guerre de l'information



CHRONIQUE
Renaud Girard

Dans les conflits contemporains, qu'ils soient asymétriques ou non, la guerre de l'information a pris une importance considérable. À cause de la généralisation des smartphones dotés de caméras, dont les images se retrouvent instantanément sur les réseaux sociaux, les grandes batailles modernes ne se font plus à huis clos. La nouvelle des atrocités commises par l'armée impériale japonaise lors du « viol de Nankin » de décembre 1937 a mis des semaines à parvenir aux oreilles des Occidentaux. Aujourd'hui ces assassinats de civils seraient connus et susciteraient le jour même une émotion internationale.

Le conflit le plus emblématique du début du rôle crucial de l'information est bien sûr la guerre des États-Unis au Vietnam (1964-1975). Au départ, l'opinion publique américaine était favorable à cette guerre, légitimée par l'agression commise par le Vietnam du Nord communiste contre le Vietnam du Sud pro-occidental. Mais les reportages envoyés par les correspondants de guerre – qui étaient assimilés à des capitaines et qui pouvaient monter à loisir dans les hélicoptères de l'US Army ou des Marines – finirent par montrer un Goliath dont les B-52 s'acharnaient sans discernement sur les David d'une courageuse population rurale vietnamienne. Tout le monde se souvient de la petite fille vietnamienne, brûlée au napalm, courant nue sur une route, le visage terrorisé. Ces reportages retournèrent l'opinion contre la guerre et le Congrès des États-Unis décida de lâcher le Vietnam du Sud, provoquant la défaite de ce dernier en moins d'un an.

Il est clair qu'aujourd'hui, dans son conflit contre le Hamas à Gaza, Israël a déjà perdu la guerre de l'information. La vidéo, très largement diffusée, de tentes prenant feu dans un camp de réfugiés palestiniens à Rafah après un bombardement israélien le dimanche 26 mai 2024 constitue, pour ce conflit, l'équivalent de la photo de la petite fille vietnamienne brûlée au napalm pour la guerre du Vietnam. Quarante-cinq personnes sont mortes, et 240 ont été blessées dans ce bombardement de Rafah.

Cette action israélienne se voulait une réponse aux missiles tirés le même jour par le Hamas, depuis Rafah, contre la zone urbaine de Tel-Aviv, qui n'avaient pas fait de victime, en raison de l'efficacité du Dôme de fer. L'opinion mondiale y a vu un Goliath israélien, tapant dans le tas contre les David palestiniens, et n'a pas accepté ces images de civils palestiniens, déjà déplacés plusieurs fois, qui meurent brûlés vifs dans leurs tentes, situées pourtant dans une zone estampillée « humanitaire » par les autorités israéliennes elles-mêmes. S'ajoutant aux 36 000 morts palestiniens du conflit depuis le 8 octobre 2023, ce sont les 45 victimes de trop, qui font le point de bascule, où Israël perd la guerre de l'information.

La réaction indignée du président français l'a amené à qualifier cette frappe israélienne d'*« inacceptable »*. Première mesure pratique de Paris, les industriels israéliens de la défense sont désormais exclus par le gouvernement français du salon Eurosatory, qui se tiendra du 17 au 21 juin 2024. Pourtant, Emmanuel Macron était, au départ de ce conflit, franchement du côté d'Israël. Lors d'une visite qu'il fit au premier ministre israélien le 24 octobre 2023, soit deux semaines et demie après l'horrible pogrom dont avaient été victimes les Israéliens pacifiques des kibboutz du sud du pays (plus de 1000 tués et 200 personnes kidnappées), le président de la République française avait affirmé sa totale solidarité avec l'État hébreu. Il avait même été jusqu'à proposer la constitution d'une coalition internationale contre le Hamas.

C'est qu'en huit mois de guerre, la cote d'Israël dans les opinions occidentales s'est considérablement dégradée. Autant ces dernières ont toujours approuvé les opérations ciblées de l'État hébreu – comme celles ayant visé jadis les assassins de Munich, ou naguère des responsables du Hamas à Gaza et au Liban –, autant elles réprouvent les bombardements massifs affectant en premier les civils. Elles n'acceptent pas le fait que la bande de Gaza, où vivent plus de deux millions de personnes, soit aux deux tiers rasée. Elles n'entrent pas dans les considérations militaires israéliennes sur les difficultés inhérentes au combat urbain et sur la transformation des civils en boucliers humains par les combattants du Hamas.

En paraissant s'adonner à la vengeance et à la punition collective, Israël a perdu la guerre de l'information. Car la jeunesse des pays qui lui furent toujours le plus favorables a désormais adopté un schéma simple – pour ne pas dire simpliste –, faisant écho à d'autres narratifs historiques : les Israéliens sont d'horribles colonisateurs s'acharnant sur des colonisés sans défense. À moyen terme, le danger pour Israël est que ces jeunes obtiennent de leurs pays des mesures de BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) contre l'État hébreu. Même Joe Biden, qui fut très pro-israélien dans toute sa carrière politique, semble aujourd'hui exaspéré par la très rigide stratégie de Netanyahou ; il exerce sur le cabinet israélien une pression maximum en faveur du cessez-le-feu.

Les Israéliens ne furent pas toujours mauvais dans la guerre de l'information. Dans les conflits de 1948, de 1956, de 1967 et de 1973, ils surent toujours garder les médias et les opinions publiques occidentales de leur côté. Les ennuis commencèrent avec l'invasion du Liban (1982) et la première Intifada palestinienne (révolte des pierres de 1987-1993). Car s'estompait la sympathie pour des Juifs, souvent rescapés de la Shoah, luttant pour la survie de leur tout nouvel État, contre des Arabes, vingt fois plus nombreux qu'eux, qui avaient juré de les rejeter à la mer. Avec l'occupation des Territoires palestiniens conquis pendant la guerre des Six-Jours, l'image internationale de l'Israélien est progressivement passée du rescapé courageux à celle de l'oppresseur botté. C'est quelque chose qu'avait parfaitement compris le premier ministre Yitzhak Rabin, qui l'avait amené à signer les accords d'Oslo (septembre 1993), dans le but de donner progressivement un État aux Palestiniens. Netanyahou avait alors osé le qualifier publiquement de *« traître »*.

Aujourd'hui, la situation d'Israël est tellement détériorée dans le monde, qu'on peut se demander si le traître – par mauvaise gouvernance et non par intention – n'est pas Netanyahou lui-même. ■

L'Allemagne peine à appréhender la menace islamiste



ANALYSE
Pierre Avril
Correspondant à Berlin

C'est une scène d'environ deux minutes, d'une extrême violence, montrant l'agression au couteau par un jeune Afghan d'un politicien anti-islam, et d'un policier qui, cherchant à s'interposer, trouvera finalement la mort sous les coups de poignard. Bien qu'elle porte toutes les traces de l'islamisme radical, l'agression qui s'est produite vendredi dans le centre de Mannheim semble paralyser la société et les médias allemands, qui éprouvent du mal à nommer cette tragédie. À une semaine des élections européennes, un semblable fait divers, s'il s'était déroulé en France, aurait à coup sûr enflammé le débat national. Outre-Rhin, il a plutôt pour effet de brider la classe politique.

« La violence est inacceptable dans notre démocratie », a d'abord réagi Olaf Scholz. Le chancelier illustre assez bien la tentation des dirigeants allemands de globaliser le défi sécuritaire, celui posé par des réfugiés convertis à l'islam radical, à la dangerosité mal évaluée. L'attaque de vendredi fait suite à une vague d'agressions commises contre des hommes politiques, tous partis confondus. Plus de 60 000 délits de cette nature ont été enregistrés l'an dernier soit 1100 de plus qu'en 2022. Lundi soir, le mobile islamiste de l'attentat de Mannheim, n'était toujours pas confirmé de source policière.

Le fait que la cible présumée de l'auteur des faits soit un militant anti-islam habitué des manifestations d'extrême droite a contribué dans un premier temps à tempérer l'indignation. L'intéressé, Michael Stürzenberger, aujourd'hui à l'hôpital, *« est un critique bien connu, qui fait part de son mépris et de sa haine de l'islam »*, a désigné la députée écologiste Lamya Kaddor, tout en mettant en garde contre le recours à *« la violence »*, à titre de défense. Le politologue Frank Baasner voit dans ces déclarations l'expression d'un certain *« romantisme islamiste »*, même si les manifestations palestiniennes anti-Israël ont été largement dénoncées.

Les médias allemands de référence dont le *Spiegel* (gauche), la *FAZ* (conservatrice) ou la télévision publique, ont couvert l'événement a minima. Lundi matin, sur le site du *Spiegel*, l'information sur la mort du policier, bien qu'étant l'une des plus lues, était réduite à l'équivalent d'une brève.

« Depuis l'annonce de la mort du policier à Mannheim, le vent semble tourner. Les ministres de l'Intérieur des seize länder devraient bientôt discuter d'une proposition obligeant les auteurs étrangers de délits graves à quitter le pays même si ces derniers proviennent de "pays non sûrs", comme l'Afghanistan »

En revanche, ces derniers ont largement relayé le faux pas de la coprésidente de l'AfD, Alice Weigel. Cherchant à instrumentaliser la tragédie de Mannheim, la députée d'extrême droite a accusé la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, de vouloir étouffer l'affaire, afin que celle-ci ne profite pas à son parti. Or, le communiqué attribué à la ministre SPD, était un… faux fabriqué par les militants d'extrême droite, ce qui a contraint leur chef à s'excuser.

« Il y a longtemps que la société allemande se focalise uniquement sur la menace d'extrême droite. C'est comme si un mécanisme de refoulement opérait, par lequel les autres formes d'extrémisme, de gauche ou islamistes, sont ignorées », constate Andreas Rödder, professeur d'histoire à l'université de Mayence, proche de la CDU. La simple publication d'une vidéo tournée sur l'île huppée de Sylt dans laquelle une poignée de jeunes allemands aisés chantaient *« l'Allemagne aux Allemands »*, a ainsi donné lieu à la une du magazine *Stern*.

À droite, seul le quotidien *Bild*, que ses confrères de gauche exècrent, dispose des coudées franches pour débattre de l'agression de Mannheim. Le journal à grand tirage oblige ainsi la classe politique à se positionner face au *« grand danger que représentent les actes de violence islamistes »*, selon l'expression de la ministre Nancy Faeser. Le gouvernement s'était déjà alarmé il y a deux semaines, après une manifestation d'un millier de manifestants musulmans à Hambourg, dont certains réclamaient l'instauration d'un *« califat »*.

Depuis l'annonce de la mort du policier à Mannheim, le vent semble tourner. Les ministres de l'Intérieur des seize Länder devraient bientôt discuter d'une proposition obligeant les auteurs étrangers de délits graves à quitter le pays même si ces derniers proviennent de *« pays non sûrs »*, comme l'Afghanistan (ou la Syrie). *« Il faut en finir avec la fausse tolérance »*, a déclaré le ministre des Finances, Christian Lindner. Faute de quoi, prédisent certains experts, c'est justement l'ennemi désigné, l'AfD, qui sortira renforcé de tels épisodes. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18 h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
LE TRI + FACILE
ACPM LE TIERS DE CONFIANCE LA VALEUR DES MÉDIAS

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 8 pages
Cahier 4 Entrepreneurs 6 pages

LE FIGARO économie



EUROPE
LE PARI AUDACIEUX DE MACRON POUR DOUBLER LE BUDGET DE L'UE PAGE 24

TÉLÉVISION
CNEWS DEVIENT LA PREMIÈRE CHAÎNE D'INFO DE FRANCE DEVANT BFMTV PAGE 27





ORE HUIYING/BLOOMBERG ; F. GAMBARINI/PICTURE-ALLIA ; P. GRECAUD/STOCK.ADOBE.COM ; N. GUYONNET/HANS LUCAS VIA REUTERS CONNECT

Le transport aérien vers de nouveaux records

Les compagnies aériennes devraient transporter près de 5 milliards de passagers cette année dans le monde, soit davantage qu'avant le choc du Covid. PAGES 22 ET 23

VTC : LeCab rachète Marcel pour mieux concurrencer Uber

La consolidation se poursuit dans le secteur très concurrentiel des VTC. La plateforme LeCab a annoncé lundi l'acquisition de son concurrent Marcel pour se positionner encore davantage comme *« la seule offre alternative française à Uber et aux taxis »*. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. Les deux plateformes tricolores ont vu le jour dans les années 2010. Fondé en 2012, LeCab a été racheté en 2016 par Keolis, la filiale de la SNCF, qui l'a cédé en 2019 à SnapCar. De son côté, Marcel a vu le jour en 2014 avant d'être repris en 2017 par Renault et revendu en 2020 à Cosmobilis Group. LeCab se présente comme *« plus respectueux »* de ses chauffeurs que ses concurrents et dit partager avec Marcel *« des valeurs et une vision communes »*.

Le nouvel ensemble revendique *« 18 000 chauffeurs et plus de 1 million d'utilisateurs dans 65 villes »*. Il est positionné sur le marché des entreprises. Après le rachat de Marcel, LeCab *« servira de très grandes entreprises telles qu'Air France, Total ou France Télévisions et aura également une forte présence dans le secteur public avec le ministère de la Justice, la SNCF, les rectorats ou encore le groupe La Poste »*, précise la plateforme. LeCab ne compte pas s'arrêter là. *« Nous continuerons d'être un acteur de la consolidation du marché français du VTC*, indique Yves Weisselberger, le président de LeCab. Pour grandir, il prévoit de s'appuyer sur *« la croissance organique et par acquisition »*.

D. G.

> FOCUS

VERS UNE RECONDUCTION DE JEAN CASTEX À LA TÊTE DE LA RATP

Le président de la République, Emmanuel Macron, a proposé, lundi, de reconduire l'actuel PDG de la RATP, Jean Castex, pour un deuxième mandat de cinq ans. L'ancien premier ministre en a pris les rênes le 23 novembre 2022, deux mois après la démission de Catherine Guillouard pour raisons personnelles, avec pour mission de remettre les transports en ordre de marche pour les Jeux olympiques.
Jean Castex se voyait donc confier un mandat d'un an et demi, en attendant un éventuel renouvellement. Il doit maintenant être auditionné par les commissions du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui devront ensuite valider sa nomination. Lors de sa prise de fonctions fin 2022, la RATP était en crise avec un réseau de bus à l'agonie - un quart des bus prévus ne circulaient pas - et un métro en grande difficulté - 10 % d'offre non exécutée - en raison de problèmes de ressources humaines, d'un absentéisme endémique et de mouvements sociaux sporadiques.
Sous la présidence de Jean Castex, le niveau de régularité des bus est repassé au-dessus de 90 %. Une seule ligne de métro reste en difficulté et trois sont « fragiles ». En 2023, cinq étaient en difficulté et deux fragilisées. Jean Castex a également négocié le versement de primes pour les salariés mobilisés pendant la période des Jeux olympiques. En revanche, en 2023, pour la deuxième année consécutive, la RATP a affiché une perte nette, s'élevant à 109 millions d'euros.

le ***PLUS*** *du FIGARO* ***ÉCO***

EMPLOI
La qualité des ingénieurs français reconnue dans le monde entier PAGE 25

L'HISTOIRE

Shein, géant de la mode ultra-low cost, veut être coté à la Bourse de Londres

La Bourse de Londres va-t-elle accueillir Shein, le géant de « l'ultra-fast fashion » ? Selon plusieurs sources, le site de vente de vêtements à très bas prix (45 milliards de dollars de chiffre d'affaires estimé et 2 milliards de résultat net en 2023), fondé en Chine et basé à Singapour, serait sur le point de déposer un projet d'introduction auprès des régulateurs du London Stock Exchange. Il pourrait être valorisé la bagatelle de 60 milliards d'euros. Accusé de travail forcé, d'incitation à la surconsommation et de manque de transparence sur sa chaîne d'approvisionnement, Shein s'attire les foudres des défenseurs de l'environnement et des droits humains partout dans le monde. Même les députés français se mobilisent contre la plateforme de vente en ligne, avec une proposition de loi visant à imposer un malus à la mode jetable. Donald Tang, le président exécutif de Shein, se démène depuis plusieurs semaines pour inciter le gouvernement à empêcher la promulgation de cette loi. Il veut *« faire acte de transparence »* vis-à-vis de ses partenaires, des fournisseurs, clients et médias. Défendant un modèle de fabrication à la demande permettant d'éviter les stocks, il vient, par ailleurs, d'annoncer le lancement en France de Shein Exchange, une plateforme de revente entre particuliers de vêtements de sa marque. Une cotation à New York avait d'abord été envisagée, avant d'être abandonnée, en raison des dissensions entre Washington et Pékin. ■



M. V.

Lesieur et Puget au secours de Metabolic Explorer

Placée en redressement judiciaire en mars dernier, la filiale opérationnelle de Metabolic Explorer (MetEx Noovistago), qui produit des acides aminés par fermentation pour la nutrition animale, voit son avenir s'éclairer. Ce lundi, date limite de dépôts des offres, le géant français des protéines Avril a ainsi fait une offre de reprise sur une partie des activités de ce groupe de 122 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023. Plus précisément, le propriétaire de Lesieur et de Puget propose de reprendre les activités du site d'Amiens de MetEx (qui inclut les équipes commerciales), ainsi que 31 personnes de la centaine travaillant à la R&D du groupe à Saint-Beauzire, près de Clermont-Ferrand. Cela représente au final 304 emplois repris sur les quelque 450 du groupe. L'autre usine de MetEx, à Carling (Moselle), a fait l'objet d'une offre de reprise de la start-up belge Maash, spécialisée dans les mycoprotéines.
Avril s'est associé à un fonds géré par Bpifrance (45 % du capital) pour son offre, qui bénéficie aussi de soutiens régionaux. Sur ce dossier sensible - MextEx est le seul fabricant français de lysine, essentielle en nutrition animale -, la réalisation de l'opération reste toutefois suspendue à une vingtaine de conditions suspensives. Notamment autour du prix du sucre (indispensable au fonctionnement de l'usine) dont devra s'acquitter Avril. Actuellement 40 % supérieur à celui des cours mondiaux, il est en partie responsable des difficultés de MetEx. Sur ce point, un accord de principe a été trouvé avec plusieurs sucriers, assure Avril. Son offre, la seule à ce stade, devrait être examinée fin juin, début juillet, explique-t-on au cabinet de Roland Lescure, ministre délégué à l'Industrie.

O. D.



Les compagnies aériennes volent vers une année record

Valérie Collet

Le nombre de passagers dans le monde devrait dépasser en 2024 le niveau de 2019, celui d'avant le Covid. L'Asie-Pacifique tire la croissance.

La convalescence aura duré quatre ans. À peine. Aéroports vides, compagnies accumulant les pertes et demandant l'aide des États, à l'instar d'Air France-KLM ou de Lufthansa pour ne citer qu'elles en Europe… : la pandémie de Covid avait mis à genoux le transport aérien. Pis, certains estimaient à l'époque que le trafic ne reviendrait jamais au niveau d'avant-Covid, notamment à cause du développement des visioconférences entre entreprises. D'aucuns pensaient aussi que le *flygskam* ou « honte de prendre l'avion » prendrait de l'ampleur dans un monde post-pandémie qui était censé être plus sensible à l'écologie.

La réalité a démenti les cassandres. Aujourd'hui, les compagnies aériennes sont ragaillardies au point de s'attendre à battre en 2024 le nombre de passagers transportés en 2019 : 4,96 milliards cette année, contre 4,54 milliards il y a cinq ans, selon les prévisions de l'Association internationale du transport aérien (IATA) qui regroupe 320 compagnies aériennes représentant 83 % du trafic mondial. L'estimation a même été revue à la hausse par rapport aux prévisions de décembre dernier.

« Les lignes intérieures aux États-Unis vont très bien, comme en Chine, souligne Vik Krishnan, spécialiste du secteur aérien chez McKinsey à l'AFP. *mais d'autres marchés restent en retrait, notamment les réseaux domestiques en France et en Allemagne. »*

Réunis à Dubaï pour leur grand-messe annuelle, les dirigeants des plus grands transporteurs aériens ne peuvent que se réjouir de ce spectaculaire redressement, synonyme de santé financière enfin retrouvée. *« En 2024, nous prévoyons des recettes records de près de 1 000 milliards de dollars. Cependant, les dépenses atteindront également un niveau record de 936 milliards de dollars. Le bénéfice net sera de 30,5 milliards de dollars. Ce n'est pas un record, malheureusement, et cela représente une marge nette d'un peu plus de 3 %. Mais si l'on considère la situation dans laquelle nous nous trouvions il y a quelques années, il s'agit d'une réussite majeure »*, a déclaré Willie Walsh, l'ancien patron de British Airways qui a pris la tête en 2021 de l'IATA. Les pertes cumulées par l'IATA ont atteint 183 milliards de dollars entre 2020 et 2022.

Néanmoins, avant la pandémie de Covid, les bénéfices étaient plus importants qu'ils ne devraient l'être en 2024 : 33,8 milliards de dollars en 2018, 38 milliards en 2017. Malgré les efforts des compagnies pour faire baisser leurs coûts - de 34 % en dix ans - le bénéfice par passager - 6,14 dollars - reste modeste. *« Le prix d'un café au bar de l'hôtel »*, souligne Walsh. C'était 7,76 dollars en 2018.

Selon lui, la faute incombe largement aux gouvernements, bêtes noires de l'IATA. *« Les gouvernements qui aiment à chercher dans notre secteur de nouvelles recettes fiscales doivent comprendre que nos marges sont minces et que nous gagnons rarement le coût de notre capital,* a rappelé Willie Walsh. *Néanmoins, nous méritons de célébrer le travail acharné qui a permis à notre industrie de sortir du gouffre, tout en reconnaissant que nous restons coincés entre un environnement férocement concurrentiel en aval et l'absence de concurrence de la chaîne d'approvisionnement oligopolistique en amont* (avionneurs et équipementiers NDLR). *À cela s'ajoute une réglementation onéreuse. »*

Le marché du transport aérien a tourné la page du Covid-19

Marché du transport aérien mondial, en milliards de dollars

	2019	prév. 2024
CHIFFRE D'AFFAIRES	838	996
BÉNÉFICE NET	26,4	30,5

Europe — Afrique — Amérique du Nord — Amérique latine et Caraïbes — Asie-Pacifique — Moyen-orient

Prévision de croissance du trafic de passagers en 2024 par rapport à 2023

Région	Croissance
Amérique du Nord	+ 7 %
Europe	+ 11 %
Moyen-orient	+ 9 %
Amérique latine et Caraïbes	+ 8 %
Afrique	+ 8 %
Asie-Pacifique	+ 17 %

Répartition du trafic de passagers par grandes régions, en %

Région	2023	Prévision 2043
Asie-Pacifique	34,1 %	46 %
Europe	26 %	19,5 %
Amérique du Nord	21,3 %	17,3 %
Amérique latine et Caraïbes	9,3 %	7,8 %
Moyen-orient	5,5 %	5,7 %
Afrique	3,8 %	3,7 %

Source : IATA (Association internationale du transport aérien)

Partenaires depuis un demi-siècle, Safran et GE prêts à relever le défi de l'avion vert

Véronique Guillermard

Des noces d'or placées sous le signe de la durabilité. Safran et General Electric (GE) fêtent, cette année, cinquante ans d'union au sein de CFM International. Créée en 1974, la société commune franco-américaine a donné naissance au numéro un mondial des moteurs d'avions moyen-courriers. Après le CFM 56, livré à partir de 1982, puis le Leap, qui équipe, depuis 2016, 100 % des Boeing 737 Max et des avions chinois Comac 919 ainsi que 65 % des Airbus A320neo, les deux partenaires sont prêts à relever le défi de la décarbonation de l'aviation commerciale.

À cet effet, ils ont renouvelé, en 2021, leur partenariat jusqu'en 2050. Un horizon aligné avec celui que s'est donné l'Organisation de l'aviation civile internationale pour atteindre le « zéro émission nette » de carbone. La filière aéronautique mondiale s'est fixée pour objectif de lancer, d'ici à 2035, une première génération d'avions ultra-sobres, qui succéderont aux Airbus A320neo et aux Boeing 737 Max. Dans ce cadre, *« le rôle du motoriste est crucial car il sera le premier contributeur de la décarbonation »*, relève Olivier Andriès, directeur général de Safran. En tant que leader mondial, avec 75 % du marché, au sein du duopole formé avec Pratt & Whitney Canada (groupe RTX), CFM International a une responsabilité particulière.

Alors que Pratt a décidé d'améliorer ses moteurs existants, Safran et GE ont opté pour un réacteur de rupture, dans le cadre du démonstrateur technologique Rise, lancé en juin 2021. Ce programme de R&T pose les fondements d'un futur moteur Open Fan, c'est-à-dire sans nacelle, doté de pales (aubes de soufflantes) plus longues que celles d'aujourd'hui. Quelque 300 prototypes seront développés, notamment un moteur, des systèmes d'hybridation électrique, de nouveaux matériaux composites. Rise a franchi plusieurs jalons. *« Nous avons commencé à produire les pièces du démonstrateur et réalisé des essais en soufflerie, avec une maquette au 1/5e dans les installations de l'Onera à Modane début 2024. Ces tests ont confirmé l'efficacité aérodynamique de ce type d'architecture »*, explique Olivier Andriès.

Les premiers essais au sol sont prévus en 2025 suivis par des tests en vol en 2026. Ces derniers seront réalisés avec le concours d'Airbus, qui intégrera le démonstrateur Open Fan sur un A380. *« Notre mission est de démontrer à Airbus et à Boeing que Rise est la meilleure solution pour équiper les successeurs de l'A320neo et du 737 Max, qui devraient être mis en service vers 2035. Ce qui implique de lancer des programmes vers 2028-2029 »*, développe le directeur général de Safran. Ce nouveau réacteur ultra-sobre réduira d'au moins 20 % la consommation de carburant par rapport au Leap (-15 % à 20 % par rapport au CFM 56) et d'autant les émissions de CO_2. Alimenté par des carburants d'aviation durable (SAF) ou de l'hydrogène, avec lesquels il sera 100 % compatible, Rise réduira de 80 % les émissions de CO_2.

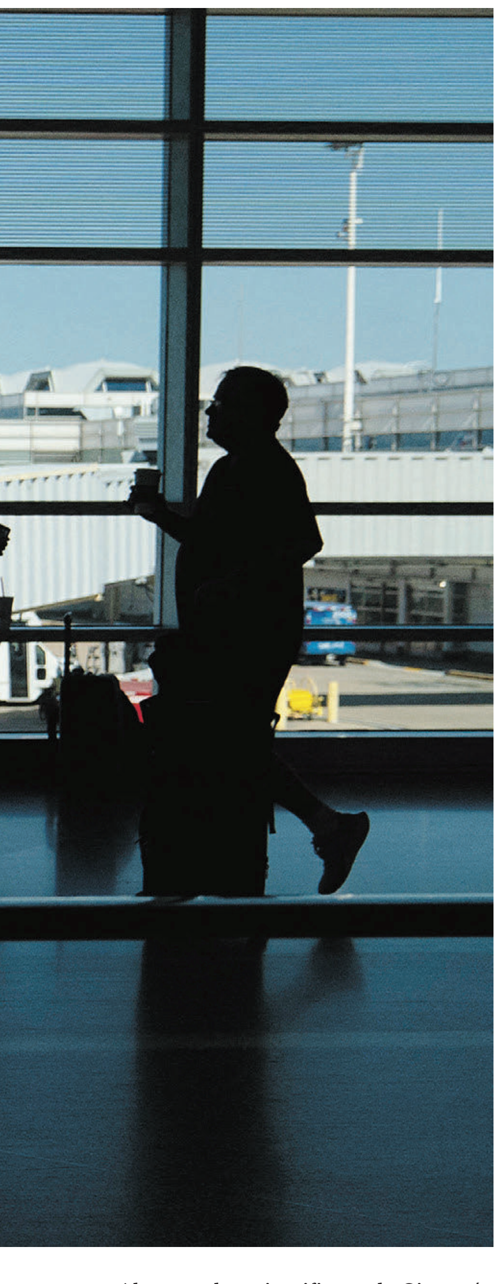
Rise, un démonstrateur de moteur ultra-sobre sans nacelle, sera testé au sol en 2025 et en vol, à bord d'un A380, en 2026. CFM INTERNATIONAL

Seule joint-venture transatlantique à succès dans un secteur aussi stratégique que l'aéronautique, CFM a vendu plus de 53 000 réacteurs, dont 17 000 Leap, à plus de 600 opérateurs, compagnies aériennes et loueurs. Pourtant, ce mariage a failli ne jamais être célébré, tant les obstacles furent nombreux. Tout a commencé en 1971. Deux ingénieurs, Gerhard Neumann, PDG de GE, et René Ravaux, patron de Snecma (devenu Safran), décident, en marge du salon aéronautique du Bourget, d'unir leurs forces pour défier le leader incontesté d'alors, Pratt, sur un marché de l'aviation commerciale dont ils anticipent le formidable essor. Les deux groupes ne produisent alors que des moteurs militaires. Le projet se heurte au veto du département de la défense américain. *« GE fournissait le moteur du bombardier B1. Le Pentagone ne voulait pas que la technologie de ce réacteur soit transférée aux Français »*, rappelle Olivier Andriès. Après des mois de tractations, un accord est trouvé puis signé, le 24 septembre 1974, par Richard Nixon, le président des États-Unis, et son homologue français, Georges Pompidou. *« Cet accord doit beaucoup à Bernard Esambert, un ingénieur des Mines, qui était alors conseiller industrie de Pompidou. Il a œuvré auprès de ses interlocuteurs de la Maison-Blanche pour arriver à un accord »*, souligne le directeur général de Safran.

Accord politique

À peine créée, la jeune société suscite le scepticisme. L'alliance est baroque entre Snecma, petite société publique à la culture d'arsenal militaire, et le premier conglomérat privé mondial. Les sceptiques ont failli avoir raison car, cinq ans après l'accord politique, rien ne va plus. Faute de clients, le conseil d'administration prévoit de se réunir au printemps avec pour ordre du jour, la dissolution de CFM ! Cette dernière est sauvée par Neil Armstrong, le premier homme à avoir marché sur la Lune en juillet 1969. Le héros américain est alors administrateur de United Airlines, dont le PDG lui a demandé d'auditer le potentiel du premier moteur franco-américain. L'ex-astronaute de la Nasa donne un avis favorable.

Le 29 mars 1979, la major américaine, en accord avec le constructeur Douglas, devient la première cliente du CFM 56, choisi, au détriment d'un nouveau réacteur proposé par Pratt, pour remotoriser sa flotte de DC-8. Ce moteur de rupture est moins gourmand en carburant (- 20 %) que la concurrence. En avril, c'est au tour de l'US Air Force


NATHAN HOWARD/GETTY IMAGES VIA AFP

Alors que les scientifiques du Giec préconisent une réduction du trafic pour atteindre l'objectif de « zéro émission » de carbone d'ici à 2050 dans le transport aérien, le directeur général de l'IATA affirme qu'il ne sera pas nécessaire de réduire cette croissance. En revanche, les investissements à consentir ces prochaines années seront colossaux. Pour parvenir à « zéro émission nette » de CO_2, l'IATA mise à 65 % sur les carburants d'origine non fossile (*sustainable aviation fuels*, SAF) dont le coût est deux à trois fois plus élevé que celui du kérosène. Le solde des réductions sera obtenu par de nouvelles technologies, dont l'avion à hydrogène, une optimisation des opérations au sol et dans les airs, et des compensations carbone. « *Le triplement attendu de la production de SAF en 2024 par rapport à 2023 est encourageant* », a déclaré Willie Walsh. Cette fois, l'organisation compte sur le soutien des États pour mettre en place des chaînes d'approvisionnement en matières premières, s'impliquer dans les technologies de production… « *En combinant toutes les mesures politiques possibles, on peut produire des quantités suffisantes de SAF* », a insisté le directeur de l'IATA.

D'un continent à l'autre, les efforts seront-ils alignés pour décarboner l'aérien comme promis ? Une chose est sûre, le panorama géographique de cette industrie devrait continuer à se transformer. D'après les estimations de l'IATA, 4 milliards de passagers supplémentaires devraient s'ajouter d'ici à 2043 aux 5 milliards attendus en 2024. L'Amérique du Nord et l'Europe devraient lentement décliner, tandis que l'Asie-Pacifique, déjà au premier rang, va distancer largement ces deux continents en représentant 46 % de part de marché en 2043 contre 34,1 % en 2023.

« En 2024, nous prévoyons des recettes records de près de 1 000 milliards de dollars. Cependant, les dépenses atteindront également un niveau record de 936 milliards de dollars. (…) Mais si l'on considère la situation dans laquelle nous nous trouvions il y a quelques années, il s'agit d'une réussite majeure »

Willie Walsh
Directeur général de IATA

Il suffit de considérer les plus grosses commandes prises ces derniers mois par quelques compagnies ou États actionnaires pour mesurer leurs ambitions de croissance. En lien avec le décollage du trafic aérien en Inde, conséquence du développement du pays, la low cost indienne IndiGo (100 millions de passagers en 2023) avait passé commande de 500 appareils A320 neo l'année dernière. En avril dernier, ses dirigeants ont décidé de faire entrer les premiers long-courriers dans la flotte : 30 A350-900, dont la livraison devrait démarrer en 2027.

De son côté, Turkish Airlines a ajouté 220 appareils Airbus à son carnet de commandes déjà bien rempli. La compagnie détenue en majorité par l'État turc prévoit de faire passer son trafic de 85 millions à 170 millions de passagers en 2033 en faisant passer la flotte de 435 à 810 appareils. L'Arabie saoudite aussi a l'intention de devenir une grande puissance aérienne et touristique. Il y a deux semaines, Saudia Airlines a commandé 105 A320 neo. Auparavant, le fonds souverain du pays avait commandé 78 Boeing 787. Le royaume, dont la taille (36 millions d'habitants), lui permet de miser sur un trafic domestique, veut s'inspirer de ses voisins du Golfe qui ont réussi à attirer des millions de voyageurs du monde entier sans desserte intérieure. Les Émirats arabes unis comptent moins de 10 millions d'habitants dans sep émirats. Emirates, première compagnie internationale, vient d'engranger des bénéfices records (5 milliards d'euros de résultat d'exploitation pour 30,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires). ■

Les marchés indifférents à la dégradation de la France

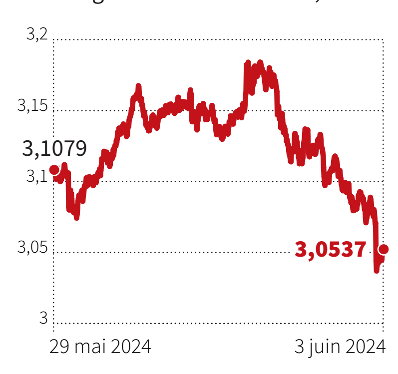
Anne de Guigné

Les investisseurs ont plébiscité les titres de dette hexagonale.

Rien à signaler. Les investisseurs n'ont pas été le moins du monde perturbés par la décision de Standard & Poor's de dégrader la dette souveraine française. Lundi matin à l'ouverture des marchés, aucun signe de nervosité n'était visible. Étonnamment, les titres de dette hexagonaux semblaient même plutôt avoir le vent en poupe. Alors que le taux de rendement des obligations souveraines françaises baissait légèrement autour de 3,1 %, le spread entre l'OAT français et le Bund allemand (l'écart entre le taux de rendement à dix ans des deux dettes souveraines) s'est symboliquement réduit dans la journée. Une marque très claire de confiance envers Paris.

Comment expliquer une réaction aussi contre-intuitive ? Tout simplement car les agences de notation délivrent leurs appréciations sur la dette des États à partir d'informations bien connues du public : évolution des finances publiques, programme des réformes, solidité des institutions politiques… Les marchés se font donc au fil du temps leur propre opinion sur la solvabilité d'un État. Et, bien souvent, quand la sanction des agences tombe, elle a déjà été intégrée par les investisseurs. A contrario, le changement de note d'une entreprise a davantage de conséquences financières car les marchés obligataires disposent essentiellement de cette analyse des agences pour se faire une idée de la solidité du créditeur.

En baisse
Taux de rendement des obligations d'État à 10 ans, en %



Source : Bloomberg

Aucune détérioration

Les investisseurs n'avaient d'ailleurs pas davantage réagi quand l'agence Fitch avait dégradé la note de la France, il y a un an. Plus symboliquement, lorsque la note américaine avait été abaissée par S&P en août 2011 de AAA à AA+, Washington n'avait également connu aucune détérioration de son accès aux marchés. Ses coûts d'emprunt avaient même continué à baisser grâce au sentiment de valeur refuge. En revanche, les études académiques montrent que l'impact d'une dégradation joue sur la popularité d'un gouvernement. Face à ce risque de sanction dans les urnes, l'exécutif a affiché depuis vendredi soir une décontraction à toute épreuve. Ce seront les résultats de dimanche prochain qui trancheront. ■

d'opter pour le CFM 56 pour ses ravitailleurs KC 135, puis de Boeing pour engager la première remotorisation du 737. Airbus est devenu client plus tard, en 1984, pour motoriser l'A320. Sans CFM, l'avionneur européen n'aurait pas connu un tel succès et ravi la couronne mondiale à Boeing (en 2005 pour la première fois). Depuis 2019, Airbus est numéro un mondial de l'aéronautique commerciale. CFM International est lancée, plus rien ne l'arrêtera. Son succès repose sur trois piliers : « *L'innovation, qui fait partie de notre ADN, une identité transatlantique – Boeing est un client aussi important qu'Airbus – et des principes simples de partage des revenus à 50-50* », résume le directeur général de Safran. Dès le départ, tout est posé sur la table. « *Nous avons signé notre traité de Tordesillas* », sourit Olivier Andriès, en référence au partage du monde décidé, le 7 juin 1494, entre l'Espagne et le Portugal après la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

GE et Safran se partagent le monde : le premier est responsable des ventes aux Amériques, en Chine et dans une partie du Sud-Est asiatique ; le second a la haute main sur l'Europe, les pays de l'ex-URSS, l'Afrique et le Moyen-Orient. Sur le plan industriel, le principe du 50-50 s'applique : GE est en charge des parties haute pression (chambre de combustion, compresseurs…) et Safran des parties basse pression (la partie visible qui est dans la nacelle avec les aubes et l'arrière du moteur). L'assemblage est réparti entre Cincinnati (Ohio) et Villaroche (Seine-et-Marne). « *Les coûts ne sont pas partagés : chaque partenaire en prend la responsabilité. C'est exigeant. Mais tout est clair. Nous ne passons pas notre temps à renégocier et à pinailler* », développe Olivier Andriès. Cette organisation bien huilée a dû être ajustée. Dans le cadre de Rise, les parties basse pression représentent en effet 70 % de la charge de travail. D'où un accord de rééquilibrage mis en place, afin de respecter le 50-50.

CFM International a beaucoup apporté aux deux alliés, qui ont su être patients. Les premiers bénéfices n'ont été engrangés qu'à partir de la fin des années 1980 puis se sont envolés, avec l'extension du partenariat aux services et à la maintenance. « *Le CFM 56 nous a donné de la puissance de feu pour agréger une partie de la filière équipementière aéronautique. Sans lui, Safran n'existerait pas* », insiste Olivier Andriès. L'ex-arsenal est devenu une entreprise privée et un géant de l'aéronautique, qui a grandi à coups d'acquisitions, de Dowty (trains d'atterrissage) à Zodiac (systèmes embarqués, aménagement cabine), en passant par Sagem (défense), Labinal (câblage) et Turbomecca (moteurs d'hélicoptères). ■

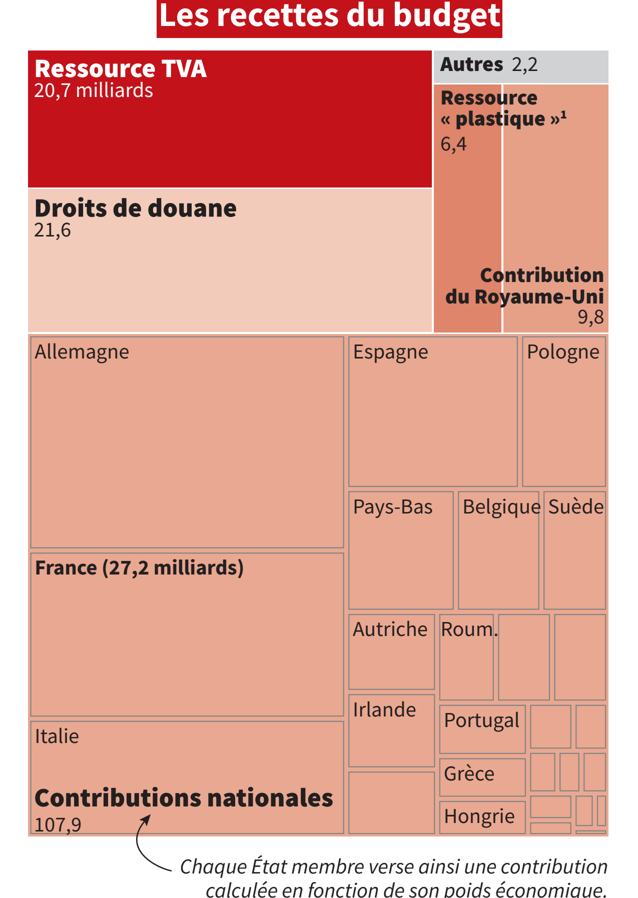
Doubler le budget de l'UE : le pari difficile de Macron

Florentin Collomp

Une dure bataille va s'ouvrir en 2025 pour financer des priorités qui s'accumulent : défense, industrie, transition verte…

Les contributions nationales alimentent plus de 60 % du budget de l'UE

Composition du budget 2023 de l'Union européenne, en milliards d'euros



1. 80 centimes d'euros pour chaque kilo de plastique non recyclé

Source : Commission européenne

Lors de sa visite d'État en Allemagne, la semaine dernière, Emmanuel Macron a mis les pieds dans le plat. *« Doublons, doublons notre budget européen, soit par la taille du budget, soit par des stratégies d'emprunt commun, soit par des instruments qui existent déjà – deux fois plus d'investissements publics dans notre Europe ensemble ! »*, s'est-il enflammé durant son grand discours public sur l'Europe, à Dresde. Ne sachant que trop bien la frilosité de ses hôtes sur ces sujets, le président a posé une pierre dans le jardin allemand, avec l'espoir secret de rééditer son exploit de 2020. Celui d'avoir converti Angela Merkel à un grand emprunt commun à 800 milliards d'euros pour la relance post-Covid. Ce n'est pas gagné.

« Pour la première fois, le budget de l'UE s'est invité dans la campagne des élections européennes », observe-t-on à la Commission européenne. La présidente sortante, Ursula von der Leyen, candidate à un second mandat, s'est dite *« ouverte »* à une discussion sur de nouveaux moyens, précisant qu'il s'agit d'une décision *« souveraine »* des États membres. Traditionnellement, les négociations du budget pluriannuel de sept ans du bloc portaient sur des ajustements entre les grands postes de dépense : la politique agricole commune (PAC) et la cohésion (aide aux régions) pour l'essentiel, ainsi que des programmes de recherche et d'innovation. Un mini-budget pour un colosse aux pieds d'argile : 186 milliards d'euros l'an dernier – à peine plus de 1 % du PIB européen. À comparer aux 6 000 milliards de dollars du budget fédéral des États-Unis en 2023.

Tout a changé avec la crise du Covid et la guerre en Ukraine qui ont poussé les dirigeants européens, même les « frugaux » autoproclamés, à se mettre d'accord sur des rallonges importantes, à l'issue d'un sommet marathon de cinq jours et cinq nuits des chefs d'État et de gouvernement à l'été 2020. Les 800 milliards du plan de relance se sont ainsi ajoutés aux 1 200 milliards du cadre financier pluriannuel 2021-2027. Il y a eu aussi les 100 milliards du dispositif Sure pour financer le chômage partiel pendant la pandémie. L'UE a ensuite dégagé 20 milliards pour aider les États à s'adapter à la crise énergétique. Puis 50 milliards d'euros d'aide supplémentaire à l'Ukraine, âprement négociés au début de cette année, avec le chantage au veto du Hongrois Viktor Orban.

Pour le prochain budget 2028-2035, la Commission doit présenter ses propositions mi-2025. Les négociations s'engageront alors pour au moins deux ans. Ce sera la mère de toutes les batailles de la prochaine législature. En Allemagne, on ne veut pas entendre parler d'un nouvel emprunt, d'autant qu'à peine un tiers de l'enveloppe du précédent a été dépensé à ce jour (il reste jusqu'à 2026 pour le faire). Conscients de leur divergence sur le financement, Emmanuel Macron et Olaf Scholz sont au moins d'accord sur les besoins. Un mur d'investissements de 620 milliards d'euros par an pour la transition verte et 125 milliards par an pour la numérisation. Sans compter les 100 milliards réclamés par le Français pour la défense, financés par des « eurobonds ».

Que sacrifier en échange, sachant que la structure du budget actuel n'a pas été réformée depuis 1988 ? *« La PAC, qui pèse un tiers du budget, soutient les agriculteurs (et les électeurs), mais investir dans la recherche prépare les emplois de demain »*, résume Sander Tordoir, économiste au Centre for European Reform. *« La question n'est pas de se fixer des priorités mais de se demander si on en a les moyens ou pas,* commente Bruno Cavalier, chef économiste de la banque Oddo. *Le budget européen actuel n'est pas calibré pour répondre aux priorités évoquées par les dirigeants. »*

Les subsides de l'UE ne sont pas le seul levier. D'où l'urgence à faire avancer le serpent de mer de l'Union des marchés de capitaux, pour drainer les centaines de milliards d'euros d'épargne des Européens vers des investissements productifs privés. Les Vingt-Sept lorgnent aussi vers la Banque européenne d'investissement (BEI), qui prête déjà à peu près 85 milliards d'euros par an. Il y a aussi les 400 milliards de force de frappe sous-utilisés du Mécanisme européen de stabilité (MES), créé pour sauver les pays englués dans la crise de la dette il y a douze ans.

« Doubler le budget de l'UE sur la base du fonctionnement actuel, même ceux qui le proposent risquent de rechigner le moment venu », ironise-t-on à la Commission. La France est en effet le deuxième contributeur au budget européen (et son troisième bénéficiaire), derrière l'Allemagne. À elles deux, elles apportent plus de 40 % du total des contributions nationales, qui financent elles-mêmes les deux tiers du budget.

Outre ces chèques des capitales, deux options se présentent pour accroître les moyens de l'Europe : la dette et les « ressources propres », des taxes ou impôts communautaires. Il en existe déjà, qui apportent 15 % de ses revenus à l'UE. Ce sont notamment les droits de douane (en chute libre), une part de la TVA (12 % des recettes), la taxe carbone aux frontières (seulement 1,5 milliard d'euros par an), les droits à polluer ETS ou la toute nouvelle contribution sur les plastiques à usage unique. Évoquée depuis des années, une taxe sur les transactions financières ne parvient pas à sortir des limbes. On évoque aussi une fraction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

Outre la France, l'Italie, le Portugal, la Grèce soutiennent a priori les ressources propres. Mais, *« dès qu'on en propose une nouvelle, ils ne veulent pas de celle-là »*, se plaint-on à Bruxelles. L'Allemagne a longtemps rechigné, mais commence à y voir son intérêt, vu ses contraintes budgétaires internes. D'autres États sont opposés par principe à cette délégation de souveraineté fiscale à Bruxelles.

> **« La question n'est pas de se fixer des priorités mais de se demander si on en a les moyens ou pas. Le budget européen actuel n'est pas calibré pour répondre aux priorités évoquées par les dirigeants »**
>
> **Bruno Cavalier**
> Chef économiste de la banque Oddo

La tentation de la dette est donc grande, l'Europe étant loin d'avoir épuisé ses capacités d'endettement. La dette actuelle de l'UE atteint 500 milliards d'euros (contre 50 milliards en 2019), à comparer aux plus de 3 000 milliards de la France. Avec le plan de relance NextGenerationEU, la Commission émet environ 150 milliards d'euros de dette par an jusqu'en 2026. C'est près de deux fois moins que la France chaque année.

Les marchés adorent ces titres européens. *« L'Union européenne est le champion toutes catégories de souscription. Il y aurait de la place pour beaucoup plus »*, explique Olivier Vion, responsable du marché obligataire pour les institutionnels à la Société générale. La demande atteint parfois quinze fois l'offre de titres, garantis par la notation AAA des institutions européennes. Pourtant, ils offrent une rémunération supérieure aux obligations du Trésor français.

Avec un taux de plus de 3 % sur dix ans, on n'est plus dans *« l'argent gratuit »* vanté au moment de la conception du plan de relance, quand les taux étaient proches de zéro. Le problème, c'est qu'il faudra bien rembourser un jour. Pour le plan de relance, le remboursement doit s'étaler entre 2028 et 2058. Si les États ne veulent pas mettre la main à la poche, il faudra bien trouver de nouvelles ressources propres. Sinon, l'Europe devra, comme les États, refinancer sa dette.

Pour la tête de liste des Républicains, François-Xavier Bellamy, Macron chercherait à exporter à Bruxelles *« ce que la France sait faire de mieux : les déficits et la dette »*. *« Nous ne prendrons pas un centime de plus de la poche de nos électeurs et nous ne voulons pas plus de dette de l'UE »*, martelait Anders Vistisen, chef de file du groupe ID, allié du Rassemblement national au Parlement de Strasbourg, lors d'un débat de campagne. Au programme de la coalition menée par l'extrême droite aux Pays-Bas, figure une diminution de 10 % de la contribution du pays au budget communautaire. Loin du doublement rêvé par Paris. ■

Nouvelle affaire de tests truqués dans l'automobile japonaise

Régis Arnaud

Toyota est en première ligne. Une tache dans un pays réputé pour sa qualité industrielle.

« Le Japon fait son opération mains propres » : c'est ainsi qu'un cadre vétéran de l'industrie automobile nippone qualifiait lundi soir les révélations fracassantes, par le ministère des Transports, d'une kyrielle de fraudes sur les tests de sécurité de véhicules produits au Japon par cinq constructeurs locaux de premier plan. Toyota, Mazda, Honda, Suzuki et Yamaha ont eu secrètement recours à des procédures de contrôle de leurs voitures différentes de celles exigées par le régulateur. Les groupes impliqués ont assuré que les véhicules affectés encore en circulation étaient sûrs et que leurs performances n'étaient pas affectées – ce qui, si cela est avéré, pose la question de la nécessité desdits tests.

Toyota est l'icône industrielle la plus révérée du pays. À tout seigneur tout honneur : le géant de Nagoya se retrouve en première ligne du scandale. Et ce alors qu'il engrange des bénéfices historiques (32 milliards d'euros de bénéfices opérationnels pour l'exercice clos en mars 2024). En 2022, sa filiale Hino Motors était prise à tricher sur le niveau réel de ses émissions de CO_2. En 2023, c'était le tour de deux autres filiales du groupe, Daihatsu (sur des tests de collision) et Toyota Industries (sur la puissance des moteurs).

À la suite de ces révélations, le ministère des Transports avait fini par diligenter une enquête sur 85 entreprises du secteur, encore en cours. Ce sont ses premiers résultats qui ont été annoncés lundi. Cette fois, pour Toyota, trois modèles en circulation (dont des versions des populaires Corolla et Yaris) sont concernés.

Comme il l'avait fait précédemment en des circonstances similaires, Akio Toyoda, président du groupe et héritier de la famille fondatrice, a présenté des excuses publiques lundi. Les demandes de certification pour ces modèles comportaient des *« données inadéquates »* dans les tests de protection des piétons et des occupants des véhicules, ou des *« erreurs »* dans les tests de collision, a précisé le groupe, qui n'a pas utilisé le mot *« fraude »* comme le ministère. Et Akio Toyoda d'assurer que tout le monde en interne travaillait de concert pour que ces dissimulations ne se reproduisent plus. Même son de cloche chez Mazda et Honda, lors de conférences de presse similaires.

La réputation du « made in Japan » préservée

Cette litanie d'affaires entame la réputation de régularité industrielle sans failles qui fonda la prospérité du Japon et sur laquelle repose l'attractivité de ses produits. La fiabilité du « made in Japan » est encore solide : dans sa dernière enquête annuelle de référence sur la fiabilité des véhicules, l'agence de consulting américaine JD Power a accordé pour 2023 à Toyota sept récompenses, *« soit le plus grand nombre jamais reçus par un constructeur hormis Toyota, qui en a reçu 10 en 2017 »*. Lexus, Mazda, Subaru ou encore Nissan figurent en bonne place dudit classement.

Plus fondamentalement, ces affaires posent la question non des falsifications de tests, mais de leur traitement par la tutelle. Les enquêtes en cours semblent menées en *« copilotage »*, puisque c'est le constructeur qui « s'auto-inspecte » sans que le ministère des Transports, ou toute autre autorité externe, intervienne dans le processus. Aucune responsabilité civile ou criminelle ne semble engagée par ces dissimulations à répétition. Le groupe Toyota s'est toutefois conformé à l'injonction du ministère en suspendant les ventes et livraisons au Japon de ses trois modèles concernés (mais sans les retirer de la circulation). Les constructeurs automobiles allemands avaient, eux, à la suite d'un scandale de tests de pollution truqués révélé en 2015, dû payer des amendes records, et leurs dirigeants démissionner, voire aller en prison.

Akio Toyoda, aujourd'hui figure de proue du rétablissement de la réputation du premier constructeur automobile mondial, est aussi celui sous le règne duquel ces dysfonctionnements sont apparus (il fut directeur général de Toyota de 2009 à 2023). Ce paradoxe a tout de même attiré l'attention de ISS et Glass Lewis, deux fonds activistes actionnaires du groupe : lors de l'assemblée générale des actionnaires de Toyota le 18 juin, ils ont annoncé qu'ils s'opposeront au renouvellement du mandat d'Akio Toyoda comme président du constructeur. L'an dernier, celui-ci avait été réélu avec 85 % des suffrages. ■

Contre le cancer, les laboratoires pharmaceutiques misent aussi sur des vaccins

Marie Bartnik

Moderna, BioNTech ou Transgene développent des thérapies prometteuses.

Moderna vient d'obtenir l'autorisation de mise sur le marché, aux États-Unis, de son second produit après le vaccin contre le Covid : un vaccin contre le virus respiratoire syncytial (RSV). Mais la biotech se projette déjà dans l'après. Et utilise sa plateforme de conception de vaccins à ARN messager pour créer des vaccins thérapeutiques contre le cancer, le premier marché en pharmacie.

Ce lundi, la biotech a présenté à l'Asco, le grand rendez-vous mondial de la cancérologie à Chicago, des résultats prometteurs. Ils confirment l'efficacité de son vaccin codéveloppé avec le laboratoire américain Merck (MSD en France) pour éviter les récidives chez les patients atteints de mélanomes – un cancer de la peau. Administré en complément du Keytruda de Merck, le médicament le plus vendu au monde, le vaccin a permis de réduire de 49 % le risque de récidive ou de décès au bout de trois ans, par rapport aux patients qui ne prenaient que le Keytruda.

« Ces résultats renforcent notre engagement à faire progresser ce traitement innovant. Nous sommes déterminés à exploiter la technologie de l'ARNm pour transformer potentiellement le traitement du cancer », explique Kyle Holen, vice-président en charge du développement, de la thérapeutique et de l'oncologie chez Moderna. D'ores et déjà, Merck et Moderna ont lancé des essais cliniques ciblant d'autres tumeurs, comme une forme de cancer du poumon (non à petites cellules), un cancer rénal ou certaines tumeurs de la vessie. *« Il y a un an, nous n'avions que le mélanome. Aujourd'hui, nous travaillons à traiter cinq types de cancers »*, se réjouit Arnaud Chéret, directeur médical de Moderna en France.

Stéphane Bancel, le patron de la biotech, espère pouvoir mettre son premier traitement contre le cancer sur le marché dès 2025. La biotech a mis 320 millions de dollars sur la table pour s'offrir une usine dans la banlieue de Boston, qui sera uniquement dédiée à la production de ces traitements.

Mais Moderna et Merck ne sont pas les seuls à creuser ce sillon. Après des années d'échec, les vaccins thérapeutiques contre le cancer *« connaissent un regain d'intérêt de la part de la communauté scientifique et des investisseurs »*, constate Christophe Le Tourneau, oncologue et professeur de médecine à l'université Paris-Saclay. *Le grand tournant du Covid a permis le développement de vaccins à ARN messager faciles à synthétiser et capable de traiter plusieurs cibles. Les progrès vont s'accélérer. »*

Cibler les mutations des cellules

Ces vaccins fonctionnent tous sur le même principe : ils ciblent les mutations des cellules qui composent les tumeurs. *« L'objectif est de mettre le système immunitaire en contact avec ces mutations, pour qu'il produise des anticorps qui se retourneront contre les cellules cancéreuses »*, poursuit le Pr Christophe Le Tourneau. Il ne s'agit donc pas d'un vaccin préventif, comme c'est le cas pour la grippe ou le Covid, mais d'un vaccin destiné à traiter les patients déjà touchés par un cancer.

En septembre dernier, le vaccin de la biotech nantaise Ose Immunotherapeutics avait déjà obtenu des résultats prometteurs contre une forme résistante de cancer du poumon, lors d'un essai clinique de phase 3, la dernière étape de développement d'un médicament avant sa commercialisation.

Mais d'autres biotechs sont sur la brèche. Ainsi de BioNTech, le rival de Moderna pendant la pandémie. Associé à Genentech, une filiale du laboratoire suisse Roche, la biotech allemande s'attèle à développer un vaccin individualisé contre le cancer du pancréas, dont le pronostic est souvent très défavorable. *« Il existe de nombreux types de cancers à différents stades et la maladie diffère d'un patient à l'autre »*, expliquait récemment Ugur Sahin, cofondateur de BioNTech, au journal allemand *Bild*. *Notre objectif est de développer un vaccin contre le cancer sur mesure pour chaque patient. »*

Développer un vaccin élaboré à partir de la tumeur de chaque patient : c'est la stratégie de Moderna et de BioNTech, mais aussi de la française Transgene, financée par le laboratoire Biomérieux. Celle-ci se concentre aujourd'hui sur le traitement de malades atteint d'un cancer de la tête et du cou. *« Nous pensons que cette technique peut être appliquée à toutes les tumeurs*, explique Alessandro Riva, le PDG de Transgene. *D'autres sociétés ont publié des données très intéressantes. Nous nous inscrivons dans ce chemin, et pensons que nous pouvons nous différencier en nous focalisant sur les phases précoces de la maladie. »*

Immunothérapie, vaccins thérapeutiques contre le cancer, chimiothérapie et radiothérapies ciblées, thérapies cellulaires… La palette des outils à la disposition des médecins ne cesse de s'étoffer, offrant de nouvelles options pour les malades. ■

» Lire aussi PAGE 14



Une chercheuse dans un laboratoire de Moderna, à Cambridge, Massachusetts.

ADAM GLANZMAN / BLOOMBERG

Les ingénieurs français, ces profils que le monde nous envie

Thomas Engrand

Lors du dernier sommet Choose France, les patrons étrangers ont vanté la qualité des experts tricolores pour justifier leur choix d'investir dans le pays.

« Nous avons choisi la France pour son pool de talents. Il y a de très bonnes formations, de très bons ingénieurs. » La phrase a été prononcée lors du dernier sommet Choose France par Taavi Madiberk, PDG de Skeleton Technologies. Le patron estonien justifiait ainsi les raisons l'ayant poussé à investir 600 millions d'euros pour installer un centre de recherche et une usine de batteries dans la région de Toulouse. Au total, lors de cette édition, les patrons étrangers ont promis d'injecter plus de 15 milliards d'euros en France. En particulier dans les secteurs de pointe comme l'intelligence artificielle (IA) ou la décarbonation.

Comme le souligne Taavi Madiberk, l'attractivité de l'Hexagone tient notamment au vivier important d'ingénieurs français, formés et aux compétences reconnues, y compris par les plus grands noms de la tech mondiale. *« Les chercheurs français m'impressionnent ! Nous en comptons beaucoup dans les rangs de Google »*, s'est ainsi emballé James Manyika, le vice-président senior du géant américain en charge de la recherche, de la technologie et de la société, dans une interview récente au *Point*.

Dans un pays comme la France toujours très attachée aux diplômes, des noms comme Polytechnique, Les Mines ou Centrale viennent rapidement à l'esprit. Mais c'est sans compter sur les 40 000 nouveaux diplômés qui sortent chaque année d'une des 200 écoles d'ingénieurs reconnues par l'État. *« Nous remarquons dans nos recrutements que les entreprises étrangères apprécient ces talents français, y compris pour aller piloter des sites à l'international »*, confirme Fatine Dallet, directrice exécutive du cabinet de recrutement Michael Page. L'appétence n'est pas nouvelle. Depuis toujours, ces derniers sont recherchés pour leurs bonnes maîtrises des fondamentaux du métier que sont les sciences de l'ingénieur, mais également pour leur polyvalence, essentielle face à l'accélération permanente du progrès technique. Les experts l'assurent, de nos jours, sans une véritable capacité d'adaptation, ces profils risque de se retrouver dépassés en quelques années seulement.

En outre, ces spécialistes trouvent en France des entreprises à la pointe de la technologie dans de nombreux secteurs, Airbus, Stellantis, ou encore Sanofi pour ne citer qu'eux. Un environnement idéal pour continuer à progresser et rester à l'avant-garde du progrès technologique. *« Passer plusieurs années chez Renault, par exemple, est autant une marque de qualité qu'un diplôme d'une grande école »*, illustre Fatine Dallet.

Ces quinze dernières années ont toutefois marqué un tournant. De plus en plus recherchés sur le marché du travail, ces profils sont devenus plus mobiles. Ils n'hésitent désormais plus à changer d'employeurs pour un meilleur salaire, des meilleures conditions de travail et la possibilité de plancher sur des dossiers toujours plus pointus et à plus forte valeur ajoutée. *« 97 % des ingénieurs interrogés se disent à l'écoute du marché et 55 % en recherche active d'emploi »*, souligne la directrice exécutive de Michael Page. En face, les patrons ne restent pas les bras croisés et multiplient les opportunités de monter en compétences et les formations pour tenter de les garder.

« Un manque de mixité alarmant »

Les nouvelles priorités nationales mises en avant dans l'agenda politique ont, par ailleurs, mis un coup de projecteur sur ces individus hautement qualifiés : *« Nucléaire, ferroviaire, batteries… de nombreux projets sont susceptibles d'attirer et de donner des perspectives professionnelles à ces futurs spécialistes »*, salue Michel Kahan, président de Syntec-Ingénierie, la fédération professionnelle de l'ingénierie. *« D'autant que ce sont des enjeux stimulants et qui ont du sens »*, ajoute-t-il. Les étudiants le recherchent. Quelques jeunes diplômés d'AgroParisTech, l'avaient même fait savoir haut et fort en 2022, appelant leurs camarades à déserter et refuser les débouchés dans les grandes entreprises de l'agro-alimentaire proposés par leur grande école. Un épisode qui avait confirmé aux écoles le besoin de s'adapter à l'époque.

Ce que les cursus d'ingénieurs ont su faire. Face aux attentes des étudiants et des employeurs et, surtout, aux transformations nécessaires de l'économie, des cursus donnant la part belle à l'IA, aux énergies renouvelables ou la rénovation thermique des bâtiments ont vu le jour. En outre, l'approche évolue : *« Hier, les ingénieurs américains n'hésitaient pas à être entrepreneur ; ce n'était pas du tout le cas pour leurs homologues français. Mais c'est est en train de changer »*, assure Michel Kahan.

Tout cela ne doit pas pour autant faire perdre de vue les enjeux encore nombreux auquel le secteur doit faire face. À commencer par la pénurie durable parmi ces profils scientifiques. Selon les estimations de Syntec-Ingénierie, il en manque 20 000 par an. Un travail sur l'attractivité du secteur paraît plus que jamais nécessaire. Mais attirer ne suffira pas, il faut également conserver. Encore aujourd'hui, un nombre trop important de diplômés de formation scientifique se dirigent vers d'autres métiers comme le conseil ou la finance, où leurs compétences sont également recherchées.

Sans compter qu'il faut féminiser le métier. Il y a un an, une étude de la Conférence des grandes écoles (CGE) pointait un *« manque de mixité alarmant »*. Pire, *« depuis dix ans, le taux de féminisation ne bouge quasiment pas »*, avertissait Laurent Champaney son président. Ce dernier stagne autour de 30 % en moyenne, en lien avec la trop faible proportion de filles dans les cursus scientifiques au lycée. Chez Syntec-Ingénierie, on estime par ailleurs qu'il manque des formations de qualité de niveau licence.

En revanche, le risque de voir les ingénieurs français vampirisés par les champions étrangers n'inquiète pas Michel Kahan. *« Ils partent apprendre chez les autres, mais je suis à peu près sûr que beaucoup reviendront »*, pronostique-t-il. Le cas de Mistral AI en est un exemple : son PDG, Arthur Mensch, diplômé notamment de l'X, a passé près de trois ans au sein de DeepMind, le laboratoire d'IA de Google, avant de revenir à Paris pour fonder sa start-up. Cette dernière est aujourd'hui l'un des fleurons français dans le domaine de l'intelligence artificielle. ■

Atos : les créanciers bancaires, arbitres du duel entre David Layani et Daniel Kretinsky

Lucas Mediavilla

Les deux hommes d'affaires ont déposé dimanche soir leurs dernières offres au conseil d'administration d'Atos.

Une partie serrée à l'issue incertaine. Après un nouveau week-end d'intenses tractations, à la fin duquel Atos a reçu les dernières moutures des offres de reprise émanant de Daniel Kretinsky d'un côté, de David Layani en consortium avec Walter Butler de l'autre, le conseil d'administration du groupe s'est laissé un peu plus de temps pour trancher. Le choix du repreneur de l'entreprise asphyxiée par 4,8 milliards d'euros de dettes attendra jusqu'au mercredi 5 juin au soir.

Dans le « money time », les deux camps ont revu leurs propositions de sauvetage pour séduire davantage de créanciers. L'effort se concentre de part et d'autre sur le niveau de réduction de dette proposée aux créanciers bancaires et obligataires. David Layani demande désormais 2,9 milliards d'euros d'effacement, contre 3,2 milliards initialement. Daniel Kretinsky a lui aussi mis de l'eau dans son vin. Son offre ne prévoit désormais que 3,4 milliards d'euros d'effacement de dette, contre 4 milliards initialement.

C'est une bonne nouvelle pour les porteurs de dette, moins pour l'entreprise, qui a intérêt à maximiser l'abandon de son passif. Mais dans cette conciliation, les faiseurs de rois sont les créanciers, car le plan de restructuration doit être voté à la majorité des deux tiers des porteurs de dette. La partie d'échecs, elle, bat son plein entre les deux repreneurs. David Layani a convaincu un groupe de créanciers représentant 60 % de la dette obligataire (et donc 30 % de la dette totale) de le rejoindre. Le consortium qu'il forme avec Walter Butler et Econocom, entré en discussion avec les banques étrangères, croit pouvoir compter sur leur soutien. Mais ces dernières n'ont pas signé son offre.



ANITA POUCHARD SERRA/BLOOMBERG

L'entreprise est asphyxiée par 4,8 milliards d'euros de dette.

En face, BNP Paribas a rejoint Daniel Kretinsky. La banque a également réussi à convaincre ses homologues françaises – CIC, Natixis, Société générale –, de quitter le comité de pilotage des banques, qui faisait cause commune avec les obligataires. Si elles ne rejoignent pas l'homme d'affaires tchèque, ces dernières ne soutiennent plus l'offre de David Layani.

Ensemble, les banques françaises détiennent 19 % de la dette totale du groupe. Ce n'est pas assez pour constituer une minorité de blocage (33 %) au projet de restructuration. Mais les pièces bougent rapidement sur l'échiquier. À tel point que le conseil n'a eu d'autre choix que de reporter sa décision sur le repreneur. *« Ils sont sous forte pression notamment de la BNP qui leur demande de reconsidérer l'offre de Daniel Kretinsky »*, résume-t-on dans le camp de David Layani.

BNP Paribas, qui travaille sur d'autres dossiers avec l'homme d'affaires tchèque, a été convaincue par son analyse de la situation d'Atos : Daniel Kretinsly estime que, sans abandon massif de dette et l'apport d'un maximum d'argent frais, Atos ne s'en sortira pas. Son holding, EPEI, allié au hedge fund Attestor, a dressé il y a deux semaines un tableau extrêmement noir de la situation. *« C'était une stratégie pour faire en sorte que les porteurs de dette obligataire vendent leurs créances sur le marché secondaire et qu'Attestor les reprenne. Cela n'a pas fonctionné jusqu'ici »*, veut-on croire dans le camp du consortium de David Layani.

« Pas de temps à perdre »

Pour l'instant, le président fondateur de OnePoint, qui détiendrait à l'issue de l'opération 20 % du capital – loin des 35 % espérés initialement –, pense avoir une longueur d'avance. Avec le soutien d'une partie des obligataires et des banques étrangères, il ne serait pas loin d'avoir la majorité nécessaire à ce projet. Ce week-end, les équipes de son consortium ont pressé le conseil d'Atos d'arrêter leur choix sur une des deux offres. *« La situation du groupe est urgente, il n'y a pas de temps à perdre »*, martèle son entourage.

Mais plus le temps passe, plus la nervosité s'installe. Si les obligataires sont avec lui, David Layani craint que Daniel Kretinsky n'arrive à convaincre les banques étrangères de le soutenir ou de lui céder leurs créances. L'offre du milliardaire tchèque a l'avantage d'être financée alors que le patron de OnePoint doit emprunter pour cette acquisition.

Daniel Kretinsky a aussi donné de nouveaux gages aux créanciers : un remboursement immédiat de 500 millions d'euros ainsi que la moitié du produit de cession issue de la vente des activités sensibles à l'État, ainsi que de celles liées au nucléaire civil (Worldgrid), dans le cas où ces ventes passaient à elles deux le cap du milliard d'euros. Il propose aussi un remboursement aux créanciers en cas de cession des activités digitales, qui pourra aller jusqu'à 90 % s'il en obtient plus de 2,75 milliards d'euros. Suffisamment attrayant pour emporter leur soutien et inverser le rapport de force ? Réponse d'ici à mercredi soir. ■

Ultra Premium Direct, le petit poucet des croquettes pour chats et chiens qui grandit dans l'ombre des géants Mars et Nestlé

Olivia Détroyat

La start-up rachetée en 2021 par Eurazeo développe son réseau physique et vise une centaine de magasins d'ici à 2028.

Inflation, crise, déconsommation… Si la hausse des étiquettes, qui culmine encore à plus de 18 % sur deux ans pour l'alimentaire et les produits de grande consommation, a modifié les habitudes de consommation des Français, elle n'a que peu entamé l'attention portée à leurs animaux à quatre pattes. À 5,8 milliards d'euros selon le magazine spécialisé *LSA*, le marché a ainsi encore progressé de 7 % en valeur en 2022. Il a surtout limité à 1 % la chute de ses volumes. Certes, la baisse en volumes a été un peu plus prononcée l'an dernier (– 2,5 % d'unités vendues selon Circana). Mais le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 15 %, ce qui prouve que les propriétaires d'animaux de compagnie ne sont pas prêts à sacrifier leur bien-être. Un arbitrage qui profite aux acteurs historiques du marché comme Mars (Royal Canin, Pedigree, Cesar, Sheba, Whiskas…) et Nestlé (Purina, Félix, Friskies…). Mais aussi à des nouveaux venus comme Ultra Premium Direct.

Créé en 2014 en ligne et sur un modèle d'abonnement, ce petit acteur du secteur a misé sur des recettes de croquettes pour chats et chiens enrichies en protéines et réduites en céréales, et sur un modèle de distribution « sortie d'usine » pour se faire une place à côté du duopole historique. Avec moins de 2 % du marché et 75 millions d'euros de chiffre d'affaires attendus cette année, il reste certes un tout petit poucet. Mais avec une hausse de 35 % de ses volumes l'an dernier, il prouve qu'il a trouvé quelques ingrédients pour chatouiller les plus grands.

« Dans les villes où nous ouvrons des boutiques, la cannibalisation de nos ventes digitales n'excède pas 10 % »

Matthieu Wincker
Cofondateur d'Ultra Premium Direct

« N'ayant pas ou peu de céréales dans nos recettes, la hausse de nos coûts a été un peu moindre que pour d'autres acteurs du marché, explique Matthieu Wincker, cofondateur avec sa femme, Sophie, d'Ultra Premium Direct. *Nous avons aussi réduit un peu nos marges, ce qui nous a permis de limiter nos hausses de prix à 20 % sur deux ans. »* De quoi attirer de nouveaux consommateurs en quête de produits abordables, dans un secteur où la hausse moyenne des prix a oscillé entre 30 % et 40 %, selon les marques.

Surtout, le groupe tire parti de son développement dans le réseau physique. Né en ligne, il a ainsi ouvert huit magasins depuis 2021, avec l'aide de son nouvel actionnaire Eurazeo, qui a pris une participation majoritaire à son capital pour 68 millions d'euros en 2021. *« Cela nous permet de recruter de nouveaux clients que nous n'arrivions pas à convaincre d'acheter en ligne*, ajoute Matthieu Wincker. *Dans les villes où nous ouvrons des boutiques, la cannibalisation de nos ventes digitales n'excède pas 10 %. »* Une dizaine d'ouvertures auront lieu cette année, *« puis une vingtaine par an pour atteindre 100 magasins d'ici à 2028 »*, ajoute le dirigeant.

Cela représente un investissement de 10 millions d'euros, *« avec un potentiel de rentabilité plus fort dans les magasins, car les économies de livraison font baisser nos coûts de 10 % »*, précise l'entrepreneur, rappelant que la marque est rentable depuis 2015. Pour suivre cette croissance, Ultra Premium Direct a aussi mis sur la table 6 millions d'euros pour agrandir les capacités de stockage et de préparation de commandes de son site historique d'Agen (Lot-et-Garonne). Une quarantaine d'embauches sont prévues cette année.

Dans sa volonté d'accélération, le groupe profite des opportunités laissées dans les galeries marchandes attenantes aux hypermarchés par les défaillances en série dans les chaînes de textile depuis deux ans (Camaïeu, Gap, Naf Naf, Kookaï, Burton…). *« Cela nous permet de nous déployer assez vite, sachant que nous sommes désormais bien identifiés par les foncières »*, conclut le fondateur d'Ultra Premium Direct. D'ici à la fin de l'année, le groupe prévoit ainsi d'ouvrir un second magasin à Bordeaux, puis un premier à La Rochelle, Angoulême, Toulouse, Nice ou encore Bayonne. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 3 JUIN

LE CAC

LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
ACCOR	40,14	+0,63	40,55	40,08	0,226	+16,01
AIR LIQUIDE	182,7	+1,24	183,88	180,88	0,09	+3,74
AIRBUS	155,3	-0,38	157,74	154,7	0,104	+11,1
ARCELORMITTAL SA	24,35	+0,79	24,61	24,2	0,394	-5,16
AXA	33,14	+0,27	33,55	33,14	0,153	+12,38
BNP PARIBAS ACT.A	68,06	+0,53	68,66	67,91	0,123	+8,74
BOUYGUES	36,25	+0,69	36,43	36,07	0,183	+6,24
CAPGEMINI	185,65	+0,03	187,65	182,3	0,254	-1,64
CARREFOUR	15,39	+2,67	15,535	15,07	0,22	-7,09
CREDIT AGRICOLE	14,875	-0,34	15,1	14,865	0,086	+15,74
DANONE	59,24	+0,2	59,54	59,1	0,119	+0,95
DASSAULT SYSTEMES	36,8	-0,73	37,61	36,64	0,091	-16,81
EDENRED	43,42	+0,86	44,12	43,16	0,294	-19,8
ENGIE	15,53	-0,03	15,65	15,47	0,164	-2,44
ESSILORLUXOTTICA	205,2	-0,05	207,9	205,2	0,06	+12,1
EUROFINS SCIENT.	55,72	+0,65	56,26	55,04	0,134	-5,53
HERMES INTL	2170	-0,28	2195	2160	0,033	+13,09
KERING	322,15	+1,56	325,8	319,95	0,168	-19,26
L'OREAL	449,25	-0,63	455,5	446,4	0,034	-0,31
LEGRAND	98,56	-0,54	100,55	98,48	0,121	+4,74

	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12
LVMH	738	+0,42	745	734,9	0,044	+0,6
MICHELIN	37,05	-0,27	37,38	36,96	0,161	+14,14
ORANGE	10,915	+1,77	10,935	10,755	0,311	+5,93
PERNOD RICARD	138,3	+0,99	139,25	136,75	0,164	-13,43
PUBLICIS GROUPE SA	104,8	+1,95	105,2	103,9	0,144	+24,76
RENAULT	53,72	+0,26	54,54	53,64	0,245	+45,56
SAFRAN	215,4	+0,61	217,7	215,2	0,098	+35,08
SAINT GOBAIN	80,86	+0,35	82,26	80,6	0,226	+21,3
SANOFI	90,11	+0,39	90,41	88	0,115	+0,39
SCHNEIDER ELECTRIC	226,55	-0,4	230,7	226,1	0,083	+24,63
SOCIETE GENERALE	26,965	-1,55	27,72	26,91	0,374	+12,24
STELLANTIS NV	20,145	-0,4	20,665	20,14	0,058	-4,73
STMICROELECTRONICS	38,305	+1,19	38,89	38,25	0,145	-15,34
TELEPERFORMANCE	106,75	+2,25	107,4	105	0,275	-19,16
THALES	167,5	+0,51	168,8	166,4	0,077	+25,05
TOTALENERGIES	65,92	-1,63	67,76	65,84	0,124	+7,01
UNIBAIL-RODAMCO-WE	81,16	+0,62	82,16	80,4	0,358	+21,28
VEOLIA ENVIRON.	30,84	+0,46	31,09	30,72	0,138	+7,98
VINCI	114,9	+0,39	116,5	114,55	0,112	+1,06
VIVENDI SE	10,2	+0,99	10,235	9,992	0,153	+5,42

LES DEVISES

LES DEVISES	MONNAIE	1 EURO=	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,629	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4784	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8518	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,4797	HKD
JAPON	YEN	170,09	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9772	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0842	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,385	TND
MAROC	DIHRAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	34,9104	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	51,2936	EGP
CHINE	YUAN	7,8562	CNY
INDE	ROUPIE	90,125	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	146,3349	DZD

L'OR

L'OR	VEILLE	31/12
Lingot 1KG	69 139,9€	+15,01 %
Lingot 100g	6 925,89€	+14,98 %
Lingot 50g	3 468,45€	+14,95 %
Lingot ONCE (31,10g)	2 162,56€	+14,92 %
Lingot 10g	702,59€	+14,76 %
Lingot 2,5g	183,57€	+14,09 %
20Fr NAPOLÉON	430,43€	+15,01 %
20Fr SUISSE	426,61€	+15,01 %
SOUVERAIN	538,43€	+15,02 %
KRUGGERAND	2 300,74€	+15,02 %
50 PESOS	2 747,08€	+15,02 %
10 DOLLARS	1 123,3€	+15,02 %
20 DOLLARS	2 247,59€	+15,02 %

Accédez au cours instantané



La chaîne d'info du groupe Canal+, propriété de Vivendi, s'est repositionnée sur le débat, le décryptage et l'opinion, quand ses concurrentes misaient sur le reportage, les images rediffusées en boucle… *(Ici, l'équipe de journalistes et de chroniqueurs de la chaîne.)* FRÉDÉRIC STUCIN VIA CNEWS/PHOTO NUMÉRIQUE

CNews devient la première chaîne d'info de France et détrône BFMTV

Caroline Sallé

L'antenne de Vivendi s'est hissée au sommet des audiences pour le mois de mai.

La petite chaîne d'info a fini par dépasser le leader. Au mois de mai, CNews a déchu BFMTV du piédestal où elle était installée depuis plus d'une décennie. Avec 2,8 %, l'antenne propriété de Vivendi a doublé le numéro un des chaînes d'info dont l'audience a atteint 2,7 %, selon les chiffres de Médiamétrie. CNews a vu son audience progresser sur un an de 0,6 point quand celle de BFMTV, dans le même temps, s'est contractée de 0,2 point. Derrière, LCI affiche 1,7 % de l'audience (– 0,5 %) et Franceinfo stagne à 0,7 %.

Après avoir été devancée certains jours, puis certaines semaines, et s'être retrouvée à égalité en décembre 2023 puis en mars dernier, BFMTV vient de perdre une nouvelle bataille, cette fois-ci cruciale, des audiences mensuelles. Portée par les succès de ses incarnations phares, Pascal Praud, Christine Kelly, Laurence Ferrari, Sonia Mabrouk… CNews est devenu, pour la première fois de son histoire, la première chaîne d'info en continu de France, confirmant sa montée en puissance.

« À sa création, CNews ne dépassait pas les 0,6 % d'audience mensuelle. Depuis, elle est en constante progression. Ces derniers mois, nous avons été régulièrement leader en semaine. Nous savions qu'à un moment les courbes finiraient par se croiser », indique Serge Nedjar, le directeur général de la chaîne. Relancée en 2017 sur les décombres d'i-Télé, après une grève massive et le départ de plus d'une centaine de journalistes, CNews a prospéré grâce à un changement de modèle. La chaîne d'info du groupe Canal+, propriété de Vivendi, s'est repositionnée sur le débat, le décryptage et l'opinion, quand ses concurrentes misaient sur le reportage, les images rediffusées en boucle…

S'il a perdu sa couronne, BFMTV rappelle toutefois qu'il conserve son leadership en nombre de téléspectateurs : 12,1 millions chaque jour, contre 8,2 millions pour CNews. Des téléspectateurs également plus jeunes, puisque la chaîne reste leader sur les 25-49 ans, cible plébiscitée par les annonceurs. La chaîne, dixit Marc-Olivier Fogiel, a beau demeurer *« sereine »* et travailler *« tranquillement la grille de rentrée »*, cette rétrogradation fait un peu tache.

La chaîne d'Altice Media est en passe d'être rachetée par l'armateur CMA CGM. Les deux parties seront d'ailleurs entendues en audition publique ce jeudi 6 juin par l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, en vue d'obtenir l'agrément pour son changement de contrôle. En mars dernier, Patrick Drahi, dont le groupe est lourdement endetté et empêtré dans un scandale de corruption, a cédé à prix d'or sa filiale Altice Media (BFMTV, RMC, RMC Découverte…) à Rodolphe Saadé.

Ce dernier, déjà propriétaire des journaux *La Provence*, *La Tribune* et actionnaire à hauteur de 10 % du groupe M6, a mis sur la table 1,55 milliard d'euros en cash. Alors que les marques d'intérêt exprimées par d'autres concurrents valorisaient Altice Media entre 800 millions et 1 milliard d'euros, l'homme d'affaires n'a pas hésité à payer près de 14 fois son excédent brut d'exploitation (Ebitda). Une somme considérable pour un très bel actif, mais un actif en perte de vitesse et d'influence… Rodolphe Saadé pourrait ainsi devoir remettre la main à la poche s'il veut renforcer BFMTV face à la concurrence de CNews.

CNews vient pour sa part de se hisser au sommet des audiences dans un contexte très particulier. Un appel à candidatures pour quinze fréquences de la télévision numérique terrestre a été ouvert par le régulateur de l'audiovisuel. Cette procédure va déterminer quelles chaînes auront le droit d'émettre en France en 2025. Et, à cette occasion, une partie de la classe politique verrait d'un bon œil que CNews, régulièrement sous le feu des critiques, soit remplacé par un écran noir. La chaîne s'est fait taper sur les doigts à plusieurs reprises par l'Arcom, qui vient même de lui infliger une amende de 50 000 euros en raison de propos litigieux tenus à l'antenne. Toutefois, comme l'avait rappelé l'an dernier son président, Roch-Olivier Maistre, *« CNews respecte strictement le pluralisme politique »*.

« Nous avons clairement un public qui nous plébiscite. Notre place dans le paysage audiovisuel est à présent incontournable. CNews est un acteur qui enrichit le débat démocratique »

Serge Nedjar
Directeur général de CNews

Parmi ses détracteurs, la députée écologiste Sophie Taillé-Polian a lancé en février une pétition contre le renouvellement des fréquences de CNews et C8. Avant elle, l'ancienne ministre de la Culture Rima Abdul Malak avait agité cette menace. CNews s'est aussi retrouvé au cœur des débats de la commission d'enquête sur l'attribution des fréquences de la télévision numérique terrestre (TNT), à l'Assemblée nationale en début d'année.

Durant les auditions, Vincent Bolloré, interrogé en tant que conseiller du président du directoire de Vivendi avait indiqué que, *« si par extraordinaire »*, l'une des chaînes du groupe Canal se voyait retirer sa fréquence, cette décision *« serait perçue comme une marque de défiance, en dehors du problème de la liberté d'expression. Qu'on le veuille ou non, le sentiment extérieur, c'est que le succès et la liberté de ton des chaînes de Canal gênent. »*

Alors que CNews est désormais la première chaîne d'info de France en mai, il pourrait devenir délicat, pour l'Arcom, de lui retirer sa fréquence. *« Nous avons clairement un public qui nous plébiscite. Notre place dans le paysage audiovisuel est à présent incontournable. CNews est un acteur qui enrichit le débat démocratique »*, considère Serge Nedjar. Un acteur longtemps dans le rouge dont les finances ont été assainies. Il y a quelques semaines, Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+, dans les colonnes du *Figaro*, avait indiqué que CNews était *« rentable depuis quelques semaines. Certains veulent interdire CNews et C8, mais manifestement, les Français adhèrent à ces deux chaînes. »* ■

Google contraint de revoir la copie de son service AI Overviews

Keren Lentschner

Ces nouveaux résultats de recherche nourris par l'IA générative ont donné lieu à des résultats étranges ou absurdes.

Après avoir annoncé en grande pompe une révolution de son moteur de recherche grâce à l'intelligence artificielle, Google est contraint de rétropédaler. Son nouvel outil, baptisé « AI Overviews », a été pris en défaut sur plusieurs requêtes en formulant des réponses erronées, voire très étranges. À une question sur la préparation d'une pizza, l'IA de Google a ainsi écrit que *« le fromage peut glisser de la pizza pour un certain nombre de raisons (…) Vous pouvez ajouter 1/8e de tasse de colle non toxique à la sauce pour la rendre plus collante. »*

AI Overviews avait été présentée triomphalement lors de Google I/O, la grand-messe annuelle du géant de Mountain View. Aux requêtes les plus complexes, le moteur de recherche propose dorénavant en tête de page un résumé de plusieurs lignes agrégeant différentes sources. Les liens vers des sites internet, qui constituaient jusque-là l'essentiel de ses réponses, apparaissent plus bas sur la page. Cela faisait un an que Google testait cette fonctionnalité, lancée à la mi-mai aux États-Unis et qui doit être disponible d'ici à la fin de l'année auprès de 1 milliard d'utilisateurs. Mais les erreurs d'AI Overviews ont suscité les moqueries des utilisateurs. Des captures d'écran – réelles ou fausses – de résultats absurdes ont envahi les réseaux sociaux.

« L'un des domaines que nous devons améliorer est notre capacité à interpréter des requêtes absurdes et du contenu ironique »

Liz Reid
Responsable de Google Search

Pour mettre fin à cet incendie qui risque de nuire à sa réputation, Google a désactivé Overviews sur certains types de recherches. Le groupe a également publiquement reconnu jeudi que son outil était perfectible. *« L'un des domaines que nous devons améliorer est notre capacité à interpréter des requêtes absurdes et du contenu ironique »*, se défend dans un communiqué Liz Reid, qui a pris récemment les rênes du moteur de recherche.

Certains utilisateurs se sont, en effet, amusés à formuler des requêtes absurdes comme *« combien de pierres devrais-je manger ? »*. *« Jusque-là, personne n'avait posé ce type de question à Google »*, répond Liz Reid. Elle évoque le peu d'informations disponibles sur internet à ce sujet et, surtout, l'existence de contenu ironique dont les subtilités échappent à son assistant virtuel. Une ironie également présente dans des forums de discussion qui ont servi à entraîner son modèle d'IA… Google a, en effet, noué en février un partenariat à 60 millions de dollars avec le réseau social Reddit pour pouvoir utiliser les données issues des conversations tenues sur ses forums.

Un aveu d'échec en demi-teinte… *« En nous appuyant sur les exemples des dernières semaines, nous avons pu identifier des modèles récurrents d'erreurs et nous avons fait plus d'une douzaine d'améliorations techniques à nos systèmes »*, détaille Liz Reid. Google a notamment bâti des mécanismes permettant de repérer les requêtes absurdes qui ne nécessitent pas d'activer la fonctionnalité AI Overviews, et a limité la prise en compte de contenu humoristique ou ironique dans ses réponses. Sur les sujets comme l'actualité ou la santé, où les infos doivent être constamment à jour, AI Overviews ne sera pas non plus utilisée.

Ce n'est pas la première fois que Google essuie les plâtres après l'introduction d'une nouvelle fonctionnalité à base d'intelligence artificielle. En début d'année, il avait été contraint de suspendre son outil de génération d'images à cause d'erreurs historiques. Une requête sur un soldat allemand de 1943 avait ainsi donné lieu à des images de militaires asiatiques ou à la peau noire. Google avait expliqué l'origine de ces erreurs par sa volonté d'éviter que son IA ne propage des préjugés raciaux et sexistes… Un parti pris « woke » de Google, selon Elon Musk, auquel le milliardaire américain répond avec son propre outil d'IA, Grok.

De nombreux observateurs voient dans ces erreurs une précipitation liée à la course à laquelle se livrent Google, Microsoft, Meta et OpenAI. Le lancement de ChatGPT en 2022 et l'engouement suscité depuis auprès du grand public par l'IA générative viennent bouleverser la façon dont les internautes effectuent leurs recherches. Google avait voulu frapper un grand coup le mois dernier en annonçant plusieurs nouveautés à base d'IA tant au sein de son moteur de recherche que de ses autres services comme YouTube, Gmail ou Docs. Car, avec son moteur de recherche qui détient plus de 90 % de part de marché dans le monde, Google fait face à un dilemme. Faut-il ou non faire évoluer son moteur en y intégrant de l'IA générative, alors que cette technologie n'est pas encore fiable à 100 % ? Le risque d'abîmer un service reconnu pour sa fiabilité n'est pas négligeable. Mais s'il n'évolue pas, Google prend aussi le risque aussi de se faire dépasser par ses rivaux, qui ne lésinent pas sur les moyens. ■

MERCI

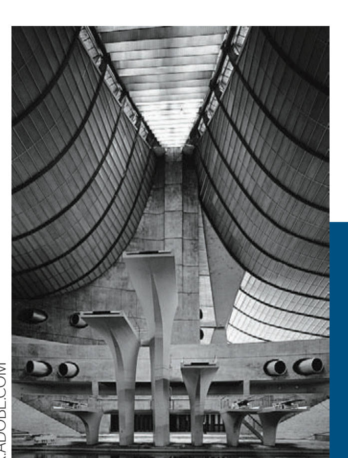
C8

LA CHAÎNE NUMÉRO 1 DE LA TNT

LEADER EN 2023 ET 2024

Mediametrie / Mediamat – PdA 4 ans et + / Moyenne annuelle 2023, janvier-mai 2024.

LE FIGARO et vous



ARCHITECTURE

À PARIS, LA MAISON DE LA CULTURE DU JAPON MET À L'HONNEUR KENZO TANGE ET KENGO KUMA, DEUX STARS DES JO DE TOKYO PAGE 33

ANTOINE

POUR SES 80 ANS, LE CHANTEUR VIENT DE SORTIR UN NOUVEAU LIVRE ET NOURRIT ENCORE BIEN DES PROJETS PAGE 32



F. BOUCHON / LE FIGARO; YO ISHIMOTO/THE MUSEUM OF ART, KOCHI/©KOCHI PREFECTURE, I. YASUHIRO PHOTO CENTER; BRIDGEMAN IMAGES; IDEY - STOCK.ADOBE.COM



1874, la parfumerie aussi devient impressionniste

Il y a cent cinquante ans, alors que la première exposition dite des impressionnistes secouait l'establishment, on découvrait la vanilline, toute première molécule de synthèse à entrer dans la palette des parfumeurs. Entre polémique et avant-garde, histoire d'une révolution olfactive. PAGES 30 ET 31

Les Coquelicots **(détail), par Claude Monet, a été dévoilé au public lors de la première exposition des peintres impressionnistes en 1874.**

Jacky Terrasson entre deux continents

Olivier Nuc

Le pianiste franco-américain se produit à Paris après la sortie de son album « Moving On ».

Après trois décennies d'une carrière multiprimée et portée par un public fervent, le pianiste franco-américain Jacky Terrasson a décidé de se réinventer. Son nouvel album, *Moving On*, sonne comme un nouveau départ, sur le plan musical et personnel. *« J'ai quitté New York, où je vivais depuis trente ans, pour m'installer à Bordeaux il y a quatre ans »*, explique cet habitué des vols transatlantiques, né en 1965 d'un père français et d'une mère américaine, et qui veut *« qu'on ne m'oublie pas là-bas »*. Le musicien a aussi quitté la multinationale du disque Universal Music pour se lancer dans la production. *« J'ai une casquette d'entrepreneur mais je bénéficie du soutien du label Naïve et de la structure Believe pour m'accompagner »*, confie cet hyperactif.

« Je n'ai ni l'envie ni le temps d'être producteur à part entière. Mais c'est intéressant d'aller chercher le studio soi-même, de choisir les musiciens avec qui on a envie de jouer et de faire en sorte que le projet aboutisse. » Moving On est une des plus belles réussites à porter au crédit de ce pianiste virtuose, qui pratique l'éclectisme avec une belle gourmandise. *« Pas mal de choses se sont faites de manière impromptue avec ce disque : j'adore ça. »* Réunissant compositions originales et reprises, enregistré à la fois avec des Français et des Américains, *Moving On* constitue une bonne représentation de la double culture du bonhomme. On y entend de nombreux invités, des batteurs légendaires Billy Hart et Eric Harland en passant par les chanteuses Camille Bertault et Kareen Guiock-Thuram. *« Avec Billy, nous avons joué Misty pour nous mettre à l'aise avant d'enchaîner avec ma compo* Go Round *»*, se souvient-il.

La Française Camille Bertault, spécialiste des arabesques vocales, fait des merveilles sur *Est-ce que tu me suis ?*, dont elle a écrit le texte, débité très rapidement, peut-être même un peu trop. *« J'ai décidé d'imprimer les paroles dans le livret*, s'amuse Terrasson. *Si d'autres personnes me présentent des textes, j'adorerais les mettre en musique. Tout comme j'aimerais mettre ma musique au service d'images. »*

Binationalité et double culture

Musicien accompli, homme épanoui, le quinquagénaire amorce une deuxième partie de carrière stimulante. *« Quant à Kareen Guiock-Thuram, je l'ai rencontrée dans le cadre du festival de Porquerolles. Je suis tombé sous le charme de sa voix. Elle a un peu la même chaleur dans le timbre que Cassandra Wilson, avec qui j'ai travaillé il y a longtemps. »* Très dynamique, enthousiaste et enjoué, Jacky Terrasson a signé un album bien à son image. *« Je voulais raconter mon histoire de binationalité et de double culture. »* Un nouveau départ marqué par la reprise du *Happy* de Pharrell Williams, véritable hymne à la joie qui côtoie une composition en hommage à Édith Piaf. ■

Les 4, 5 et 7 juin au Bal Blomet (Paris 15e).

Pauline Castellani

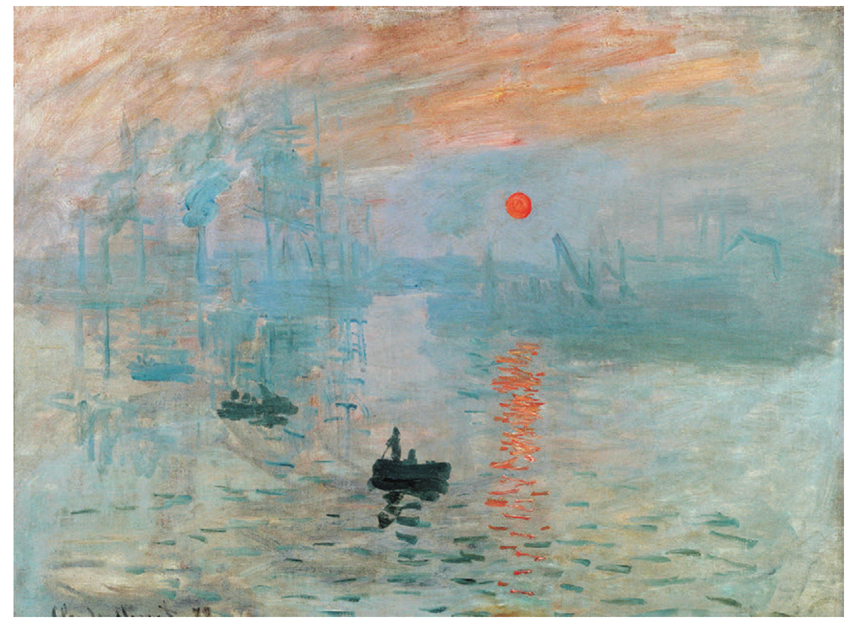
Au printemps 1874, au moment même où les impressionnistes opèrent un changement de regard sur la peinture, les parfumeurs renouvellent, grâce à l'introduction des molécules de synthèse, l'esthétique olfactive. Une révolution.



ARCHIVES GUERLAIN ; BRIDGEMAN IMAGES ; HOUBIGANT ; GUERLAIN ; COTY ; CHANEL

La parfumerie moderne à l'ombre de l'impressionnisme

***Ci-dessus*, Jacques Guerlain, créateur entre autres de L'Heure Bleue, évocation de la lumière entre chien et loup *(ici au laboratoire dans les années 1950 avec son petit-fils Jean-Paul Guerlain)*. *Ci-dessous*, le chef-d'œuvre de Claude Monet, *Impression, soleil levant* (1872), qui donnera son nom au mouvement impressionniste en 1874.**



C'est l'événement de ce printemps. Pour célébrer les 150 ans d'un mouvement qui changea le cours de l'histoire de l'art, le Musée d'Orsay présente, jusqu'au 14 juillet, « Paris 1874. Inventer l'impressionnisme ». Car c'est précisément le 15 avril 1874 que Monet, Renoir, Degas, Morisot, Pissarro, Cézanne, Sisley et une trentaine de peintres avant-gardistes s'affranchissent des règles en inaugurant leur propre exposition dans l'atelier du photographe Nadar. Le mouvement impressionniste est né. *« Vous qui entrez, laissez tout préjugé ancien ! »*, prévient le critique Prouvaire soulignant le choc visuel des œuvres réunies. Moins d'un mois plus tard, le parfum, lui aussi, se libère de ses origines naturelles. *« La vanilline, l'une des premières molécules de synthèse de la parfumerie, est présentée en mai 1874 à l'Académie des sciences. On assiste aussi, à cette période, à l'apparition de la coumarine qui reproduit l'arôme de la fève tonka et son odeur de foin coupé ; à la fabrication de muscs artificiels ou encore de l'ionone aux notes de violettes dans les années 1890*, relève Eugénie Briot, responsable patrimoine & transmission chez Givaudan. *Si la plupart de ces molécules existent à l'état naturel, elles sont pour la première fois obtenues non par extraction d'une plante mais bien par transformation chimique. La vanilline, par exemple, est fabriquée industriellement à partir d'un dérivé de sève de conifère et non de gousse de vanille. Et si la nouvelle manière de peindre la vie moderne et d'en restituer la sensation subjective donne naissance à l'impressionnisme, cette petite révolution olfactive est, elle, à l'origine de la parfumerie moderne. Vivement critiqués, peintres et parfumeurs se heurteront, au même moment, aux partisans d'une certaine tradition. »*

De nombreuses publicités mettent ainsi en garde contre ces parfums *« artificiels et médiocres »* quand les médecins soulignent, eux, leurs effets néfastes sur la santé – troubles du comportement et risque de stérilité en vue ! Les industriels y trouvent pourtant l'avantage de disposer (à moindre coût, à tout moment et dans les quantités souhaitées) de produits odorants que la nature ne pouvait leur offrir que ponctuellement. Pour les parfumeurs, c'est surtout l'occasion d'enrichir leur palette de nouvelles matières premières et d'abandonner les traditionnels bouquets figuratifs de fleurs délicates, fraîchement cueillies. Ils s'aventurent vers des combinaisons plus amples et font émerger de nouvelles familles olfactives, en particulier, celle des fougères avec Fougère Royale d'Houbigant en 1882 autour d'un accord lavande-géranium-coumarine **(1)**. Aimé Guerlain, qui travaillait jusqu'alors bergamote, lavande, menthe ou encore fleur d'oranger, ose en 1889, employer pour la toute première fois, la vanilline de synthèse. Ce sera Jicky **(2)**, composition aussi fondamentale dans l'émergence de la parfumerie moderne que peut l'être *Impression, soleil levant* de Monet pour l'avènement de l'impressionnisme.

« Si je vous demande d'imaginer une rose, vous pouvez voir et même sentir la fleur ; en revanche si je vous parle d'alcool phényl éthylique, cela devient plus difficile. La molécule abstraite n'est pas reliée à une image, encore moins à une odeur. Elle devient davantage une impression, observe Thierry Wasser, l'actuel maître-parfumeur de Guerlain. *À partir du moment où les molécules de synthèse surgissent au milieu du XIX*e *siècle, le parfum devient alors, lui aussi, impressionniste. »*

Monet, Renoir, Pissarro, Bazille et les autres élaborent une peinture d'atmosphère et de perception : *« Ils sont impressionnistes en ce sens qu'ils rendent non le paysage, mais la sensation rendue par le paysage »*, écrit Jules-Antoine Castagnary dans *Le Siècle* en avril 1874. Guerlain, Coty **(3)**, Piver ou encore Caron imaginent, de leur côté, des créations qui stimulent les émotions, comme n'importe quelle autre œuvre d'art. *« L'époque est un bouillonnement créatif et l'apparition de la synthèse reflète parfaitement ce qui se passe dans d'autres courants artistiques*, poursuit Thierry Wasser. *Ce sera, un peu plus tard, en musique la rythmique du* Sacre du Printemps *qui fait scandale au Théâtre des Champs-Élysées en 1913 ou le dodécaphonisme de Schönberg dans les années 1920. Mais aussi l'écriture automatique de Breton, d'Aragon, de Soupault, le dadaïsme et le surréalisme… »* Partout émerge une manière neuve de s'emparer d'un monde en proie à l'accélération du temps – en 1889, est inventée la pellicule photographique qui servira quelques années plus tard à tourner les tout premiers films de l'histoire du cinéma.

L'art de la synthèse

Dans la lignée de Jicky, suivront de magnifiques parfums impressionnistes dont l'Heure Bleue (1905) chez Guerlain toujours. La fragrance capture un instant fugace, celui de la fin du jour entre chien et loup, elle évoque une couleur, voire mieux, une atmosphère. *« Le soleil s'est couché, la nuit pourtant n'est pas tombée. C'est l'heure suspendue… L'heure où l'homme se retrouve enfin en harmonie avec le monde et la lumière. »* Telle est la description que Jacques Guerlain (neveu d'Aimé dont il a été l'apprenti) fait de ce phénomène qu'il met en bouteille en 1912 dans un souffle poudré de notes de violette et d'iris enveloppant un bouquet de fleurs moelleuses… À noter que, collectionneur et grand amateur de peinture, le parfumeur sera un temps propriétaire du tableau *La Pie* de Monet, aujourd'hui dans les collections du Musée d'Orsay.

D'autres cultiveront l'art de la synthèse tels Trèfle Incarnat de L.T. Piver qui sort de la banalité grâce à son salicylate d'amyle (1900) ; Vera Violetta de Roger & Gallet dont l'ionone fait le succès en 1902 ; La Rose Jacqueminot, premier soliflore moderne avec ses deux composants de synthèse accolés à la rose de mai (1904) et L'Origan (1905) de Coty qualifié de *« premier parfum violent du siècle »* par Edmond Roudnitska. À base d'iralia à la note boisée et fleurie et de dianthine au bouquet d'œillet épicé, ce sillage tenace, rond et moelleux, devient la signature de la femme moderne affirmant sa personnalité. Et puis, bien sûr, le No 5 de Chanel en 1921 **(4)**. *« Malgré les nombreux ingrédients d'origine naturelle (rose de mai, ylang-ylang, jasmin…), aucune note reconnaissable ne domine : les aldéhydes, utilisés pour la première fois en si grandes quantités, floutent en quelque sorte leurs contours »*, analyse Eugénie Briot.

Comme pour apprécier les tableaux d'un Monet ou d'un Renoir qui juxtaposent sur leurs chevalets buissonniers des touches de couleurs rapides et enlevées afin de traduire leurs impressions d'un mouvement, d'un paysage ou d'une attitude saisie sur le vif, il faut là aussi prendre du recul pour mieux percevoir le sillage. La lumière des impressionnistes, c'est bien sûr celle des soleils levants et des crépuscules, celle de chaque heure du jour et de toutes les saisons, dont ils ont su saisir les chatoiements et les reflets. *« Comme sur ces œuvres où la nature paraît diffractée sous l'effet de la lumière, la synthèse opère un changement de paradigme dans la perception d'une senteur. En isolant une seule facette de la plante, constituée de centaines de particules odorantes différentes, les molécules de synthèse confèrent une identité forte, puissante, pure, presque violente à la composition »*, insiste Eugénie Briot. *« Certaines notes synthétiques sont même utilisées pour apporter une sensation de lumière supplémentaire. Avec sa transparence jasminé, l'hédione permet un rayonnement qui traverse de bout en bout une composition »*, souligne Daniela Andrier, parfumeur pour Givaudan, à l'origine des éclatantes Infusions de Prada dont l'hespéridée commune éclaire la note mise en avant que ce soit l'iris, la fleur d'oranger, la figue ou le récent gingembre. *« J'ai beaucoup travaillé la lumière dans cette collection, non pas celle d'un halogène trop éblouissant, plutôt d'un rayon fondu dans le parfum qui sert de révélateur et déclenche la réminiscence fugace de l'ingrédient. C'est le jeu entre matières naturelles et de synthèse qui fait onduler la lumière, la rend plus vivante et vibrante. »* ■

1


2


3


4


Jacques Cavallier Belletrud : « Lorsque Pharrell a suggéré l'idée d'un parfum, nous sommes partis de la lumière, si importante pour lui »

C'est le tout premier parfum de Pharrell Williams, et, à bien observer ce flacon, LVERS (lire « lovers »), vous remarquerez sans doute ces intrigants reflets iridescents. Il n'en fallait pas moins pour une fragrance qui ambitionne de capturer la lumière et ses puissantes vibrations. Le directeur créatif homme et le maître parfumeur de Louis Vuitton, Jacques Cavallier Belletrud, rejoint ici par sa fille Camille Cavallier Belletrud, qui travaille avec lui, ont choisi d'explorer ce thème à travers le prisme de la photosynthèse, une lumière aussi vitale que puissante au cœur de la nature. Dans ce parfum forcément frais et plein d'éclat, le trio remet à l'honneur les notes vertes grâce à un galbanum (naturel cette fois) revigorant, auquel s'ajoute la force des bois de cèdre et de santal. Jacques Cavallier Belletrud présente cette composition à la croisée de la mode et du parfum qui sortira le 19 juin (au lendemain du défilé homme de l'été 2025) et décrypte l'évolution d'une parfumerie masculine devenue, enfin, moins stéréotypée.





Le maître parfumeur de Louis Vuitton, Jacques Cavallier Belletrud (*ci-contre*) et le directeur créatif de l'homme, Pharrell Williams (*à gauche*) ont créé LVERS, autour du concept de photosynthèse *(280 € les 100 ml, sortie le 19 juin).*
ERIK IAN ; LOUIS VUITTON

LE FIGARO. – Pouvez-vous raconter la genèse de ce parfum ?
JACQUES CAVALLIER BELLETRUD. – Il y a un an, le premier défilé de Pharrell Williams sur le Pont-Neuf a été l'avènement d'un style chez Louis Vuitton, une nouvelle vision de la masculinité. Tout en conservant évidemment les codes de la maison, c'était l'arrivée d'une certaine lumière et d'une certaine idée pop, plus que « street » d'ailleurs, sur la planète masculine. Avec Pharrell, nous partageons une passion pour les valeurs de modernité, de créativité, d'innovation et de sophistication qu'exprime la maison depuis 170 ans. Et quelques jours plus tard, lorsqu'il a suggéré l'idée d'un parfum, nous sommes tout simplement partis de cette lumière si importante pour lui et très présente lors de son défilé. Une lumière intense qui transperce tout, qui embellit, qui magnifie, qui donne la vie. Cela nous a menés à parler de photosynthèse, cette alliance de la lumière et de l'eau qui permet à tout végétal de pousser, depuis les fleurs que l'on utilise dans les parfums jusqu'aux arbres qui produisent les bois, les feuilles, etc.

C'est votre première collaboration avec un directeur créatif de la maison ?
J'ai toujours essayé de mettre secrètement dans mes parfums ce qu'exprime la maison au niveau de la mode et, plus particulièrement, Nicolas Ghesquière (*directeur artistique des collections femme, NDLR*) avec son utilisation des couleurs, la rigueur de ses coupes, l'expression très franche de la féminité d'aujourd'hui et de demain… J'ai essayé de transcrire cela dans le parfum Attrape-Rêves, par exemple. La maison offre beaucoup de clés d'inspiration au parfumeur que je suis, non seulement à travers son histoire et ses valeurs, mais aussi à travers les points de vue très différents de toutes ces personnes éprises de liberté créative, de Yayoi Kusama (*qui a collaboré avec le malletier en 2012 et en 2023*), à Marc Jacobs (*à la tête de la mode de 1997 à 2013*) en passant par Virgil Abloh (*qui dirigeait la mode masculine depuis trois ans lorsqu'il est brutalement décédé en 2021*) pour qui j'avais une tendresse particulière. Mais c'est effectivement la première collaboration directe, une expérience à six mains, six narines même, qui s'est faite avec fluidité et beaucoup de vibrations positives. On est, ici, dans la créativité pure avec d'un côté LVERS, qui est un concept « pharrellien » mais très Vuitton et, de l'autre, la jeunesse de Camille, ma fille, qui a eu l'idée de travailler avec des essences un peu oubliées comme le galbanum. C'est cette créativité et cet engagement qu'attendent nos clients. Le monde de la parfumerie est en train de changer, les jeunes notamment veulent qu'on leur parle des matières et de leurs origines, de la manière dont on les assemble. Ce désir de compréhension immédiate est très nouveau et c'est une chance pour le luxe et ceux qui le pratiquent vraiment.

Pour revenir à la photosynthèse, comment traduire en odeurs le concept de lumière ?
La lumière en parfumerie, c'est la fluidité et la transparence. Comme un rayon laser dans la nuit, c'est ce qui va mettre en valeur tout ce qui est autour. La lumière peut venir, par exemple, de la bergamote, d'un citrus tout simple, de notes « dewy » (*la rosée*) et fleuries, très fraîches, mais aussi de molécules plus sophistiquées qui sentent l'eau de source ou celle de la mer, lorsqu'elles sont un peu salées. Toutes ces notes établissent un panorama pour mieux révéler les éléments clés que l'on veut exprimer. Comme ici, la note verte avec le galbanum, et les notes boisées avec le cèdre et le santal. On peut avoir des matières très lourdes dans une composition, mais s'il n'y a pas de fluidité, et donc de lumière, le résultat risque d'être un peu collant, dégoulinant. Comme en cuisine, cela peut être bon à la première bouchée mais on s'en lasse vite.

Pourquoi avoir choisi le galbanum, une matière première peu utilisée aujourd'hui ?
C'est une note assez exceptionnelle, car elle est protéiforme : s'il y a une raideur dans sa facette verte très naturelle, elle se combine aussi parfaitement avec son antithèse, c'est-à-dire des fleurs plus suaves, comme la tubéreuse et la fleur d'oranger, mais aussi avec des épices, dont le gingembre présent dans LVERS. Les notes vertes sont encore présentes en parfumerie, mais ce sont aujourd'hui souvent des molécules de synthèse. Camille a choisi le galbanum pour cette rigueur, mais aussi pour remettre justement en lumière une note qui a fait l'histoire de la parfumerie. Le galbanum, c'est Vent Vert de Balmain par Germaine Cellier (1947), Alliage d'Estée Lauder (1972), Giorgio Beverly Hills (1981)… Comme certains classiques, sa présence s'était atténuée avec le temps sans vraiment disparaître des flacons. Elle était devenue tellement mineure que certains n'osaient même plus la citer ; nous, nous n'avons pas peur ! C'est le même phénomène que la mode et son cycle : par exemple, après quelques décennies de noir et de sombre, il y a un retour à des couleurs plus pop, notamment chez les hommes.

Justement, vous évoquez tout à l'heure l'émergence d'une nouvelle masculinité, comment a-t-elle évolué dans le secteur de la parfumerie ?
En s'affranchissant enfin des caricatures des parfums de sportifs et de conquête. Même si ces derniers plaisent toujours à certains, il y a un appétit de la part des hommes pour des fragrances plus subtiles et facettées. Et il faut bien le dire, de la part des femmes aussi, qui aiment sentir sur les hommes ce genre de choses ; un succès masculin ne peut pas se faire sans les femmes ! Finalement la parfumerie masculine est assez récente et au XVIIIe siècle les hommes portaient des tubéreuses et des roses. Pendant la guerre, les GI américains ont débarqué en Europe avec Old Spice dans leurs bagages et, après l'avènement des eaux fraîches dans les années 1960, suivront les très virils Brut de Fabergé, Paco Rabanne pour homme, Drakkar Noir… LVERS n'est ni dans les codes lourds de la masculinité, ni dans le refus de la masculinité. Pour moi, c'est un débat marketing un peu dépassé, une bonne odeur est bonne pour tout le monde, quel que soit son genre. Cependant, j'observe qu'il existe des segmentations masculin-féminin dans toutes les maisons de mode et ce qui m'intéresse, c'est plutôt le pouvoir d'inspiration que renferment encore la féminité éternelle et la masculinité dans un sens très pur. Ce qui compte, c'est de réussir à faire quelque chose qui s'inscrive dans les valeurs de la maison et qui serve un concept. On a quand même un message universel à délivrer en produisant un parfum comme LVERS.

Lequel ?
On aime les gens, on aime les cultures, on aime la diversité, on aime les différences… tout ça doit nous rapprocher plutôt que de nous diviser. Et même si cela paraît un peu bateau, je crois beaucoup au message social du parfum. Le parfum n'est pas une commodité. C'est d'abord un plaisir tout à fait intime, le parfum est la seule chose qui reste sur soi lorsqu'on est nu, mais c'est aussi un message que l'on envoie et que l'on partage avec les autres. Depuis des millénaires, le parfum c'est, à la fois, la séduction et le moi profond. Cette signification culturelle a été un peu balayée sur l'autel de la publicité… ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **P. C.**


« Je déteste les fêtes obligées liées à une date. Je suis un vrai loup solitaire », affirme Antoine (ici, dimanche, à Boulogne-Billancourt).

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Antoine : « Cette année, je fête surtout mes 50 ans de navigation »

Léna Lutaud

Mick Jagger, Johnny Hallyday, Maurice Chevalier, le général de Gaulle… À l'occasion de ses 80 ans, le chanteur à la réputation fleurie partage ses souvenirs et évoque ses projets.

Ce centralien n'a été chanteur que huit ans, entre 1966 et 1974. Depuis, il vit la moitié de l'année en mer et, sur le modèle de Jacques-Yves Cousteau, en a fait un business en publiant des livres et en réalisant des films. Le reste de l'année, il est en Auvergne. Il aime la solitude mais a fait une exception pour *Le Figaro*.

LE FIGARO. - Nicoletta le 11 avril dernier, Dave le 4 mai, Alain Souchon le 27 mai, Michel Polnareff le 3 juillet prochain… Ce 4 juin, allez-vous fêter, sur scène, vos 80 ans, comme eux ?
ANTOINE. - Admettez que 1944 était un sacré millésime, une cuvée extraordinaire ! *(Rires.)* Cette année, je fête surtout mes 50 ans de navigation et il se trouve qu'Emmanuel Macron, président de la République, déclare septembre 2024-septembre 2025 comme l'année de la mer. À la rentrée, j'irai donner une série de conférences entrecoupées de projections de mes films au Grand Pavois à La Rochelle puis je ferai une tournée des multiplexes CGR. Mon anniversaire, c'est ça. Je ne fête jamais mon jour de naissance, ni la Coupe du monde de football. À Noël et au Nouvel An, je suis couché à 20 heures. Je déteste les fêtes obligées liées à une date. Je suis un vrai loup solitaire. J'ai une compagne merveilleuse, je pars en bateau avant elle, elle me rejoint.

Sur la fameuse photo de Jean-Marie Périer des idoles des jeunes, il ne reste guère que vous, Sylvie Vartan, Hervé Vilard, Jean-Jacques Debout, Sheila, Hugues Aufray, Eddy Mitchell, Jacques Dutronc. Cela vous angoisse-t-il ?
Pas du tout ! J'ai chanté pendant huit ans de 1966 à 1974. Depuis, je vis une grande partie de l'année en mer et le reste dans ma ferme en Auvergne loin de tout.

Avec qui avez-vous gardé des liens ?
Même quand j'étais dans le showbiz à plein temps, les liens étaient distendus. Quand je vois Daniel Guichard aujourd'hui tous les trois ou quatre ans, je peux dire que c'est quelqu'un de très proche. Il habite près de la mer, à Béziers, et au lieu d'avoir un bateau comme moi, il vit dans un camping-car. Pierre Cosso, l'amoureux de Sophie Marceau dans *La Boum*, est un bon copain. Il fait de la musique et vit sur un catamaran en Polynésie.

Avez-vous profité de vos voyages en mer pour aller voir la tombe de Jacques Brel aux Marquises et celle de Johnny Hallyday à Saint-Barth ?
Les deux ! Leurs tombes figurent dans mes films. Il y a un secret bien gardé autour de Johnny. À Saint-Barth, il était copain et voisin avec Jimmy Buffett, un chanteur américain ignoré en France. J'adorais cet homme. Il est mort à 76 ans en septembre dernier et c'est ma plus grande tristesse depuis longtemps. Dans son album posthume, le titre *Johnny's Rhum* est une chanson à la gloire de son cher Johnny Hallyday.

Johnny Hallyday, Sacha Distel, Pierre Bachelet, Mike Brant, Georges Brassens… Voulez-vous, comme eux, être enterré près de la mer ?
Quand ce sera le moment, une poignée de poussière près d'un volcan du Puy-de-Dôme ou dans un lagon en Polynésie si ce n'est pas trop compliqué, ça m'ira très bien. J'ai pensé à demander l'autorisation à la préfète à être enterré chez moi. Mais la préfecture ne donne son feu vert qu'après la mort de la personne.

Votre fameux *« oh yeah ! »* est l'un de vos mots de passe. Vous y songez comme épitaphe ?
Surtout pas d'épitaphe.

> **« J'ai été diplômé de Centrale Paris en même temps que je chantais sur scène. En dehors des grands patrons comme Édouard Michelin, Delphine Ernotte et d'ingénieurs comme Gustave Eiffel, le seul centralien célèbre et musicien est Boris Vian »**

Vous êtes l'unique yéyé à sortir d'une grande école…
J'ai été diplômé de Centrale Paris en même temps que je chantais sur scène. En dehors des grands patrons comme Édouard Michelin, Delphine Ernotte et d'ingénieurs comme Gustave Eiffel, le seul centralien célèbre et musicien est Boris Vian (promo de 1942).

De 1966 à 1974, vous avez été « protest singer » à la Bob Dylan, chanteur de variété, chanteur rétro avec des chanteuses comme Georgette Plana. Pourquoi êtes-vous passé d'un genre à un autre ?
Dylan a chanté du Sinatra, j'ai simplement été plus rapide. J'ai toujours eu envie de passer à autre chose. C'est tellement sympathique, j'en garde de très bons souvenirs. J'ai beaucoup aimé aussi être animateur de télévision. J'adorais le « Sacha Show » de Sacha Distel. J'ai animé de nombreuses émissions, j'ai même remplacé Jacques Martin auprès de Danièle Gilbert. J'aurais peut-être pu faire la même carrière que Michel Drucker.

Vous avez produit d'autres artistes comme Jacques Verrechia qui deviendra l'avocat historique de Johnny Hallyday et de ses filles Jade et Joy…
J'ai produit son premier 45-tours. Avant de devenir un prince des prétoires, Jacques Verrechia avait de très beaux cheveux longs et un bandana autour du cou. Il a joué avec moi plusieurs années, dont trois semaines à l'Olympia en 1966, avec Charlebois en première partie.

Vous avez débuté sous le général de Gaulle. Quelles étaient vos relations avec le pouvoir à l'époque ?
En attendant les résultats d'une élection présidentielle, l'ORTF diffusait des variétés. En décembre 1965, le général de Gaulle président sortant se présentait face à François Mitterrand. Jean-Christophe Averty m'avait invité pour chanter en direct mon premier 45-tours, *La Guerre*. Le général de Gaulle s'y est opposé. J'ai dû chanter une autre chanson.

Pourquoi vous être passionné pour Maurice Chevalier au point de chanter ses tubes en smoking ?
La vie m'a donné des lauriers et des échecs, aussi intenses l'un que l'autre. En voyant *Hair* et *Jesus Christ Superstar* à Broadway, j'ai eu envie de produire une comédie musicale en France. Michel Berger n'avait pas encore lancé *Starmania*. J'ai choisi *Dédé*, créé par Maurice Chevalier, un grand classique avec Jean Le Poulain à la mise en scène. J'ai fait un bide. Pour rembourser mes dettes, j'ai dû vendre ma maison dans l'Ouest parisien. Il me restait juste de quoi acheter un bateau. Ce coup de pied au cul a changé ma vie.

Depuis 1974, vous vivez la moitié de l'année en mer. Films et livres sont devenus un business, un peu comme Jacques-Yves Cousteau, n'est-ce pas ?
J'ai rapporté de tous ces voyages des quantités d'images. Mes DVD ont eu un incroyable succès et j'ai publié plus de trente livres. Le dernier qui vient de sortir chez Gallimard, *Mettre les voiles*, en est à sa quatrième réédition. C'est un guide pratique né d'une conversation avec le grand marin et écrivain Bernard Moitessier. On y aborde tout ce qu'il faut pour partir en grand voyage : hisser les voiles, se soigner à bord, naviguer, la mécanique…

Et un livre sur vos rencontres en mer, dont celle avec Mick Jagger ?
J'y pense. Dans les années 1960, j'ai fait la première partie des Stones à Marseille. Dix ans plus tard, j'étais sur mon voilier en Martinique. Des copains sur un autre bateau m'invitent à dîner en me disant que Mick Jagger voulait me voir. Il était venu en voisin de l'île Moustique. Je l'ai ramené à terre dans mon annexe. On a fini la soirée au bar de la plage l'Abri côtier. Le lendemain, *France Antilles* a publié un reportage sur cette rencontre où Mick raconte être resté un jour de plus, rien que pour me voir…

Dans les années 1960, le clash entre vous et Johnny Hallyday est resté célèbre et a inspiré les affrontements entre rappeurs comme Booba vs Rohff. C'était du chiqué pour mieux vendre ?
En 1966, Johnny et moi, nous nous sommes apostrophés par chansons interposées. Je le mettais en boîte dans les *Élucubrations* d'Antoine et lui avait répliqué avec *Cheveux longs et idées courtes*. 1966 était une année surréaliste. Moi, l'un de ses fans, inconnu en février, j'étais en vedette à l'Olympia en avril. Lui, sa carrière déclinait un peu, il était déprimé, il chantait *Noir c'est noir* et avait même tenté de se suicider. Nous avions des rapports aigres-doux. Cette guéguerre n'a duré que quelques semaines. Avec les réseaux sociaux, cela aurait été autrement plus violent.

> **« Je préfère ne pas parler de mes droits… Donner des montants serait grotesque. Je peux juste dire que je touche cinq douzièmes des droits sur les "Élucubrations" à la Sacem. L'argent ne m'intéresse que pour la liberté qu'il donne »**

Vous vous montrez toujours en chemise hawaïenne, or cette époque a duré un an. Est-ce une image médiatique ?
Je pourrais écrire un roman rien qu'avec ces chemises. La première vient des Nouvelles Galeries à Grenoble. En 1966, j'étais sur le point d'écrire les *Élucubrations* et ma compagne de l'époque voit un chemisier fleuri dans la vitrine. C'était un corsage de fille mais je l'achète. La semaine suivante, mon producteur, Christian Fechner, me prend en photo avec pour la pochette de mon disque. Il y a quelques mois, j'en ai donné plusieurs. J'avais plus d'une centaine de chemises hawaïennes à bord de mon bateau.

Pouvez-vous nous dire ce que vous rapportent aujourd'hui vos droits ?
Je préfère ne pas en parler car sur cinquante ans, la plus grande partie de ce que m'ont rapporté les chansons est allée aux éditeurs, aux maisons de disques et aux impôts. Donner des montants serait grotesque. Je peux juste dire que je touche cinq douzièmes des droits sur les *Élucubrations* à la Sacem. L'argent ne m'intéresse que pour la liberté qu'il donne.

La vie sédentaire d'un Francis Cabrel ne vous aurait pas suffi ?
Je suis né voyageur. Cabrel est né près d'Agen à Astaffort. Il a grandi dans ce village de 2000 habitants. Il s'y est marié. Il y travaille. Il y a élevé ses enfants… J'ai toujours eu envie d'autre chose. Là, je repars en décembre dans le Queensland en Australie où mon catamaran est à sec chez un ami. L'hiver prochain, j'irai plus au sud.

Votre catamaran s'appelle *Banana Split*. Est-ce un clin d'œil à Lio ?
Il est jaune canari et elle en est la marraine. Il y a une trentaine d'années, nous avions chanté, en duo, un medley *Élucubrations/Banana Split*. Avant, j'avais eu deux monocoques mais ce catamaran est comme une maison sur l'eau, il est beaucoup plus confortable. Lio m'épate. Son appel au crowdfunding pour produire son prochain album est une idée géniale.

Que font vos trois enfants ?
L'aîné, Manea, vit avec sa famille à Brisbane. Il dirige la filiale australienne du studio Gameloft, numéro un mondial des jeux vidéo pour mobiles. Teiki, mon second fils, dirige la cybersécurité de la compagnie aérienne tahitienne. Ma fille, Vaimiti de Chazeaux, est chef. Son compagnon et elle ont créé des restaurants étoilés à Courchevel et elle travaille actuellement en Angleterre.

Quel est votre programme d'ici à Noël ?
Je prends ma carte SNCF d'abonné senior et je vais sauter dans l'Intercité direction Clermont-Ferrand. Je descends à Riom-Châtel-Guyon puis après vingt minutes dans ma Clio, je retrouve ma ferme aux volets bleu lagon en pleine nature. Je l'ai découverte par hasard et je l'ai achetée pour une bouchée de pain avec mon premier cachet. Nous vivons là avec ma compagne, au milieu des chênes et des châtaigniers. C'est très vert, forcément il pleut souvent. *(Rires.)* Nous faisons du vélo électrique sur les petites routes. C'est mon île.

Notre époque vous donne-t-elle encore plus envie de fuir ?
Je n'ai jamais coupé les ponts. Je fais un pas sur le côté car j'estime que l'homme n'est pas fait pour travailler onze mois sur douze. J'ai toujours prévu de revenir. ■

Les architectes Kenzo Tange, Kengo Kuma, le duo choc des JO de Tokyo

Béatrice de Rochebouët

La Maison de la culture du Japon prend prétexte des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 pour remettre à l'honneur ceux de Tokyo de 1964 et 2020. Et montrer le lien subtil qui unit les deux pointures nippones.



MIKIYA TAKIMOTO/©GY.S.C.

À la veille des JO de Paris 2024, la Maison de la culture du Japon (15e arrondissement, près du métro Bir-Hakeim) célèbre l'héritage des Jeux olympiques de Tokyo, ceux de 1964 et de 2020, reportés en 2021, à cause du Covid-19. Impliqués dans leur aventure architecturale, deux des plus grandes stars japonaises, Kenzo Tange, le maître (1913-2005), prix Pritzker 1987, et Kengo Kuma, le disciple (né en 1954), se font face, dans un magnifique dialogue de maquettes, d'archives et surtout de photos en noir et blanc : celles de feu Yasuhiro Ishimoto, maître de l'ombre et de la lumière pour sublimer Tange et de Mikiya Takimoto, très spectaculaires, pour porter aux nues Kuma. L'exposition met en lumière les similitudes et les différences de ces derniers. Et surtout, l'influence exercée l'un sur l'autre, à travers le fil rouge d'une architecture nippone si singulière et inventive.

Le premier, Tange, a construit le gymnase de Yoyogi de 1964, avec son toit suspendu s'élevant vers le ciel grâce à des câbles métalliques ancrés dans du béton, à une époque de pleine croissance du Japon, après les destructions de la Seconde Guerre mondiale. Le deuxième, Kuma, le stade national de 2020, un volume ovale en béton lui aussi mais avec une toiture en bois et des balcons de verdure à l'arrière des tribunes, en harmonie avec le jardin du sanctuaire Meiji, à un moment où l'environnement devient primordial pour une « société durable ». Le contexte est radicalement différent. Mais, à près d'un demi-siècle d'intervalle, le lien entre ces deux bâtiments paraît subtil tant dans la ligne, le toit ou les arches.

Le souffle de Kenzo est dans l'esprit de Kengo. Ce dernier le dit lui-même : *« À la vue du gymnase de Kenzo Tange, sa beauté était telle que j'en fus touché. Ce jour-là, du haut de mes 10 ans, je décidais alors de devenir un architecte. Aujourd'hui encore, je me souviens très clairement de cette journée, à l'automne 1964, où mon père m'emmena voir les compétitions de natation. De la gare de Shibuya, on apercevait au loin une architecture aux formes étranges. Une toiture dessinant une courbe magnifique suspendue à deux tours de béton, se dressant comme pour fendre le ciel, jaillissant au-dessus de la cohue de la ville où les bâtiments de haute taille étaient quasi inexistants. Le gymnase s'élançait tel un éclair fulgurant*, poursuit-il. *Comme aspiré par une conque géante, j'eus à peine fait quelques pas dans le gymnase qu'une douche de lumière m'inonda tombant du ciel avec un bruit fracassant. Elle ne provenait pas de la toiture mais vraiment d'en haut, du plus haut du ciel, du pays des dieux. »*

« À la vue du gymnase de Kenzo Tange, sa beauté était telle que j'en fus touché. Ce jour-là, du haut de mes 10 ans, je décidais alors de devenir un architecte. Aujourd'hui encore, je me souviens très clairement de cette journée, à l'automne 1964, où mon père m'emmena voir les compétitions de natation »

Kengo Kuma

Cinquante ans plus tard, Kengo Kuma s'est plongé dans les esquisses de Kenzo Tange pour réfléchir à la différence entre l'édition des JO de 1964 et celle de 2020, comprendre l'époque dans laquelle il vivait et ce dont elle avait besoin. La première, de 1964, marquait l'ambition de reconquête du Japon, la revanche d'un pays décidé à redevenir une puissance mondiale. Tange était le génie providentiel qui savait déchiffrer l'air du temps et le traduire en architecture. Ce qu'il fit par l'usage du béton - héritage de l'œuvre et des écrits de Le Corbusier qui l'a beaucoup marqué - et de la verticalité. Sans oublier son pays natal, comme en témoignent, aux extrémités de son gymnase, les pièces obliques ressemblant au *Chigi* (épis de faîtage) du sanctuaire d'Ise, ou les amples ondulations de la toiture en tuiles comme celles du temple de Toshodai-ji à Nara. La seconde, de 2020, prenait en compte un pays en proie à la faillite financière, au vieillissement de sa population, à bout de souffle à cause du stress et des épidémies. D'où une architecture plus douce, plus humaine et de ce fait moins haute en creusant le sol, avec l'usage du bois, pour se fondre dans la nature.

La comparaison entre les deux pointures nippones est poussée plus loin avec la villa impériale Katsura, chef-d'œuvre du milieu du XVIIe siècle à Kyoto qui fascina les architectes japonais et européens du mouvement moderniste. Et par la même Kenzo Tange qui s'en inspira pour sa propre maison en utilisant des matériaux qui donnèrent des idées à Kengo Kuma. Autre sujet de rapprochement entre les deux stars architectes : la France. Tange y fit son Grand Écran Italie, aboutissement d'un projet d'urbanisme à vocation culturelle conçu en 1988. Kuma bien plus de bâtiments : du Frac Paca à Marseille (2013), au Musée Albert Kahn à Boulogne-Billancourt (2022) qui reprend ses idées anciennes, notamment le bois, selon le principe de l'« engawa », pour une communion parfaite et spirituelle avec le jardin. On attend de manière imminente sa station Saint-Denis-Pleyel du Grand Paris Express. ■

www.mcjp.fr



***En haut :* vue de la toiture du stade national, construit en 2020 par Kengo Kuma.**

***Ci-dessus :* vue extérieure du gymnase de Yoyogi, construit en 1964 par Kenzo Tange.**

YASUHIRO ISHIMOTO/THE MUSEUM OF ART, KOCHI/KOCHI PREFECTURE, ISHIMOTO YASUHIRO PHOTO CENTER

« Il était une fois les stades » à la Cité de l'architecture

La devise olympique *« Plus vite, plus haut, plus fort »*, invitant les athlètes à repousser toujours plus loin les limites, n'est-elle pas applicable aux architectes ? L'exploit sportif qui a grandi à pleine vitesse au fil des ans est à la mesure de celui, technique, observé dans l'évolution de la construction des stades. C'est le fil conducteur de l'exposition mise en scène par deux étudiants de l'École nationale des arts décoratifs, au deuxième étage de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Appuyé par une frise chronologique rappelant une piste d'athlétisme, le parcours de photos, maquettes et archives se cantonne à une histoire française (Stade de France, Parc des Princes, Jean-Bouin ou même stade Charléty), qui aurait mérité quelques mises en perspectives avec l'étranger pour mieux en juger la portée. L'essor des pratiques sportives de masse au XXe siècle transforme le stade en un équipement public majeur, au point d'en faire un monument grandiose. On part de la démocratisation du stade dès la fin du XIXe siècle (1880, date clé avec la loi Georges qui impose, au primaire, la gymnastique aux garçons avant la loi Jules Ferry pour les filles) jusqu'à son invention dans l'entre-deux-guerres (le duo entre le maire de Lyon Édouard Herriot et l'architecte Tony Garnier donne naissance en 1926 au stade de Gerland) ou sa réinvention (le cas du Stade-Vélodrome de Marseille datant de 1935-1937). Pour finir par sa mise en gloire sous l'effet de la mondialisation. Dans la perspective de l'Euro de football en 2016, Bordeaux ou Nice ont choisi des stades, souvent écrins multifonctionnels, au cœur de leur ville, pour affirmer leur dynamisme. B. DE R.

www.citedelarchitecture.fr

La Demeure historique fête ses 100 ans et pense l'avenir

Claire Bommelaer
Envoyée spéciale à Villandry

Réunis au château de Villandry, des propriétaires de châteaux et de monuments de cette association ont partagé leurs soucis et leur passion.

Plus de 760 propriétaires de châteaux et de monuments s'égayant et échangeant dans les jardins de Villandry (Indre-et-Loire). Il y avait foule, vendredi, pour fêter le centenaire de la Demeure historique (DH), association rassemblant 1500 d'entre eux. Sans doute y a-t-il un dieu en France pour le patrimoine, puisque la pluie, qui battait la terre depuis des jours, avait passé son tour ? Sous un soleil timide, chacun s'est promené, a échangé les dernières nouvelles du réseau, déjeuné sous une immense tente plantée sur le court de tennis, avant de réfléchir sur *« les défis à relever »*.

Impossible de dresser la liste des participants, sous peine de commettre un impair. Jeunes, moins jeunes, familles anciennes ou néochâtelains, la cartographie des propriétaires était cependant nette, dessinant un milieu fier de porter un certain art de vivre, quels que soient les efforts déployés pour qu'il perdure. Certes, les auspices ne sont pas très favorables, sur fond de tour de vis donné par l'État à son budget patrimoine. Mais personne n'a envie de dételer, au nom de l'histoire, de l'authenticité ou même du « beau ». Dans les conversations informelles, on entendait certes les mots « impôts », « travaux », « fonctionnaires » et « succession », mais aussi ceux, plus plaisants, de « chasses », « jardins », « passion », « visiteurs » ou « fêtes ».

La ministre de la Culture, Rachida Dati, ayant dû annuler sa venue in extremis, pour cause de Conseil des ministres, il restait au moins trois « vedettes » pour assurer le sel de la journée. Le domaine de Villandry, tout d'abord, et son propriétaire, Henri Carvallo, hôte de cette journée organisée au cordeau. C'est là que son arrière-grand-père Joachim, personnage haut en couleur, lança l'association, en 1924, afin de *« remuer l'opinion et réclamer à l'État que la loi ménage »* les propriétaires privés. Henri-François de Breteuil, ensuite, 81 ans, sorte de doyen du groupe, qui dirigea la DH de main de maître entre 1981 et 2011. Depuis la petite voiturette qui le transportait, le marquis distribuait les salutations, encourageait chacun à acquérir son dernier livre de souvenirs et invitait chacun à visiter le château de Breteuil, dans les Yvelines.

« Faire venir du public »

La dernière tête d'affiche, c'était Stéphane Bern. Pas tant parce qu'il est désormais lui-même « un de la DH », avec la collégiale de Thiron-Gardais (Eure-et-Loir), acquise en 2012. Mais surtout parce que cet homme de télévision sait mettre des mots sur les choses et promet toujours de parler des grandes causes patrimoniales *« au président »*. *« Je me bats, et vous pouvez compter sur moi »*, a-t-il dit sous les applaudissements, avant de baptiser une nouvelle rose, nommée Demeure historique.

À ses côtés, bluffé par la faconde de l'animateur, Olivier de Lorgeril, actuel tenant du titre de président de la DH, s'est chargé de mettre sur le tapis les sujets lourds qui agitent le milieu. Tout en rondeurs, résolument positif, Olivier de Lorgeril sait qu'on attend de lui une part de lobbying auprès des pouvoirs publics. *« Un euro investi dans le patrimoine représente 21 euros de retombées économiques pour un territoire, et il faut parvenir à ce que la Culture nous consacre 10 % de son budget monuments historiques »*, insistait-il. Outre les questions financières, Olivier de Lorgeril est focalisé sur celles de transmission et de relève. *« Je ne connais pas un membre qui ne soit pas préoccupé par cela »*, résumait-il.

Pour une Diane de Sèze, qui a repris avec son mari le château familial de Tanlay, en Bourgogne, combien cherchent « la » solution pour perdurer, sans y parvenir ? Au cours du déjeuner, on se racontait l'histoire de cet homme qui devait passer la main à son fils, lequel est brusquement décédé à 30 ans. Ou le cas d'un couple s'échinant à la tâche, sous le regard lointain de frères et sœurs n'attendant que le jour où il leur rachèteraient les parts d'un château bien entretenu. Avec quel argent ? Si certains monuments, comme Chenonceau, et ses 850 000 visiteurs annuels, s'en sortent haut la main, la plupart tirent le diable par la queue - ou pourraient sombrer en cas de coups durs.

« Si je n'ai qu'un conseil à donner, c'est celui de proposer sans cesse des événements qui fassent venir du public et ancrent la propriété dans son environnement », a suggéré le producteur Jean-Louis Remilleux, propriétaire du château de Digoine, en Bourgogne. Faire vivre son monument, l'ouvrir et le partager : personne n'a trouvé mieux pour incarner cette part d'intérêt général dont tout le monde se prévaut. Après le déjeuner, on a ainsi vu Louis-Jean de Nicolaÿ, propriétaire avec sa femme, Barbara, du fabuleux château du Lude (Sarthe), s'éclipser pour rejoindre ses terres, afin de préparer la célèbre fête des jardiniers organisée depuis trente ans. *« Mon épouse me réclame »*, plaisantait-il. Les Vibraye, propriétaires de Cheverny (Loir-et-cher), s'étaient de leur côté excusés, car ils s'apprêtaient à accueillir, au pied du château, un grand concert du jazzman Ibrahim Maalouf. Personne ne pourra dire que les châtelains et les gestionnaires restent les bras ballants.

« La passion et l'innovation nous sauveront », a jugé Olivier de Lorgeril, qui a annoncé le lancement d'un observatoire Monuments historiques et développement durable. Rien de tel que se projeter dans l'avenir pour réaffirmer son existence. ■

Leurs jours les plus longs

Benjamin Puech

À deux jours des commémorations du Débarquement, ce documentaire constitué d'archives privées raconte les six années de guerre du point de vue des Normands.

Un *fou l'a voulu ainsi* », y lit-on. En septembre 1939, les affiches de mobilisations apparaissent sur les murs de Gisors, commune de l'Eure célèbre pour sa forteresse médiévale. Elles fleurissent partout en France. Les hommes troquent leurs costumes pour les uniformes marron clair de l'armée, allument une cigarette et sourient à la caméra : ils pensent la victoire prochaine.

Les images qui composent ce documentaire sont quasiment toutes tirées d'archives privées de familles normandes. Ces films tournés par des particuliers, une pratique encore rare à l'époque, dormaient dans de vieilles malles qui n'avaient parfois jamais été ouvertes. Les premiers souvenirs marqués sur la pellicule respirent le grand air. Les vacances à Granville, les virées à Cabourg. La narration, particulièrement bien menée et lue par le comédien Philippe Torreton, évoque « *la fragilité et le charme* » de ces images. *Sous nos yeux, quand les Normands filmaient la guerre* plonge dans les vies de famille pour raconter une autre histoire de la Seconde Guerre mondiale. Celle vécue, jour après jour, par la population. L'agencement des archives n'a pas dû être une mince affaire. Elles couvrent de façon assez large les six années de conflit, bien qu'aucune n'illustre la réalité de la collaboration française.

De belles automobiles, puis des vieilles, puis des charrettes traversent les villages. L'exode jette des millions de Français sur les routes de France. 90 000 enfants égarés sont récupérés par la Croix-Rouge. Des lignes, écrites par des anonymes ou non, sont lues en voix off. Comme celle-ci de Tristan Bernard : « *En 1914, on disait : "On les aura", eh bien maintenant, "on les a".* » Peut-être se répète-t-on ce mot dans les salles à manger de Normandie.

> **« En 1914, on disait : "On les aura", eh bien maintenant, "on les a" »**
> **Tristan Bernard**

Un tiers de la population de la région est désormais composé de soldats allemands. La vie se poursuit cahin-caha.



Tournés par des particuliers, une pratique encore rare à l'époque, ces films dormaient dans de vieilles malles qui n'avaient parfois jamais été ouvertes. KEREN PRODUCTION/FTV

On continue de porter des costumes croisés pour les fêtes de mariage, même si le cœur n'y est plus. Les citadins battent la campagne, à vélo puisqu'il n'y a plus d'essence, pour trouver du lait et des œufs. À l'écran, un vert-de-gris se promène dans une rue de Cherbourg, tranquille, le journal sous le bras.

Il perdra sa contenance quelques mois plus tard. *L'Avenir* titre le 6 juin 1944 : « *Le jour de gloire est arrivé.* » Par les airs, avec les premiers parachutistes tombés dans la nuit, par les mers avec le débarquement de 130 000 hommes sur les plages. Des tanks anglais se fraient un chemin dans les bocages, où ils patinent dans la boue. Les civils paient le prix fort au cours de cette bataille de Normandie. Des tonnes de bombes s'abattent sur la région. 20 000 Normands perdent la vie. Il faut d'ailleurs attendre 2014 pour qu'un hommage mené par un chef de l'État, c'était François Hollande, leur soit rendu.

De jeunes femmes françaises souriantes agitent des drapeaux américains à leur fenêtre, quand une autre passe, tête baissée, parmi la foule. Elle va payer d'être tombée dans des bras allemands. Est-elle coupable, est-elle innocente, « *victime raisonnable à la robe déchirée (…) couverte du noir crachat des ténèbres* », comme l'écrit Paul Éluard dans le poème *Comprenne qui pourra* ? À la gare, les prisonniers de guerre, étonnés de la France qu'ils retrouvent, arrivent en nombre. L'on voit ensuite des veuves en noir qui accrochent à leur robe les médailles de ceux qui ne sont pas revenus.

Deux jours avant les commémorations officielles des 80 ans du Débarquement et au-delà des dates, des chiffres et des batailles, ce très beau documentaire nous fait ressentir intimement les heurts de cette guerre voulue par un fou… ■

« Sous nos yeux »
À 22 h 50, sur France 3
Notre avis : ●●●●

Infirmière, oui, mais à quel prix ?

Émilie Paul

« Enquête de santé » a pris le pouls d'une profession qui, malgré la charge de travail et le manque de reconnaissance, se dédie aux autres.

Il y a près de 650 000 infirmières en France. 135 000 sont à leur compte. Les autres exercent à l'hôpital. Un métier choisi par vocation, par passion, mais aussi au prix de nombreux sacrifices. Est-ce que tous ses soignants le vivent comme un sacerdoce alors que leur profession souffre d'un manque de reconnaissance ? Le magazine « Enquête de santé » a suivi dans leur quotidien trois femmes et un homme au profil différent pour le savoir. Dans les Hautes-Alpes, Lydie parcourt jusqu'à 200 km par jour pour aller au chevet de sa quarantaine de patients. « *Un marathon !* », décrit-elle. Face au désert médical, les plus malades, les plus âgés et les plus isolés ont un besoin impératif de cette quinquagénaire dévouée. « *À la campagne, sans les infirmières, on est foutu* », résume l'un d'entre eux. Mais, à force de travail, Lydie, qui, au fil du temps, est devenue plus qu'une infirmière, une intime ou une confidente pour certains malades, a mis sa propre santé de côté au plus haut de la pandémie du Covid.

2300 euros brut par mois

À l'hôpital, si les conditions de travail se sont un peu améliorées ces dernières années, beaucoup d'infirmières continuent de dénoncer le manque de reconnaissance de leur métier. C'est le cas d'Audrey, en poste depuis neuf ans aux urgences de la Timone, à Marseille. « *On est au cœur de la vie des Français. On reçoit pour de l'urgence somatique, de la détresse morale, mentale, psychologique, sociale. On a tout ce qu'on peut rencontrer dans la vie* », détaille-t-elle. Avec 2300 euros brut par mois, les fins de mois de la mère de famille sont difficiles. Face à ses difficultés, elle songe sérieusement à abandonner son poste. Comme la moitié des infirmières hospitalières. 10 % d'entre elles poursuivent en effet leur carrière dans le libéral. « *On fait des sacrifices, on aime notre métier mais si le travail, notamment par le salaire, était plus attractif, peut-être qu'il y aurait plus de personnes et on ne parlerait pas de manque d'infirmières* », souligne-t-elle.

À Massy (Essonne), les journées de Pauline débutent à 5 heures. L'infirmière de bloc opératoire en chirurgie cardiaque travaille douze heures par jour en plus des astreintes. Le petit déjeuner est le seul moment de la journée, avec le mercredi, qu'elle partage avec ses deux enfants. « *Il est compliqué de trouver l'épanouissement personnel avec les horaires d'hôpitaux* », concède-t-elle.

En France, les salaires des infirmières hospitalières sont 10 % moins élevés que ceux de la moyenne européenne. En 2023, l'hôpital public comptait 15 000 postes à pourvoir. Fort heureusement, une nouvelle génération arrive, même si – contrairement aux précédentes – elle ne semble pas prête à tout supporter. « *Nous n'avons pas la même vocation, on imagine le travail d'une manière différente. Il fait partie de notre vie, mais ce n'est pas l'essentiel de notre vie. On ne va pas accepter des remplacements tous les dimanches parce qu'il n'y a personne. Au bout d'un moment, il faut faire changer les choses pour que l'on puisse avoir des conditions de vie qui soient équivalentes à celles de tous les autres métiers* », explique Léo, 24 ans, étudiant infirmier en Alsace. Une autre vision de ce travail qui sera l'un des nombreux thèmes évoqués dans le débat mené par Marina Carrère d'Encausse à la suite de ce documentaire édifiant réalisé par Géraldine Laura. ■

« Infirmières, soigner à tout prix ? »
À 21 h 05, sur France 5
Notre avis : ●●●○

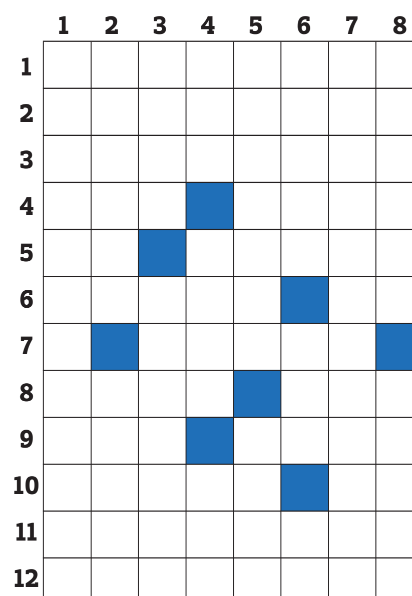
MOTS CROISÉS

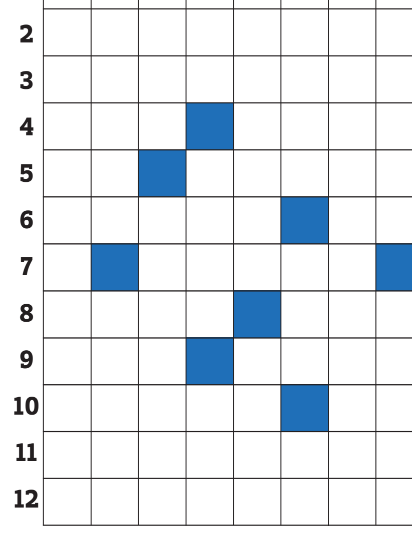
Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6622

HORIZONTALEMENT
1. Provoque de fortes inondations. – **2.** Pas fatale. – **3.** Se déplacent en traîneau. – **4.** Porte-plumes de vieux écrivains. Abandons de poste apocopés. – **5.** Musée souterrain. La photocopieuse l'a remplacée. – **6.** Fis sortir le gibier de sa cachette. Cardinaux dans l'opposition. – **7.** Fonda une base solide. – **8.** Petit robert pour la rousse. Châtiment divin. – **9.** Ferme, dur et clair. Prête attention aux ragots. – **10.** Complètement à plat. Filet à écrevisses. – **11.** Ensembles tout neuf. – **12.** Drôlement critiqué.

VERTICALEMENT
1. Jetées à bas de leur piédestal. – **2.** Plaqué en touche. Un pied à terre lui était indispensable, en un sens. – **3.** Quotidien raccourci. Louant au-dessus de sa valeur réelle. – **4.** Ses signaux partaient en fumée. Passe tout près. Liquide en Transylvanie. – **5.** Cantonné à l'ouest de la Suisse. Roi fou. – **6.** Sa plus grande pièce se joue dans une petite maison. Crétois à crêtes. N'est en tête qu'une fois sur sept. – **7.** Réduits à leur plus simple expression. – **8.** Centaure mais pas sans reproche. Cours de Verdun.





SOLUTION DU PROBLÈME N° 6621

HORIZONTALEMENT **1.** Crapette. – **2.** Ouillais. – **3.** Nidifiât. – **4.** CSA. Erra. – **5.** Ussé. AEF. – **6.** Bê. Luise. – **7.** Îliens. – **8.** Nérée. Et. – **9.** Âme. Sève. – **10.** Gêna. Mis. – **11.** Énergie. – **12.** Steamers.

VERTICALEMENT **1.** Concubinages. – **2.** Ruissèlement. – **3.** Aidas. Irénée. – **4.** Pli. Élée. Ara. – **5.** Elfe. Unes. GM. – **6.** Tairais. Émié. – **7.** Tiares. Évier. – **8.** Estafettes.

BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3380 : Maîtrise des communications

Nord :
♠ R 8 6 4 3
♥ A V 10
♦ A R D V
♣ A

Sud :
♠ 9
♥ R D 9 2
♦ 7 6 5 4
♣ R 7 6 5

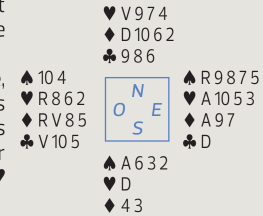
Contrat : Sud joue **6 Carreaux**.

Entame : 7 de ♥.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3379 : Il faudra mettre de l'ordre dans vos affaires

Contrat : Sud joue **3 Trèfles**.
La séquence (E.-O. vuln.) **:** Est ouvre de 1♠, Sud dit 2♣, Ouest contre, Est répond 2♥ et Nord réveille à 3♣.
Entame : 10 de ♠. Est fournit le Roi pris de l'As. Et si Ouest avait trois atouts ?

Si Est n'a qu'un ♣ (hypothèse de crainte), il vous faut couper deux ♠ et affranchir un ♦ en espérant le Valet à gauche. Encore faut-il adopter le timing parfait. **Sans attendre, jouez ♥** pour couper la communication du flanc dans la couleur. Est prend et insiste à ♠. Descendez en main à l'atout et **jouez maintenant ♦**. Ouest plonge du Roi pour rejouer atout, prenez et insistez à ♦ pour le 10 pris de l'As par Est. Coupez son retour à ♥ et présentez un ♠ : Ouest ne peut vous empêcher de faire le 9 de ♣ et la Dame de ♦.
Notez que si vous jouez ♦ à la deuxième levée, Ouest fournit dûment Roi et insiste à ♠, vous jouez ♣ pour le Roi, ♦ pour le 10 pris de l'As mais Est peut alors jouer ♠ coupé du 10 par Ouest qui retrouve son partenaire à l'As de ♥ pour bénéficier d'une seconde coupe à ♠…

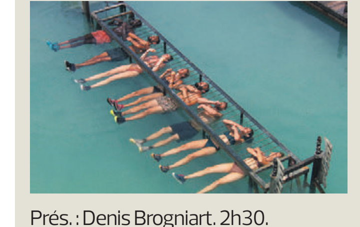


Nord : ♠ D V ♥ V 9 7 4 ♦ D 10 6 2 ♣ 9 8 6
Ouest : ♠ 10 4 ♥ R 8 6 2 ♦ R V 8 5 ♣ V 10 5
Est : ♠ R 9 8 7 5 ♥ A 10 5 3 ♦ A 9 7 ♣ D
Sud : ♠ A 6 3 2 ♥ D ♦ 4 3 ♣ A R 7 4 3 2

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT
RONDE DES MOTS© :
LIGNE 1 : GRIFFE, FRÉMIR, USAGER, QUOTAS, GRISOU, MOLLIR.
LIGNE 2 : FERRÉE, MÉMÈRE, GÉROMÉ, TENDRE, SATANÉ, LOLITA.

LE FIGARO TV MAGAZINE
Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

TF1
21.10 Koh-Lanta
Téléréalité



Prés. : Denis Brogniart. 2h30. Les chasseurs d'immunité : La finale. Inédit. L'aventure touche à sa fin. Les trois rescapés de l'Orientation s'affrontent sur les poteaux de Koh-Lanta, ultime épreuve de cette épopée aux Philippines. Le gagnant a le privilège de choisir son co-finaliste.

23.40 Camille & images. Div.

France 2
20.29 L'événement
Magazine



Prés. : Caroline Roux. 1h30. Spéciale élections européennes Le dimanche 9 juin, les élections européennes appellent les résidents de l'Union à se prononcer dans les urnes sur les grands thèmes qui les préoccupent au quotidien.

21.59 Campagne officielle pour les élections européennes. Magazine.

France 3
21.10 La doc et le véto
Série. Humoristique



Fra. 2023. Avec Michel Cymes. En chiens de faïence. Inédit. Victor Chevasse, le cantonnier de Valerande, est interviewé pour un reportage sur la chaîne des Puys. S'il joue son rôle d'ambassadeur du monde rural, il évoque aussi sa solitude.

22.38 Spot campagne élections européennes. Magazine.

CANAL+
21.10 Second Tour
Film. Comédie dramatique



Fra. 2023. Réal. : Albert Dupontel. 1h36. Avec Cécile de France. À l'aube du second tour de l'élection présidentielle, une journaliste mène une enquête qui se révèle surprenante sur le favori des sondages.

22.46 L'abbé Pierre, une vie de combats. Film. Biographie.



arte
20.55 Tax Wars
Documentaire



Fra/Nor. 2024. Réal. : Hege Dehli, Xavier Harel. 1h40. Inédit. Un focus sur les coulisses du combat mondial contre l'évasion fiscale des multinationales. Il s'agit d'une nécessité pour donner les moyens aux États de financer les services publics.

22.35 Panique en mer Baltique. Doc.



M6
21.10 Cauchemar en cuisine
Documentaire



Prés. : Philippe Etchebest. 1h50. Tonnay-Charente. Philippe Etchebest intervient à Tonnay-Charente, dans le restaurant de Jérôme, à la demande de ses parents. L'affaire périclite, et les dettes s'accumulent.

23.00 Cauchemar en cuisine. Documentaire. Ouistreham.

À LA DEMANDE
CANAL+ SÉRIES
Broute 24



Parodie du média en ligne Brut, la série « Broute » a fait les beaux jours de Canal+ de 2018 à 2022. Son créateur et acteur principal, Bertrand Usclat, revient dans « Broute 24 », une nouvelle série de huit épisodes où il campe chaque fois un nouveau personnage : maire identitaire, CRS, père au foyer, etc. À travers cette galerie de portraits, le comédien épingle les travers de la société. Mais c'est moins la société comme elle va que la « société de papa » qui en prend pour son grade. Ses personnages sont tous un peu démodés, un peu réac', à l'image de ce principal de collège terrorisé à l'idée qu'un prof fasse un cours sur les caricatures, craignant à tort une réaction violente des élèves. Fantasme que tout cela, n'est-ce pas ?

LE FIGARO TV Île-de-France

13.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Alexandre Araujo, vainqueur de l'émission «Au micro», sur Canal+, interviewé par Damien Canivez et Mathilde Seifert. **19.00 Bienvenue en Île-de-France.** Présenté par Victoire Sikora.

21.00


STP PRODUCTIONS 2020

Les ponts de Paris, un patrimoine révélé
Documentaire.
22.30 Le Club Le Figaro International. Sur l'Europe, Philippe Gélie reçoit Dominique Reynié, directeur de la Fondation pour l'innovation politique, Sylvain Kahn, professeur à Sciences Po, et les journalistes du *Figaro* Isabelle Lasserre et Florentin Collomp.

Pour regarder le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 468 | Orange 345
Free 904 | Bouygues 305



C8
19.42 Touche pas à mon poste ! Div.

21.19 Problemos
Film. Comédie. Fra. 2017. Réal. : Éric Judor. 1h25. Avec Éric Judor, Célia Rosich. Un couple de Parisiens passe quelques jours dans une communauté où vit un ami. C'est alors qu'une pandémie s'abat sur la planète.

23.01 Highlander. Film. Fantastique. Avec Christophe Lambert.



W9
19.50 Les apprentis champions.

20.50 Football : Qualifications pour l'Euro féminin 2025
Groupe A3 : France - Angleterre. En direct. Quelques jours après les avoir affrontées à Newcastle, les Bleues d'Hervé Renard retrouvent les Anglaises pour la 4e journée des éliminatoires de l'Euro 2025.

22.50 Kaamelott. Série.



TMC
19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Pablo Mira dit des choses contre de l'argent
Spectacle. 1h50. Sur scène, l'humoriste Pablo Mira interprète un winner misérable dont la devise est «Mon opinion, votre vérité», un personnage qu'on adore détester ou qu'on déteste adorer, au choix.

23.15 90' Enquêtes. Magazine.

France 5
20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.04 Enquête de santé
Magazine. 1h40. Infirmières, soigner à tout prix ? Inédit. Un documentaire, suivi d'un débat, prennent le pouls de la profession d'infirmière qui, malgré le manque de reconnaissance, ne cesse de se réinventer.

22.47 C ce soir. Talk-show.
00.02 C dans l'air. Magazine.

RMC Découverte
19.35 Vintage Mecanic. Doc.

21.10 Le garage : objectif restauration
Documentaire. Fra. 2023. 2h50. 2 épisodes. Inédit. La mission du jour concerne une BMW Série 3 E21 de 1982. L'équipe dispose de 45 jours devant elle pour restaurer le véhicule dans sa configuration d'origine.

00.00 Flic story. Documentaire.

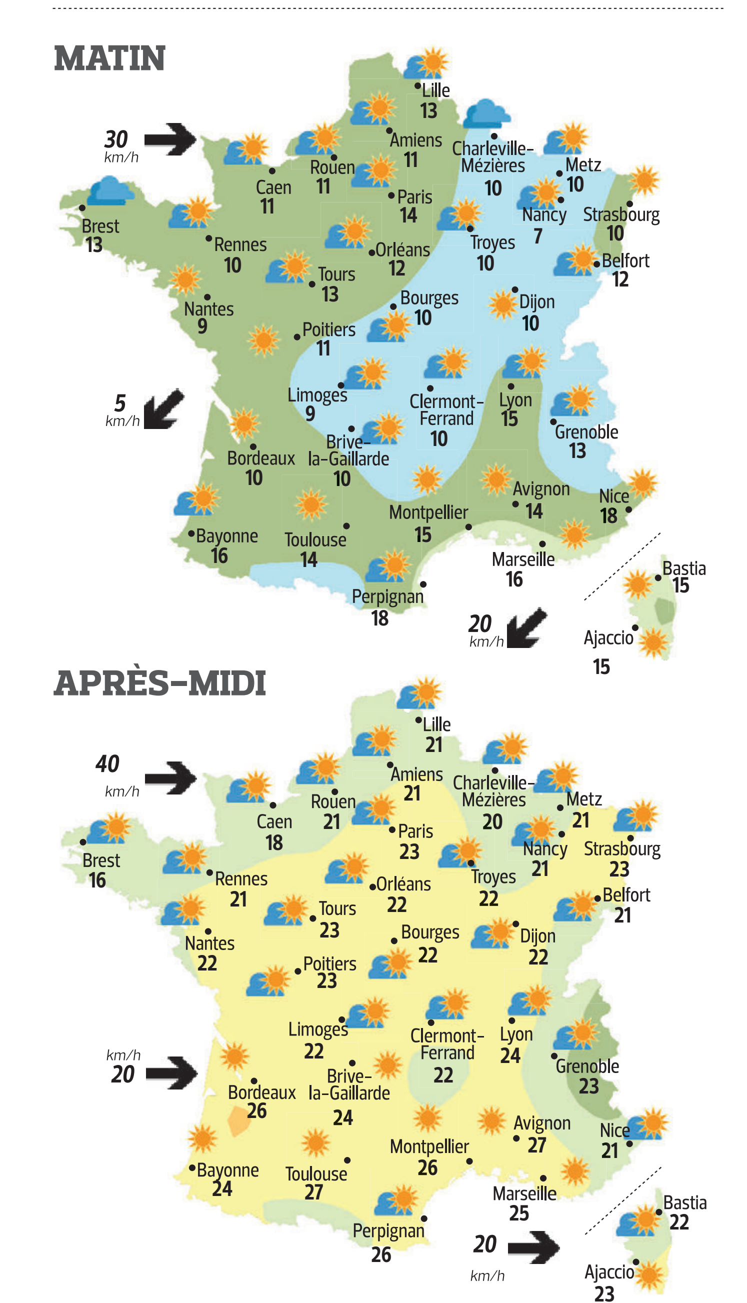
Histoire TV
19.30 Andrew, le prince du scandale. Documentaire. Réal. : Jamie Crawford.

20.50 Tiananmen
Documentaire. EU/Fra. 2019. 1h55. 2 épisodes. En 1989, les étudiants chinois se soulevaient pour exiger la démocratie et furent victimes d'une répression brutale. Les «Tiananmen Papers» précisent ces faits.

22.45 L'art de perdre une guerre. Doc.

La chaîne météo

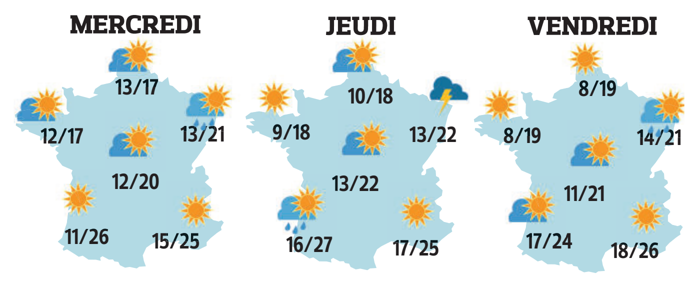
ÉPHÉMÉRIDE Ste-Clotilde
Soleil : Lever 05h49 - Coucher 21h49 - Dernier croissant de Lune



LE TEMPS AILLEURS...

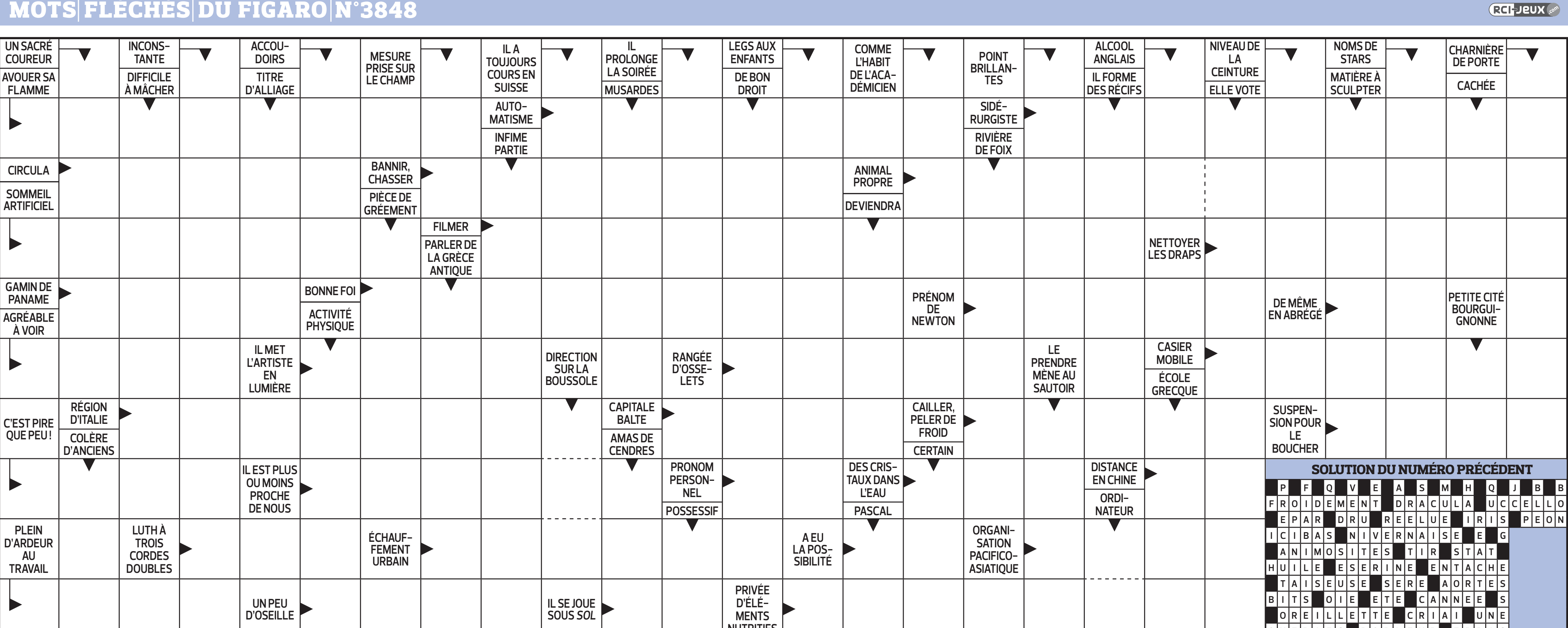


ALGER	17/23	AMSTERDAM	13/20	ATHÈNES	22/35
BARCELONE	17/26	BELGRADE	16/25	BERLIN	13/22
BERNE	9/21	BRUXELLES	12/21	BUDAPEST	16/21
COPENHAGUE	12/18	DUBLIN	14/17	LISBONNE	17/28
LONDRES	15/19	MADRID	17/31	PRAGUE	13/22
RABAT	19/22	ROME	14/26	TUNIS	18/26





MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3848



LE FIGARO



PAR **Étienne de Montety**

Blandine de Caunes n'en finit pas d'entretenir la mémoire de sa mère, Benoîte Groult et de son beau-père, Paul Guimard. Portrait d'une figure généreuse de l'édition.


CELINE NIESZAWER/LEEXTRA VIA OPALE PHOTO

Blandine de Caunes : au nom de tous les miens

Récemment, la réédition de *Rue du Havre* (L'Échappée) a remis à l'honneur Paul Guimard, merveilleux écrivain, ami de Blondin, dont le nom reste associé aux *Choses de la vie*, le film de Sautet. Et voici qu'un volume des œuvres de Benoîte Groult (Bouquins) surgit, plein de cette prose vigoureuse qui fit son succès : *Les Vaisseaux du cœur*, *La Touche étoile*, autant de souvenirs de lectures d'une romancière qui ne s'en laissait pas conter et avait son franc-parler.

Quelle bonne fée veille à la postérité de ces deux auteurs fameux en leur temps mais que le sable du temps recouvre inexorablement ?

Ces résurrections éditoriales doivent tout à Blandine de Caunes, fille de Benoîte et belle-fille de Paul. C'est elle qui filialement fait vivre leur œuvre. Si elle entreprend de rééditer tous les livres de sa famille, elle aura de quoi faire : quand on y songe, tout le monde écrivait chez eux. Benoîte et Paul, Flora, la sœur de Benoîte, avec qui elle signa un *Journal à quatre mains*, Bernard, le mari de celle-ci. La sœur de Blandine, Lison de Caunes. Elle-même… En 1980, un pari donnera d'ailleurs lieu à un recueil où parents, enfants, gendre, tous prirent la plume. Son titre : *Des Nouvelles de la famille*, évidemment.

Et Blandine ? Où se situe-t-elle dans cette prestigieuse lignée de journalistes et d'écrivains à succès ? Si elle admire sa mère et porte le nom de son père, le journaliste Georges de Caunes, elle est d'abord elle-même. Il arrive, contrairement à l'adage, que les chiens fassent des chats.

Ainsi si Benoîte l'a élevée dans un féminisme de stricte observance, plaçant très haut la liberté, elle n'avait pas imaginé que sa fille s'en servirait pour choisir la vie facile de femme entretenue. Dans les années 1960, Blandine a 20 ans, c'est une jolie blonde qui n'a pas froid aux yeux. Elle n'aime que le luxe, les voyages, la culture et ne s'en cache pas : *« Je ne voulais pas gagner ma vie, j'en avais déjà une. »* On dirait une héroïne de Cecil Saint-Laurent, qui aurait rejoint les personnages désinvoltes de *Bonjour tristesse*. Elle suit distraitement le cours de théâtre de Raymond Girard : sa camarade de planches s'appelle Brigitte Fossey.

Entre la scène qui l'attire et la littérature qui l'entoure, Blandine est dans la fosse aux lions ; sauf que tous les fauves sont fous d'elle. Le comédien Francis Blanche est un soupirant assidu, il lui écrit des lettres enflammées (qu'elle a conservées) et l'emmène dans les plus beaux endroits.

« Il a fallu que je lui fasse faire le test de cristallisation de Stendhal pour qu'il admette que notre relation était impossible », dit-elle aujourd'hui, encore attendrie.

Il n'est pas le seul à avoir chaviré. Le journaliste René Fallet, ami de ses parents, lui fait aussi la cour : *« Fais attention*, la prévient sa mère. *Si tu cèdes, tu seras dans son prochain roman. »* L'énergumène a en effet pour habitude de mettre ses histoires d'amour dans ses livres et même de les entreprendre à cette fin.

D'autres hommes la font voyager, lui font des cadeaux, cela suffit à son bonheur. Elle se souvient d'avoir traversé Paris durant les événements de Mai 68 en Cadillac, encadrée par une haie d'honneur formée par les étudiants en grève.

Que pense Benoîte Groult de cette vie plus proche de Nana que de Louise Michel ? Prise au piège de sa religion de la liberté, elle rugit, ne se privant pas de donner à sa fille son avis sur l'élu du moment.

Mais rien n'est simple. À l'époque, ainsi que le révèle la publication des journaux inédits de Benoîte et Paul, le couple Groult-Guimard vit un quotidien peu commun partagé entre l'Irlande, la Bretagne et la Côte d'Azur. En apparence, une liberté mutuelle, qui, en vérité, est mêlée de beaucoup de souffrance : *« La vie à trois que Simone de Beauvoir a appelée : "la machine doucement infernale". Même elle ! »*, note Benoîte Groult pour résumer sa vie conjugale.

De sa passion pour un champion de lutte gréco-romaine, ternie par ses absences fréquentes, dont elle se console au côté d'un vieux mécène, Blandine tire un roman *L'Involontaire*, où elle exprime joliment l'appétit de vivre d'une jeune femme qui lui ressemble comme une sœur, et les contradictions qu'elle ne veut pas résoudre. Le temps s'en chargera.

La ligne de conduite de Blandine de Caunes comme éditrice tient en quelques mots empruntés à Jean Rostand : *« J'admire le livre qui me condamne à le lire. »*

Il a fini par rattraper la jeune femme qui s'est sagement mariée avec un joueur de hockey sur glace, devenu architecte. Sa mère n'en revenait pas : *« Blandine veut et se prépare un grand mariage »*, note Benoîte dans son journal. Mais imagine-t-on *Caroline chérie* bonne épouse à la maison ? Après la naissance d'une petite fille, Blandine s'ennuie. La vie agréable dans une station huppée des Alpes, des débuts dans un journal local, ne suffisent pas à l'amarrer à cette vie. Elle rentre à Paris, où l'édition ouvre naturellement ses portes à la fille prodigue. Elle sera attachée de presse puis éditrice aux Éditions Stock dirigée à l'époque par Jean Rosenthal. Elle lance une collection qui publie de jeunes auteurs français parrainés par la préface d'un écrivain confirmé. Le carnet d'adresses familial s'ouvre généreusement pour solliciter des grandes plumes.

Se souvenant de cette période, des noms d'écrivains lui viennent facilement aux lèvres, Robert Pinget, prix Femina, avare de sa prose, Jacqueline Harpman, qui eut le prix Médicis. Mais aussi des personnalités politiques de ces années-là : Ariel Sharon qui publiait ses Mémoires et Ibrahim Sous, écrivain et responsable palestinien de l'OLP.

« Je ne voulais pas gagner ma vie, j'en avais déjà une »

« J'avais organisé un dîner de famille, se souvient-elle, *pour décider s'il était opportun que je promeuve le livre d'un homme qui soutenait une cause à l'époque déjà controversée. Le verdict lui avait été favorable. »*

Sa ligne de conduite comme éditrice tient en quelques mots empruntés à Jean Rostand : *« J'admire le livre qui me condamne à le lire. »*

La tragédie s'est un jour invitée dans cette existence insouciante et ensoleillée. L'accident qui coûta en 2016 la vie à sa fille Violette laissant une petite orpheline, Zélie, et précédant de peu la mort de Benoîte, lui a tiré bien des larmes. Elle a trouvé cependant la force d'écrire un livre émouvant, *La Mère morte*. De ses deuils successifs, elle dit en une formule étincelante : *« Maman : je ne dirai plus ce mot, je ne l'entendrai plus. »*

Dans le bonheur comme dans les épreuves, Blandine de Caunes est restée elle-même, belle, élégante, drôle. Elle est toujours l'inlassable ambassadrice des livres des autres, parents, amis, auteurs. C'est peu dire que notre époque avec ses chasses à l'homme et ses jugements sans appel la dérange.

Elle préfère rendre à son clan ce qu'elle a reçu de lui, en célébrant des êtres et des livres qui témoignent du monde dont elle est issue : spirituel, cultivé et libéral. ■



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Cercueil (ser-keuil) n. m.

Bière, qui pourrait bien être de la petite.

Des hommes ont été surpris à Paris tandis qu'ils déposaient de mystérieux cercueils au pied de la tour Eiffel.
Le mot vient du grec *sarkos*, qui désigne la chair et a donné sarcophage.
Ce fait divers macabre suscite bien des questions : complot ou canular ?
Car pourquoi venir poser dans Paris des cercueils, objet par nature sédentaire, et aussitôt se faire la valise ?
La vue de ces boîtes, vides ou pas, a incontestablement plombé l'ambiance.
Que pouvaient bien contenir ces cercueils ? Et de quel cercle machiavélique, l'idée des cercueils était-elle sortie ?
Deux écueils menacent l'opinion publique dans ces circonstances : l'angélisme et la paranoïa. On imagine qu'à ces inquiétantes apparitions, les témoins de la scène ont réservé un accueil froid.
Heureusement, la police veille. À chaque intervention, elle procède de la même façon : d'abord, elle serre. Ensuite, elle cueille.
Très vite les transporteurs de cercueils ont été neutralisés.
Les voici dans de beaux draps. ■